

Supplément « Sans visa »

Le Monde



15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14485 - 9 F

SAMEDI 24 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURME

Alors que le président Gorbatchev entend continuer à le réformer

Les manifestations hostiles au Parti communiste se multiplient en Union soviétique

Bientôt l'indépendance pour les Baltes ?

Il était clair que les revendications d'indépendance finalisées par aboutir dans une URSS qui se libérerait progressivement du carcan communiste. Mais ce processus va maintenant s'accélérer de manière considérable.

L'échec du putsch a en effet mis sur la touche les tenants les plus farouches du maintien de l'empire. Parmi les nombreuses aberrations des « conservateurs » soviétiques, le moindre n'était pas leur curieux refus d'entendre les appels d'Alexandre Soljenitsyne et de quelques - rares - autres intellectuels russes nationalistes à une décolonisation radicale, seul facteur de nature à libérer la Russie d'une crispation suicidaire et de lui permettre de retrouver ses « sources ». Seul le camp libéral, pourtant plus « internationaliste », a soutenu dès le début les revendications des Baltes et autres peuples engagés vers l'indépendance.

De son côté M. Gorbatchev a pratiqué depuis la première proclamation d'indépendance, celle de la Lituanie en mars 1990, une politique encore plus contradictoire que dans d'autres domaines. D'un côté, les principes de démocratie dont il se réclame l'obligent à reconnaître son corollaire en matière nationale, le droit à l'autodétermination des peuples. Il avait dû admettre aussi la nullité des accords Molotov-Ribbentrop, donc l'illégalité des annexions forcées de 1939.

De l'autre, il multiplie les obstacles à la mise en œuvre de ces principes, et pas seulement sous la pression des « durs » du bureau politique et du gouvernement de Moscou. Les négociations promises avec les capitales baltes n'ont pas dépassé le stade des « négociations sur la négociation ». Les sautes d'humeur concrètes du pouvoir central ont été les interventions périodiques, et souvent sanglantes, de l'armée, des troupes de l'intérieur et des OMON contre divers « objectifs » baltes d'importance parfois dérisoire, comme pour mieux souligner une volonté d'humiliation et de harcèlement.

Ce n'est donc pas par hasard que M. Bush, énumérant de manière plutôt abrupte les actions qu'il attend maintenant de M. Gorbatchev, a cité en bonne place l'ouverture de « véritables négociations » avec les Baltes pour mettre fin à une dépendance que les États-Unis, pas plus que les principaux autres gouvernements d'Occident, n'ont jamais reconnue. En outre et surtout, l'appui de M. Eltsine et de ses amis va sans doute pousser à une conclusion beaucoup plus rapide du processus.

Il devrait en aller de même avec les autres Républiques sécessionnistes : le Moldave se rapproche de plus en plus de la « République » roumaine, la Géorgie et l'Arménie ont annoncé et confirmé leurs intentions. Déjà le traité d'Union que ces Républiques refusaient, facilitait leur accession à l'indépendance, dans la mesure où il admettait un tel refus. Sa signature prochaine, mais surtout le nouveau contexte politique à Moscou, ouvrent une période beaucoup plus prometteuse.

M0147 - 0824 0 - 6,00 F



Le président Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants des Républiques soviétiques étaient réunis, vendredi matin 23 août, à Moscou, pour discuter à nouveau du traité de l'Union dont les putschistes voulaient empêcher la signature, prévue pour le mardi 20 août.

Le chef de l'Etat devait également rencontrer M. Boris Eltsine, le président russe, pour examiner la formation d'un gouvernement de « confiance nationale », qui ne comprendra plus M. Bessmertnykh, ministre des affaires étrangères, dont la démission a été annoncée par les services... du président Bush. Alors que M. Mikhaïl Gorbatchev, au cours d'une conférence de presse, a pris la défense du Parti communiste d'URSS, qu'il faut à ses yeux continuer à réformer, les manifestations hostiles au PCUS se développent dans le pays.

En Lituanie, le Parti communiste a été déclaré illégal. A Moscou, le conseil municipal a suspendu l'activité du PC, et en Kirghizie les autorités ont nationalisé, vendredi matin, le bâtiment du parti. A Lvov, en Ukraine, plusieurs centaines de personnes cernaient dans la matinée le siège du Parti communiste d'Union soviétique.

Dzerjinski, puis Lénine ?

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Sous les ovations d'une dizaine de milliers de personnes en délire, une grue arrache de son socle la statue de Félix Dzerjinski, le fondateur en 1918 de la Tcheka, police politique ancêtre du KGB. Il est 23 h 30 ce jeudi 22 août, et le symbole d'un régime totalitaire honore vient d'être déposé place de la Loubianka devant le siège du KGB, où ont été torturés et emprisonnés des dizaines et des dizaines de milliers d'opposants ou de simples suspects.

« Félix » n'a pas été déboutonné sans mal et il a fallu plusieurs heures pour trouver le moyen de l'enlever de son socle. On a d'abord fait intervenir une petite grue et de petits câbles qui sont vite apparus inadéquats à la situation. Une fois deux grues lourdes sont arrivées en renfort. Pour tromper l'attente, une partie de la foule a scandé : « A bas le KGB ! », pendant qu'à l'autre bout de la place on célébrait un office religieux et qu'Elena Bonner, veuve de Sakharov, prenait le micro. Enfin, des fils sont passés sous le bras de la statue. Motor. Les quatorze tonnes de fonte creuse s'élèvent dans les airs au milieu des clameurs et du crépitement des pétards.

Ce haut fait a été le point d'orgue d'une journée qui appartenait à la rue. Et la rue appartenait à Boris Eltsine. Plus de cent mille de ses partisans s'étaient rassemblés dès le matin devant la « Maison Blanche »

pendant que se poursuivait la session extraordinaire du Soviet suprême de Russie, retrasmise à l'extérieur par des haut-parleurs. La foule, constellée de drapeaux russes - blancs, bleus, rouges - et de bouquets de fleurs, participait - joie et colère mêlées - de ses rugissements et de ses gesticulations, aux travaux du Parlement russe.

« On n'a gagné ! s'est exclamé, d'entrée de jeu, un Boris Eltsine impérial. Ce sont les Moscovites et, en particulier, les jeunes qui ont fait échouer le coup d'Etat, permis la victoire de la démocratie sur la réaction et sauvé l'URSS. »

ALAIN FAUJAS

Lire la suite page 4

Lire aussi

- Les premières nominations annoncées par M. Gorbatchev
- Les hommes de M. Boris Eltsine
- Le Parti communiste mis en cause
- Les Républiques sécessionnistes veulent hâter l'indépendance

- L'entretien téléphonique entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev
- Le président Bush n'entend pas augmenter l'aide à l'URSS
- Les réactions à Jérusalem et dans les pays arabes

- Les Douze restent tenus par leurs promesses aux pays d'Europe centrale
- Comment aider l'URSS aujourd'hui ?

- La direction du PCF fait volte-face
- La polémique sur l'attitude française

pages 3 à 8 et page 22

Avant les championnats du monde à Tokyo

Les athlètes de l'Est en perte de vitesse

Les troisièmes championnats du monde d'athlétisme s'ouvrent à Tokyo, samedi 24 août et prendront fin le 1^{er} septembre. Cent six athlètes soviétiques, dont la participation était menacée par les récents événements de Moscou, sont arrivés en extrême dans la capitale japonaise. Un an avant les Jeux olympiques de Barcelone, cette compétition quadriennale devrait confirmer le déclin des pays de l'Est, habitués hier à rafier les médailles.

Le renforcement des contrôles antidopages, le changement des structures du sport lié aux évolutions politiques et la fin des subventions des athlètes par l'Etat ont réduit depuis deux ans les performances des sportifs originaires de ces pays. Les championnats du monde de Tokyo devraient bouleverser la hiérarchie de l'athlétisme établie aux Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Lire l'article de notre envoyé spécial à Tokyo PHILIPPE BROUSSARD, page 14



Planeta

L'après-gorbatchévisme a commencé

par Daniel Vernet

L'échec du putsch est « un grand succès pour la perestroïka », a dit jeudi Mikhaïl Gorbatchev. C'est possible, mais c'est alors le dernier, car la débâcle des conjurés et le succès des démocrates marquent aussi la fin de la perestroïka, telle, du moins, que l'avait conçue le président soviétique.

Après 1985, et bien que depuis plusieurs mois déjà le mouvement ait dépassé les objectifs initiaux de ses auteurs, la « restructuration » avait pour but la réforme du système socialiste

soviétique, son amélioration, afin de lui donner l'efficacité dont il manquait de plus en plus visiblement.

Cette illusion avait déjà été mise à mal dans les anciens pays socialistes de l'Europe de l'Est, où la levée de la contrainte avait montré immédiatement que le seul moyen de changer le système était de le détruire. En URSS, cependant, ce pas n'avait pas été franchi, et dans une certaine mesure les putschistes ne mentaient pas totalement quand ils déclaraient vouloir poursuivre les réformes de 1985 : leurs intentions pouvaient fort bien être dans la ligne de la politique Andropov ou des premières années de Gorbatchev.

Ce qu'ils ont pas supporté plus longtemps, c'est que la « restructuration » se traduise par une remise en cause du système politique, économique et social, et aboutisse à une refonte radicale des piliers de la société soviétique depuis soixante-dix ans : le parti, l'armée, la police.

Manifestation éclatante des changements profonds intervenus dans la société soviétique depuis six ans, leur faille ouvre une nouvelle ère dans le règne de Mikhaïl Gorbatchev - « Dans un sens, je pense que nous allons découvrir le vrai Gorbatchev », a déclaré jeudi un haut responsable américain, - ou, plus vraisemblablement, elle annonce l'après-gorbatchévisme.

Lire la suite page 5

Trois chocs, trois leçons

Krach boursier d'octobre 1987, guerre du Golfe, putsch soviétique.

Trois enseignements peuvent être tirés, sur le plan économique, de ces crises

par Erik Izraelwicz

L'« après-putsch » a commencé, pour l'économie aussi. Quelles seront les conséquences de ce coup d'Etat ? Elles seront sans doute modestes pour l'économie mondiale. Elles pourraient l'être beaucoup moins pour l'économie de l'URSS.

Pour la troisième fois en quatre ans, l'économie mondiale vient de subir un choc. En octobre 1987, elle avait été affectée par la tourmente du krach boursier. Entre août 1990 et février 1991, elle avait été « télescopée » par la guerre du Golfe. Depuis le début de la semaine, elle était suspendue à l'évolution du coup d'Etat de Moscou. Ces événements qui ont duré plus ou

moins longtemps sont certes de nature bien différente. La bulle financière n'a mis que quelques semaines pour éclater. La guerre autour d'un gigantesque champ de pétrole, dans le Golfe, s'est déroulée sur plusieurs mois. Le coup d'Etat à la tête de l'une des principales puissances nucléaires du monde - un oain économique cependant - n'aura tenu en

haléine le monde que quelques jours, avant d'échouer.

Malgré leur diversité, on peut cependant tirer trois leçons de ces chocs successifs : sur la sensibilité des marchés internationaux d'abord, sur l'inertie des économies réelles ensuite, sur la permanence d'une valeur refuge, le dollar, enfin.

Lire la suite page 8

Voyage avec Colomb

22. - Les Indes véritables

Da Trinidad, Colomb aperçoit en 1498 le continent inconnu que des Vosgien baptiseront Amérique. Enquête sur le premier « coup » éditorial moderne dans une île où les Indiens sont d'Inde...

Lire page 2

le vingt-deuxième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 mt ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,80 PS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb



Pitch Lake, sur l'île de la Trinité. Ce véritable lac de pétrole, situé près de San-Fernando, a été formé par une éruption naturelle de pétrole observée pour la première fois par Christophe Colomb.

Venezuela, dont les habitants étaient d'habiles pêcheurs de perles. Dans le petit monde des aventuriers des mers, la nouvelle se serait vite et aurait suscité des vocations concurrentes. D'autres se préparaient à suivre la route des perles et, pour l'Amiral, il se serait agi d'officialiser avant eux sa découverte de 1494. Que l'hypothèse soit vraie ou fautive, elle cadre bien avec la confusion qui entoure cette seconde découverte colombienne et le continent succède aux îles. Une confusion à laquelle l'Amérique doit son nom. Parmi ces rivaux potentiels figurait en effet un Florentin installé à Séville, Amerigo Vespucci, devenu l'ami du Génois, et de trois ans son cadet.

Drôle d'ami, puisqu'il se fera une notoriété sur le dos de l'Amiral! Triste épisode où la France n'a pas le beau rôle. L'histoire se déroule à Saint-Dié, dans les Vosges, où le duc de Lorraine patronne un centre intellectuel, le Gymnase vosgien, salon provincial de lettrés attentifs aux nouvelles du monde. Depuis l'invention de l'imprimerie, autour de 1450, la diffusion des idées a pris un essor fulgurant. Le Gymnase dispose d'une presse, publiée et traduite au gré des curiosités de ses membres. Parmi eux, un chanoine d'origine allemande, passionné de cosmographie, Martin Waldseemüller. Or voilà que lui tombe entre les mains un petit opuscule tout juste édité à Florence où un

Amerigo Vespucci, un « homme de bien », écrit-il, qui « s'est toujours montré désireux de me plaire » et « à qui la fortune s'est montrée contraire jusqu'à présent ». Les historiens espagnols, et notamment Consuelo Varela, qui vient de découvrir le testament de Vespucci, pensent avoir résolu l'énigme. Le Florentin est fait du même bois que le Génois : un émigré en ascension sociale, aventurier et habileur, qui saisit la chance comme elle vient. Après son voyage de 1499 pour le compte de l'Espagne, il passera au service du Portugal pour ses deux autres traversées, avant de fuir « pilote majeur » de la Casa de las Indias, à Séville. Quant à son funeste livre, il n'en serait tout simplement pas l'auteur. Il s'agirait d'une habile compilation réalisée à Florence, où les récits des vraies navigations de Vespucci auraient été complétés de façon à obtenir le chiffre magique de « quatre » voyages qui restait le privilège du Génois, et par conséquent d'une ville rivale. Bref, un best-seller fabriqué à coups de plagiat et auquel la critique diabolique des lettres vosgiennes donna le coup d'envoi. L'« affaire Vespucci » est d'une immoralité dissemblable moderne.

DE la modernité, Trinidad crut un temps détenir le secret. Or noir, tel était ici le sésame du royaume des bienheureux, la clé de l'indépendance et le ressort du progrès. Contrôlée par des compa-

A Port-of-Spain, dans une suite de l'hôtel Hilton transformée en bureau provisoire, un Français écolier des inquiétudes que ses fonctions l'empêchent de partager. Jean-Paul Gauriat est responsable des sociétés d'exploration créées en 1990 par Trinidad et la Guyana toute proche. Depuis un an, depuis la révélation de l'instabilité géopolitique du Golfe, le Sud caribéen suscite rivalités et appétits pétroliers. « Le sous-sol est moins riche qu'au Venezuela, mais c'est à faible profondeur, donc pas cher. La zone est relativement prometteuse. On est sûr de trouver des hydrocarbures donc on peut accepter des conditions plus dures. Et ça nous permet de ne pas avoir tous nos œufs dans le même panier. » Les coûts et les risques de l'exploration sont totalement pris en charge par les compagnies étrangères, qui ensuite, pour l'exploitation, doivent composer avec les sociétés d'Etat. « Ici, ils sont devenus « addicts » du pétrole, poursuit Gauriat. En 1975, le revenu moyen annuel de la France était de 100 millions de francs, celui de la Trinidad de 10 millions. C'est transformé en cauchemar. »

Il montre les cartes du champ de bataille, une mer ouverte à la compétition, découpée en carrés barrés du mot « open », des forêts presque vierges au sud autour de Moruga, où les sondages sont en cours. « On provoque des petites secousses sismiques et on enregistre les vibrations avec des câbles de cinq kilomètres de long. L'équipe a besoin de 700 manœuvres, mais elle doit en changer 300 chaque semaine pour qu'aucune commune ne soit lésée. Sinon, ils coupent les câbles à la machette ou avec des haches, et on est bloqué. C'est le chômage, il faut que tout le monde touche! Cela me rappelle Sumatra, il y a vingt-cinq ans. » Monde d'argent, monde sauvage. « A Trinidad, la bagarre est assez minuscule. Mobil nous a piqué un offshore en offrant le double. Il y a des fuites. On tient bon, mais je peux fermer en huit jours. » Pour comprendre le pays, il lit V. S. Naipaul, évidemment, ce Trinida-

22. Les Indes véritables

par Edwy Plenel

PORT-OF-SPAIN. - C'est une odeur de mousson, l'effluve âcre né des épuisailles de l'ondée et du bitume, ce moment précieux où les tropiques libèrent un parfum d'enivrant torpéur. Le crépitement régulier de la pluie sur la toile herce notre route vers Moruga, à l'extrême sud de Trinidad, tandis qu'au plus furtif de l'averse s'effacent les paysages, reminiscences d'Asie, teintes claires de vert et de jaune mêlés, blancheur des dômes des temples hindouistes, symphonie colorée des drapeaux de prière flottant au sommet de perches de bambou. Aux croisements, les poteaux indicateurs racontent une autre histoire, déclinaison d'une Europe atlantique : Pointe-à-Pierre, San-Fernando, Princes Town. Souvenir de colons venus des Antilles, la francité l'emporte sur l'unique carrefour de notre destination finale : Lance Mitin, Gran Chemin, la Lune. Corps noirs et têtes frisées, allure de magistrats brochés par Daumier, les rapaces de la plage sont ici appelés « corbeaux ». La pluie s'est arrêtée et des pêcheurs tirent leur barque avant de se coucher à la fontaine. Moruga est un cul-de-sac, une fin de route face à la mer, un hameau abritant trois boutiques, un local de police, quelques antennes administratives.

Le 1^{er} août 1498, Colomb choisit ce mouillage, sur cette mer aujourd'hui grise et agitée, pour se ravitailler en eau et en bois et permettre à ses hommes « de se délasser du si long temps qu'ils étaient à la mer ». Sur les six bateaux avec lesquels il avait quitté Cadix, trois s'en étaient allés directement vers Hispaniola, emmenant les trente premières Européennes émigrées au Nouveau Monde. La veille, l'Amiral avait contourné l'île par sa pointe sud-est, nû il dit avoir aperçu « trois montagnes cantonnées », signe forcément divin qui fournit le nom de Trinidad. Les Trinidiens eux croient pas trop à cette histoire tant les collines de l'endroit sont peu élevées. Les habitants de Moruga n'en regrettent pas moins la transformation en 1986 du Discovery Day en Emancipation Day. Le 1^{er} août est resté jour de congé, mais la célébration de la libération de l'esclavage a remplacé celle de l'arrivée de l'Amiral. « Les gens sont déçus, ça amenait des visiteurs et des revenus. On lançait un bateau à la mer avec l'effigie de Colomb. Pour 1992, je n'ai encore entendu parler de rien. Vous savez, c'est d'abord une histoire égyptienne. »

Le Père Malcolm Galt fait chaque semaine l'aller-retour depuis Port-of-Spain pour assurer les offices du week-end. « J'ai l'air d'un Blanc, non ? Mais, comme tous les Trinidiens, je suis cosmopolite, un mélange de sangs écossais, irlandais, français. Mes neveux et nièces sont mariés à des descendants de Portugais, d'Africains, de Libanais et de Chinois ! Ici, c'est un microcosme de l'univers, un modèle d'intégration, une leçon pour le monde. » Babel d'humanité nû se sont bousculés au long des siècles Espagnols, Français, Africains, Anglais, Chinois et, pour finir, Indiens, Trinidad brouille les pistes. Détachée de la terre ferme il n'y a guère que 8 000 ans, elle fait bande à part au sud de l'arc caribéen, offrant un paysage apaisé de plaines douces et de montagnes érodées. Sas à l'orée de l'Amérique latine, elle semble une île d'occasion, encore empreinte de souvenirs continentaux, comme distante des volcans antillais aux passions exacerbées. Un autre monde à elle seule.

La population de la République de Trinidad-et-Tobago - l'île annexe, petit rectangle au nord-est - se partage aujourd'hui à égalité entre communautés africaines et indiennes - autour de 45 % chacune. Une division qui, parfois, bouscule l'idyllique tableau du Père Galt. « Les politiciens utilisent l'opposition entre Africains et Indiens au moment des élections. On se met alors à reprocher aux premiers de contrôler le gouvernement et aux seconds d'avoir la haute main sur les affaires. Ils créent un racisme artificiel. »

Nous savons tous que la seule solution, c'est l'intégration. D'ailleurs, il y a des mariages entre hindous et noirs, ce qu'on appelle les « douglas ». Moruga a perdu son Discovery Day, mais, quelques semaines avant notre passage, la communauté indienne fêtait en grande pompe son Arrival Day, anniversaire de l'arrivée en 1845 du premier convoi de travailleurs indiens, destinés à suppléer dans les plantations la main-d'œuvre noire, dont la source s'était tarie avec l'abolition de l'esclavage. Etonnant d'un d'œil de l'histoire que cette remémoration des Indes véritables sur la terre où Colomb abandonna enfin son illusion asiatique. Ce troisième voyage, le plus décisif à ses yeux, celui où il réalise enfin son rêve, reste encore le plus méconnu. La faute à un certain Amerigo Vespucci, le voleur d'Amérique.

« Et je dis que si ce n'est pas du Paradis terrestre que vient ce fleuve, c'est d'une terre infinie, donc située au midi, et de laquelle jusqu'à ce jour il ne s'est rien su. » En quelques mots, tout est dit, le désir de merveille et l'intuition de génie, éblouissant dementi des vilaines cabales. Enoncé dans la lettre adressée par l'Amiral en 1498 aux Rois Catholiques, cette conviction nargue les moqueurs et les dénigriers. Elle prouve que notre homme n'est pas mort idiot : huit ans avant de s'éteindre, en 1506, il affirme avoir trouvé l'île de ce troisième voyage non plus l'Asie, mais un continent inconnu, cette « terre infinie » dont « il ne s'est rien su ». Découverte vertigineuse que cet autodidacte tente de justifier face aux savants de cour qui le regardent de haut. Et c'est ainsi l'invention éplendide du Paradis, nostalgie d'une humanité harmonieuse, qui suffirait à lui accorder les circonstances atténuantes au tribunal de l'Histoire : Colomb annonce l'essor de la conquête en imaginant l'Eden là où ses successeurs chercheront, dans une meurtrière frénésie, l'Éldorado.

AVANT de l'atteindre, à l'étape suivante, sur le sol de l'actuel Venezuela, Colomb aperçoit le continent alors qu'il longeait la côte sud de Trinidad. Il l'appela terre de Grèce et, dans une déduction fulgurante, fit d'emblée l'hypothèse qu'« il pourrait y avoir eu dans le temps une terre continue de l'île de la Trinité à la terre de Grèce ». Quand dans l'Histoire abandonnera-t-elle ses préjugés sur notre héros, étiqueté pour la nuit des temps découvreur de hasard, ayant huté sur un Nouveau Monde qu'il n'avait pas su voir? L'Amiral savait très précisément ce qu'il cherchait. En avait-il eu connaissance par ce « marin inconnu » tombé, lui, par hasard de l'autre côté de l'océan dont les contemporains font état? En tout cas, il ne faisait pas mystère de ses intentions, écrivant alors qu'il est en mer : « Je désire vérifier ce que prétendait le roi Jean : à savoir qu'il y avait vers l'ouest une très grande terre ferme ». Cette phrase ne laisse pas d'interroger les historiens. Elle signifierait en effet que le roi Jean II du Portugal, qui n'avait pas su retrouver Colomb finalement passé au service de l'Espagne, disposait d'informations sur le continent inconnu.

Accentuant l'énigme, un historien espagnol, Juan Manzano, affirme qu'en réalité le navigateur se serait rendu sur le continent dès 1494, à la fin du périple cubain, où il imposa à ses équipages un serment mensonger transformant la grande île en terre ferme. Quatre ans plus tôt, il aurait ainsi découvert les îles situées au nord du

nommé Amerigo Vespucci raconte ses « quatre voyages » dans un monde nouveau - *Mundus Novus* est d'ailleurs le titre d'un précédent petit livre florentin signé du même Vespucci. Enthousiaste, Waldseemüller suggère de l'édifier, agrémenté d'une introduction de son cru. C'est chose faite en 1507, un an après le décès de Colomb en Espagne, cinq ans avant celui de Vespucci. Et c'est dans cette préface vogueuse que le Nouveau Monde reçoit son nom de baptême, féminisé à l'instar de celui des autres continents : « La quatrième partie du monde qui, depuis qu'Amerigo l'a découverte, mérite de s'appeler Amérique. »

Durant trois siècles, jusqu'à l'édition de l'histoire des Indes de Las Casas, l'humanité croira à cette fable : le vrai découvreur n'est pas l'Amiral, mais le Florentin! Dans les vingt-cinq années qui suivent ce « scoop » frêlé, les publications consacrées aux exploits de Vespucci sont trois fois plus nombreuses que celles s'intéressant à Colomb. Une imposture qui repose sur un mensonge : dans son récit, Vespucci s'attribue en effet son premier voyage dès 1497, ou, au moins, son « ami », il aurait réussi une longue exploration côtière du golfe du Mexique au Venezuela. Les historiens s'accrochent aujourd'hui pour conclure à une affabulation pure et simple. En revanche, le Florentin participe bien au voyage vers Trinidad, qui, en 1499, suivit l'annonce par Colomb de sa découverte de la terre ferme et du paradis. Et c'est ici que cet embrouillamini rejoint la carrière pathétique de notre héros. Cette expédition de 1499 marque en effet la fin du monopole colombien sur les découvertes antillaises. Elle est même organisée dans ce but précis par l'un des adversaires de Colomb à la cour, Juan Rodríguez de Fonseca, homme de pouvoir peu sensible aux envolées mystiques chargées par Ferdinand d'Aragon de mettre sur pied l'administration des nouvelles colonies, la Casa de la Contratación de las Indias.

HUMILIATION terrible pour l'Amiral. Les meneurs de ce voyage - Vespucci, Alonso de Hojeda, Juan de la Cosa - sont en effet des amis nû des compagnons qui, de plus, se servent de la carte qu'il a lui-même tracée lors de son troisième périple. En somme, une trahison. Mais comment expliquer alors qu'en 1505, un an avant sa mort, Colomb recommande, dans une lettre à son fils Diego,

assurait dans les années soixante-dix un niveau de vie sans comparaison dans le reste de la Caraïbe. Les choix pétroliers ont dissipé l'illusion, l'effondrement des prix du brut donnant le coup de grâce en 1986. Scénario classique des fort libérales années quatre-vingt : le People National Movement, fondé par le père de l'indépendance, Eric Williams, perdait en décembre 1986 le pouvoir qu'il détenait depuis 1956 ; le FMI entouré de ses conseils avisés la nouvelle équipe menée par Arthur Napoleon Robinson, qui mettrait fin au welfare state de ses prédécesseurs ; le chômage grimpa à 22,6 % de la population active, le PIB chuta de 42 % entre 1982 et 1989, et le revenu pétrolier de 60 %. Le tout accompagné d'une médecine de choc qui, aux yeux des bailleurs internationaux, classe Trinidad parmi les bons élèves : introduction d'une TVA de 15 %, diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires, suppression de l'allocation sur le coût de la vie, réduction des dépenses sociales, etc.

Certains patients sont récalcitrants. Sur la route du retour, à mi-chemin de Moruga et de Port-of-Spain, San-Fernando abrite le siège du puissant OWTU, le syndicat des travailleurs du pétrole. Haute rapidité dans cet immeuble au nom hollywoodien - Paramount Building - où se tient, sous un vaste préau balayé par le vent, une journée de « dialogue national ». Calcots rouges et bleus aux mûts d'ordre simples - « Vers la paix, le pain et la justice pour tous », - hâtes d'accueil en uniforme, organisation méticuleuse d'un mouvement ouvrier de vieille tradition tradéunioniste qui conforte l'impression continentale des premiers instants. « Nous n'avons pas plus d'indépendance économique qu'avant notre indépendance politique. Dans le Golfe, ils sont partis pour produire ce qu'ils peuvent. Les prix du pétrole vont tomber. L'effet sera désastreux sur Trinidad. » Après le président du syndicat se suivent des porte-parole de l'opposition. Ici aussi, 1992 est année d'élections. Dernière réorganisation des sociétés pétrolières d'Etat, les adversaires du gouvernement respectent un bradage du patrimoine national. « Le pays est ramené à l'ère coloniale, lance l'un des orateurs. L'Etat s'apprête à redonner ses ressources aux descendants de ceux qui les possédaient avant 1936! »

dien de famille hindoue devenu anglais opérateur, imparable portraitiste des lendemains de décolonisation. Ses lectures et son expérience lui font dire que « la tension raciale est forte entre Indiens et Africains », déclinant le tableau angélique du père de Moruga.

« Je commence à me sentir un étranger », confie le héros des *Gubrielles*, l'un des romans de Naipaul situés dans une île ressemblant à la Jamaïque, avant d'ajouter : « L'erreur a commencé ici. Dans cette société qui n'est pas organisée pour le travail. Le héros indien d'un autre roman du même, *La courbe du fleuve*, qui se passe en Afrique, redoute « les menaces : les Noirs faisant leurs menaces des Blancs ». P. K. Misa, qui se sont presque chez lui à Trinidad, approuve-t-il? Misa est un Indien d'Inde qui occupe la chaire d'études indiennes à l'Université des West Indies de Port-of-Spain. Anthropologue, il étudie comme un cas d'école ces deux communautés également transplantées mais culturellement différentes : l'une, l'Africaine, dominant la politique et le monde ouvrier ; l'autre, l'Indienne, le commerce et le monde agricole. « Il faut qu'il y ait un mélange culturel, dit-il. Deux communautés, ça ne fait pas un pays, une unité. Et cela concerne les Indiens, qui ont recréé ici un monde de castes. Dans les valeurs indiennes, la pureté, celle du corps et de l'âme, est essentielle. Mais le risque, c'est de s'exclure soi-même vis-à-vis des autres, de se sentir en permanence attaqué par l'impureté. »

La parenté, c'est justement ce qui fascine Colomb dans ces parages. Celle de l'eau de mer, de plus ou plus douce à mesure qu'il progressait dans le golfe de Paria, qui sépare Trinidad du continent. De ce constat, il déduira la proximité du paradis. Une fable poétique où la Terre est une poire sur laquelle serait posé « comme un tétou de femme ».

Prochain article :

Le mamelon du paradis

Retrouver les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

APRÈS L'ÉCO
est mis

le choix du gène
ministère de la

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN URSS

Le rôle du Parti communiste est mis en cause dans plusieurs Républiques

Le rôle de la direction du PC soviétique dans la tentative de putsch entraîne une contestation de plus en plus vive du parti lui-même. A Moscou, la municipalité réformatrice a suspendu les activités du PC jusqu'à la conclusion de l'enquête sur son attitude vis-à-vis du coup d'Etat. En Lituanie, le PC et ses publications ont été interdits. A Lvov, plusieurs centaines de personnes manifestaient vendredi matin devant le siège du PC tandis que dans d'autres villes d'Ukraine, les bâtiments du parti ont été fermés. En Kirghizie, le président a décidé de nationaliser le « Palais de marbre » qui abritait le comité central du PC de la République.

Une réunion entre M. Mikhaïl Gorbatchev et les dirigeants des neuf Républiques ayant participé à l'élaboration du traité d'Union a eu lieu vendredi 23 août à Moscou. La signature du traité, qui devait avoir lieu mardi, avait été annulée par la junte qui avait pris le pouvoir lundi. Les présidents de Russie, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, MM. Boris Eltsine, Nursulten Nazarbayev et Islam Karimov, devaient être les premiers signataires.

La Biélorussie, le Tadjikistan, la Kirghizie, la Tchécoslovaquie, l'Azerbaïdjan, et l'Ukraine devaient à leur tour signer, avant le 10 octobre, ce traité censé définir de nouveaux rapports entre le pouvoir central et les Républiques au sein d'une Fédération renouvelée. MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine devaient, d'autre part, se rencontrer, également vendredi, pour « examiner les questions urgentes », dont la formation d'un « gouvernement de confiance nationale », a annoncé jeudi soir le président de Russie. Dans une intervention d'un quart d'heure à

la télévision soviétique, au cours de laquelle il a réaffirmé le rôle du parti communiste, M. Gorbatchev a, comme dans sa conférence de presse, rendu hommage à M. Eltsine et il a remercié le Parlement de Russie, les habitants de Moscou et de Leningrad : « Les putschistes complicités sur la faiblesse du peuple, a-t-il dit. Ils n'avaient pas compris que les gens veulent désormais que les questions soient résolues démocratiquement. »

La destitution des comploteurs

Le président soviétique a, d'autre part, annulé par décret tous les « actes anticonstitutionnels des organisateurs du coup d'Etat » et a confirmé la destitution de leurs fonctions des huit « comploteurs », dont l'un, Boris Pougov, s'est donné la mort. M. Gorbatchev, qui refuse une « chasse aux sorcières », prend acte que le procureur général de l'URSS a engagé des poursuites judiciaires contre les responsables du coup d'Etat, et que l'enquête est menée conjointement par les « organes compétents » de l'URSS et la Fédération de Russie. Selon le Radio de Russie, le président du Parlement soviétique, M. Anatoli Loukianov, aurait été suspendu de ses fonctions.

M. Gorbatchev a indiqué que les nombreux décrets signés par le président russe étaient « dictés par la situation ». M. Eltsine avait notamment démis Leonid Kravtchenko de ses fonctions de directeur de la télévision, mais il est clair qu'une explication entre les deux hommes et des décisions sur le partage des pouvoirs sont urgentes. M. Eltsine a en effet réaffirmé, jeudi, sa volonté de poursuivre le transfert de compétences du « centre » vers la République. Il a annoncé l'adoption d'un décret faisant passer sous l'autorité de la Russie toutes les entreprises situées sur son territoire, y com-

pris celles liées à la défense. Il a signé un décret interdisant les cellules du Parti communiste dans l'armée.

Des gestes plus symboliques ont été faits. Ainsi la place qui se trouve devant le Parlement de Russie a été baptisée « place de la Russie libre » sous les acclamations de la foule qui écoutait M. Eltsine parler du balcon de la « Maison Blanche ». L'emblème de la Russie soviétique frappé de la faucille et du marteau a été remplacé par le drapeau tricolore traditionnel de la Russie.

A Leningrad aussi, le maire de la ville, M. Anatoli Sobtchak, a décidé de retirer le drapeau soviétique pour le remplacer par le drapeau russe. M. Sobtchak a demandé la fin du règne du Parti communiste qui doit devenir « un parti normal ».

Les responsabilités de M. Gorbatchev

Pendant ce temps, la discussion sur les responsabilités de M. Gorbatchev se poursuit. Le président soviétique a rejeté, au cours de sa conférence de presse, comme une stupidité l'idée qu'il aurait pu être au courant du putsch, ainsi que l'avait laissé entendre M. Chevardnadze. Son ancien conseiller, Alexandre Iakovlev, lui reproche toutefois d'avoir « constitué une équipe de traitres » et demande la démission de « centaines de généraux ». « Il a certainement sa part de responsabilité dans le fait qu'on a dû vivre ces trois jours dramatiques », a indiqué jeudi sur TF1 un autre de ses conseillers, Andreï Gratchev, chef adjoint du département international du comité central, tout en rejetant l'idée que M. Gorbatchev puisse avoir été le complice des comploteurs.

En attendant que toute la lumière soit faite sur le rôle des uns et des autres, c'est à qui se présentera comme le premier des « résistants ». Le KGB, par exemple, a nié toute responsabilité dans le coup d'Etat. « Les agents du KGB n'ont rien à voir avec

les actes illégaux de ce groupe d'aventuriers. Ils sont blessés par le fait que l'honneur des organismes de la sécurité d'Etat ait été souillé par la participation du chef du KGB soviétique au soi-disant Comité d'urgence », a déclaré la direction du « Comité d'Etat pour la sécurité ».

Le siège du parti à Moscou fermé

Le Parti communiste soviétique, dont Mikhaïl Gorbatchev, son secrétaire général, a pris la défense dans sa conférence de presse, a tout aussi vigoureusement proclamé « avoir été cachés à la direction du parti, ont mis en danger le processus démocratique et porté un coup sévère au pays et au Parti communiste soviétique », a déclaré le PC dans un communiqué.

Pratiquement au même moment, le bureau de presse du président du Kazakhstan, M. Nursultan Nazarbayev, annonçait qu'il avait obtenu copie d'un projet de résolution du comité central du parti soutenant le coup de force. Une note du secrétariat du parti lui avait, d'autre part, demandé de faire ce sorte que les membres du PC respectent l'état d'urgence, a ajouté le bureau de presse. Ce soutien accordé par le PC au coup d'Etat a amené M. Nazarbayev à démissionner du secrétariat et du bureau politique du parti et à interdire aux partis politiques (mais c'est le PC qui est visé) d'avoir des représentants dans les organismes publics de sa République.

Le conseil municipal de Moscou, dominé par les radicaux, a tiré des conclusions analogues. Il a suspendu l'activité de l'organisation du Parti communiste de la capitale soviétique, a annoncé vendredi un porte-parole de la municipalité.

Le décret, signé jeudi par le maire de Moscou, Gavril Popov, suspend également l'activité du petit Parti libéral-démocratique,

qui avait ouvertement soutenu le « Comité pour l'état d'urgence ». « Ces partis sont suspendus jusqu'à la fin d'une enquête visant à déterminer dans quelle mesure ils ont coopéré avec les organisateurs du coup d'Etat », a dit le porte-parole. Deux policiers gardaient, vendredi, le siège du PC de Moscou sur la Vieille Place dans le centre-ville. Une note affichée sur la porte d'entrée disait simplement : « Le bâtiment est fermé ».

Enfin, des détails sur les circonstances de l'échec du putsch commencent à apparaître. Selon M. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale qui se trouvait à Moscou à la tête d'une délégation, les putschistes auraient renoncé à attaquer le Parlement russe après le premier accrochage entre militaires et manifestants sur une barricade du boulevard circulaire. Les membres de la junte « avaient décidé d'attaquer l'immeuble du Parlement russe à 2 ou 3 heures du matin (mardi), a déclaré M. Boucheron à RTL, mais au moment de l'incident avec les chars dans le tunnel qui a fait un certain nombre de morts », il y a eu « une division entre eux ». Certains estimaient, a-t-il ajouté, que l'attaque serait « très coûteuse en vies humaines et ils n'étaient pas sûrs que l'armée soit totalement disponible ».

Allant dans le même sens, l'agence Interfax indique que la division Alpha, une unité d'élite du KGB qui est notamment chargée de la lutte antiterroriste, a refusé mardi d'obéir à un ordre des putschistes d'attaquer le Parlement russe. L'ordre a été désigné à tous les échelons et la décision a été prise à l'unanimité de ne pas obtempérer.

Selon le Washington Post qui se réfère à un député russe, Vladimir Lyssenko, M. Gorbatchev a déclaré à des parlementaires après sa libération que les auteurs du coup d'Etat lui avaient subtilisé la mallette contenant les codes de l'arsenal nucléaire soviétique. (AFP, AP, Reuters, UPI).

Les premières nominations annoncées par M. Gorbatchev

Le choix du général Moïssiev pour diriger le ministère de la défense suscite des polémiques

M. Gorbatchev, qui s'avoue avoir commis beaucoup d'erreurs dans le choix des cadres, en a-t-il commis une autre jeudi 22 août en nommant le général Moïssiev, jusqu'ici chef d'état-major, ministre de la défense intérieure, pour remplacer à titre provisoire le maréchal Iazov ? C'est ce qu'affirment diverses sources soviétiques et étrangères, y compris dans l'entourage du président américain.

De fait, un responsable de la Maison Blanche, parlant jeudi à Washington sous le couvert de l'anonymat, a qualifié l'attitude du général Moïssiev d'« au mieux ambivalente » (lire l'article d'Alain Frachon page 7). De même à Moscou, le général Zolotov, chef d'état-major de la région militaire de Moscou, a révélé dans un entretien avec l'agence de presse de Moscou que c'est sur une instruction écrite du général Moïssiev que deux divisions de l'armée sont entrées dans la

capitale soviétique après la proclamation de l'état d'urgence. « De toute évidence, des déceptions attendent encore Gorbatchev en ce qui concerne ses amis », a commenté la télévision russe en se référant à cette révélation des Izvestia.

De fait, on voit mal comment le chef d'état-major, pratiquement le numéro 2 du ministère de la défense, aurait pu rester à l'écart d'une opération impliquant d'importantes déploiements de troupes : non seulement pendant, mais même avant. A moins qu'il n'ait joué double jeu, et contribué dans les coulisses à faire avorter l'opération, ce qui lui vaudrait la récompense d'aujourd'hui. Il sera sans doute appelé à s'expliquer sur son attitude pendant ces jour-nées.

Le général Moïssiev est en tout cas l'un de ces nouveaux et jeunes officiers que la perestroïka tentait de pousser aux postes de commandement à la place des vieux maréchaux de l'écurie brejnévienne, et il avait été, au



début, un des avocats de la « nouvelle pensée » dans les forces armées. Sa nomination à la tête de l'état-major, en décembre 1988, en remplacement du maréchal Akhromiev, était une grande première, puis-que ce jeune général-tenant de cinquante ans, qui provenait d'une région militaire et n'avait jamais servi dans le haut commandement à Moscou, devenait brusquement des dizaines d'officiers généraux plus gradés et plus âgés que lui.

Le général Moïssiev est en tout cas l'un de ces nouveaux et jeunes officiers que la perestroïka tentait de pousser aux postes de commandement à la place des vieux maréchaux de l'écurie brejnévienne, et il avait été, au début, un des avocats de la « nouvelle pensée » dans les forces armées. Sa nomination à la tête de l'état-major, en décembre 1988, en remplacement du maréchal Akhromiev, était une grande première, puis-que ce jeune général-tenant de cinquante ans, qui provenait d'une région militaire et n'avait jamais servi dans le haut commandement à Moscou, devenait brusquement des dizaines d'officiers généraux plus gradés et plus âgés que lui.

Mais la dérive de la perestroïka et l'effondrement du dispositif militaire soviétique, en Europe l'avant secouru, tout comme bien d'autres officiers généraux. En février 1990, il dénonçait devant le comité central les erreurs d'analyse faites à propos de la situation en Europe de l'Est et critiquait implicitement la facilité avec laquelle Moscou a abandonné le pacte de Varsovie. Il n'est certainement pas étranger non plus aux importants déplacements de troupes qui ont fait capoter l'accord sur le désarmement conventionnel (FCE), bien qu'il se soit rendu lui-même à Washington cet été pour amorcer les négociations à ce sujet.

Le général Moïssiev s'opposait aussi aux réformes économi-

ques. Pour lui, écrivait-il dans l'Etoile rouge en novembre dernier, il serait impossible d'introduire les mécanismes de marché dans l'industrie militaire avant au moins dix ans... Une position qui était aussi celle du grand patron du complexe militaro-industriel, M. Baklanov, que l'on a retrouvé parmi les huit putschistes de lundi.

Le général Moïssiev est également un proche, voire un protégé du maréchal Iazov, son aîné de seize ans. Il a servi sous ses ordres comme chef de l'état-major de la région militaire d'Extrême-Orient à partir de 1985, avant de lui succéder à la tête de la même région, deux ans plus tard. Et sa carrière, bien que commencée réellement après Brejnev, est restée, comme le veut la tradition, étroitement liée au Parti communiste, dont il est membre depuis 1962. Tout comme le maréchal Iazov, il siège au comité central du PC, où il a été élu en juillet 1990.

MICHEL TATU

M. Leonid Chebarchine chef du KGB

En nommant M. Chebarchine à la tête du KGB à la place de M. Kravtchikov, M. Gorbatchev fait peut-être un meilleur choix, mais il reste fidèle au même type de « profil ». Tout comme son prédécesseur en effet, M. Chebarchine vient de la première direction principale du KGB, la « CIA soviétique » chargée du renseignement à l'étranger, dont il avait pris la direction en octobre 1988.

Né en 1925 à Moscou, il a étudié à l'Institut des relations internationales de la capitale et travaillé dans divers postes diplomatiques à l'étranger, surtout au Pakistan et en Inde. « Coopté » par le KGB pendant les années 60, il dirige un service de la centrale de la Loubanka à partir de 1977, avant de partir à l'étranger comme « résident ». Selon P. de Villanar, spécialiste des services de renseignement soviétiques, il aurait été le principal responsable du KGB en Iran à partir de 1979. Depuis mars 1989, il était vice-président du KGB.

Les journalistes des « Izvestia » évincent leur rédacteur en chef...

Le collège des journalistes des Izvestia, le grand quotidien du soir soviétique, a désavoué et évincé, jeudi 22 août, son rédacteur en chef, M. Nikolai Elimov, accusé d'avoir « contribué au coup d'Etat ». C'est en effet « parce qu'ils avaient confiance en lui » que les putschistes, selon les journalistes, n'ont pas interdit la parution du quotidien. Nommé à la tête des Izvestia il y a un an et demi par le président du Parlement soviétique, M. Elimov avait eu depuis des frictions constantes avec la rédaction du journal. Ce dernier n'était d'ailleurs pas sorti, lundi 19 août, en raison du refus de la rédaction en chef de publier intégra-

lement un appel de M. Boris Eltsine. En principe, le rédacteur en chef des Izvestia ne peut être remplacé que par le président du Soviet suprême (Parlement) soviétique, qui est membre fondateur du journal. Mais le collège des journalistes revendique la légitimité de sa décision fondée sur « l'oukase de Boris Eltsine demandant l'éviction de tous les hommes qui se sont compromis par leur participation au coup d'Etat ». Il a également fait retirer des journaux la mention « Proletaires de tous les pays, unissez-vous » qui figurait en quinze langues au-dessus du logo du quotidien.

... et la « Pravda » change d'en-tête

La célèbre Pravda qui annonce, elle aussi, de prochains changements dans la composition de sa rédaction, a d'ores et déjà modifié également l'en-tête figurant sous son titre. « L'organe du comité central du Parti communiste soviétique » est devenu, dès vendredi 23 août, le « quotidien de politique générale du PCUS ». Dans une adresse aux lecteurs publiée à la une du journal, le collège des journalistes témoigne de son malaise. « Ces derniers jours, écrit-il, les journalistes (...) ont converti les événements les plus brillants. Mais dans le journal, sont à nouveau apparus la partialité de l'information, les jugements boiteux... » Une des

principales raisons tient à la vieille soumission aux instructions venues d'en haut. Nous sommes convaincus qu'une position résolue et publiée en son temps dans nos pages des organes dirigeants du PCUS à l'égard du « comité » auto-proclamé aurait pu changer la situation. L'énervement du bureau politique, du secrétariat du comité central en ce moment critique s'est retournée aujourd'hui contre tout le parti, contre tous les communistes, attachés au renouvellement démocratique du pays et à la poursuite de la campagne anti-communiste qui se développe... » Une part de responsabilité incombait, selon le collège des journalistes, à la direction de la rédaction. (AFP.)

M. Vassili Trouchine ministre de l'intérieur

M. Vassili Trouchine, nommé ministre de l'intérieur en remplacement de M. Pougov, est, un peu comme son prédécesseur, un apparatchik du parti reconvenu dans la police. Né en 1934, ingénieur des mines et membre du PC depuis 1961, il milite très tôt au comité des Jeunesses communistes (komsomol) de Moscou, dont il prend la tête en 1985. Trois ans plus tard, il passe dans l'appareil du parti et dirigera pendant plusieurs années un comité d'arrondissement de Moscou.

C'est en 1979 qu'il fait sa première expérience de travail policier, en tant que chef de la direction de l'intérieur (MVD) de la capitale. Après un bref retour dans l'appareil du parti, il est nommé en décembre 1984, premier vice-ministre de l'intérieur de l'URSS. Il prend notamment une part active à la campagne antialcoolique (aujourd'hui dénoncée) des premières années de la

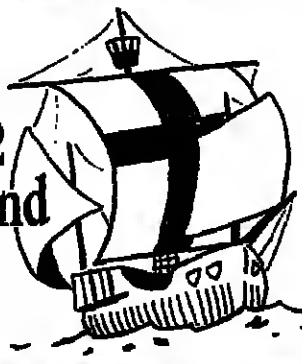
perestroïka, puis fait de fréquents séjours au Caucase pendant les affrontements interethniques.

En décembre 1989, il est nommé ministre de l'intérieur de la fédération de Russie. Mais ce n'est pas encore la Russie eïtsinienne. Au contraire, lorsque M. Eltsine prend la direction des affaires dans la plus grande République de l'Union, pendant l'été 1990, M. Trouchine est renvoyé à son ministère d'origine, le MVD fédéral, comme simple vice-ministre (il siège notamment, au début de cette année, dans la délégation chargée de négocier au nom de Moscou avec l'Estonie les conditions de l'indépendance). Notons encore qu'il a été élu en septembre dernier membre du comité central du PC de Russie, un foyer de la résistance conservatrice aux radicaux de la « Maison Blanche » moscovite.

M. T.

Ce Voyage avec Colomb, il vous déplaît de le voir s'achever si tôt. Gu'importe, vous le poursuivrez en compagnie de Koré...

Rendez-vous à Gênes en 1992 pour un week-end exceptionnel



Sous la conduite d'un authentique mentor, le Contre-Amiral François Bellec, directeur du Musée de la Marine de Paris

- un événement à vivre : l'exposition Colombo 92
- un champ culturel à explorer : le navire, la mer et les grandes découvertes
- une ville à découvrir : Gênes et ses trésors insoupçonnés

A réception de votre carte de visite portant la mention « Colombo 92 » nous vous adresserons le programme détaillé



86, boulevard des Batignolles - 75017 Paris - Tél (1) 42.93.28.58

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Démocrates ou radicaux

Les hommes de M. Boris Eltsine

Le président de Russie, M. Boris Eltsine, a réclaté jeudi 22 août, au lendemain de l'échec du coup d'État, une réforme du «pouvoir politique de l'Union». Il a également annoncé qu'il rencontrerait vendredi M. Gorbatchev, auquel il allait présenter une liste de candidats pour un «gouvernement de confiance populaire» au niveau fédéral.

Depuis plusieurs mois, M. Eltsine s'est entouré d'une équipe solide, dont plusieurs membres se sont illustrés au cours de ces trois jours et représentent plus que jamais une nouvelle génération de responsables politiques soviétiques.

Avant d'être des «hommes de Eltsine», quelques-uns des acteurs du mouvement démocratique russe ont été des «hommes de Gorbatchev», qu'ils ont quittés au cours de l'année écoulée, las des oscillations du secrétaire général du PCUS. Mais la plupart sont peu connus de la krenologie classique. Ce sont souvent d'anciens membres du parti, auquel ils avaient adhéré par nécessité professionnelle beaucoup plus que par conviction, sans y faire carrière. Leur présence active, du 19 au 21 août, dans ce bastion de la résistance qu'était devenu le Parlement russe, laisse entrevoir pour certains d'entre eux un rôle politique désormais déterminant.

C'est le cas par exemple du général Konstantin Kobets, qui, déjà responsable des questions de défense dans l'équipe de M. Eltsine avant le putsch, a été nommé dans le feu de l'action ministre de la défense de Russie, le 20 août. Excellent connaisseur des affaires militaires soviétiques, puisqu'il a occupé les fonctions de chef-adjoint de l'état-major général des forces armées d'URSS de 1988 à 1990, le général Kobets pourrait même devenir le nouveau ministre de la défense fédérale si MM. Gorbatchev et Eltsine devaient s'entendre sur un gouvernement de coalition.

Ce Russe de cinquante-deux ans, né à Kiev, qui a fait une bonne partie de sa carrière militaire comme spécialiste des transmis-

sions, figurait dans une délégation parlementaire de Russie - première République soviétique à avoir cet honneur - qui a visité l'OTAN, du 29 juin au 2 juillet derniers. Il s'était fait des dévotionnaires l'avis d'un partage des compétences militaires entre les Républiques soviétiques: «Les Républiques ne veulent plus rester des spectateurs passifs de la dilapidation de leurs richesses, au lieu de servir à créer une armée efficace, contribuant à développer un système de défense disproportionné, impotent et perclus de structures qui doublent», affirmait-il en juillet à l'hebdomadaire russe *Vesti*.

D'un style militaire infiniment minime classique, le colonel Alexandre Rautskii, vice-président de Russie, a lui aussi été très en vue pendant ces trois jours. Aviateur, ancien de l'Afghanistan où il a gagné le titre de «héros de l'Union soviétique», il joue volontiers de ses allures de play-boy, allumant ses Marlboro avec un briquet orné d'une pin-up et soignant à la perfection sa moustache de major des Indes. On l'a vu, pendant la séance du Parlement russe, circuler dans les bureaux, entouré de ses hommes de confiance, se revêtir de sa chemise, son revolver et dans son énième sous l'assise, façon «Incorruptibles», il faisait partie de la délégation qui est allée libérer M. Gorbatchev dans sa datcha de Crimée.

Agé de quarante-quatre ans, membre du PCUS jusqu'à il y a quelques semaines, le colonel Rautskii, qui ne refuse pas l'appellation de communiste, a un poids politique non négligeable dans l'équipe Eltsine puisque c'est lui qui, en faisant basculer les réformateurs communistes au Parlement de Russie, a permis l'organisation de l'élection présidentielle du 12 juin, remportée triomphalement par Boris Eltsine. En signe de gratitude, et aussi pour s'attirer les voix militaires et communistes modérées, M. Eltsine avait pris le colonel Rautskii comme candidat à la vice-présidence.

Dans le proche entourage de M. Eltsine, Ivan Silayev et Rousslan Khasboulatov devaient voir rapidement leurs ambitions confirmées. Le premier, chef du gouvernement de Russie, avait déjà été pressenti avant le putsch comme un possible premier ministre fédé-

ral par M. Eltsine; à soixante et un ans, cet homme aux cheveux blancs, ancien ministre de l'Industrie aéronautique, connaît très bien l'appareil, car il est issu du sérail: il a été délégué du comité central du PCUS il y a seulement un mois. Le second, président par intérim du Parlement de Russie, est un personnage plus tumultueux, économiste d'origine tchétchène, qui s'est mis à dos autant de communistes que de démocrates par ses maladresses verbales mais que M. Eltsine sait utiliser. Avec le colonel Rautskii, MM. Silayev et Khasboulatov ont été trois maillons essentiels du dispositif Eltsine pendant cette crise.

Un autre homme a joué un rôle de premier plan auprès de Boris Eltsine: Gennadi Borbounov, sorte d'homme-à-tout-faire ou de bras droit du président russe, dont il a organisé toute la campagne électorale au mois de juin. Personnage sans grand éclat, qui a gardé de ses années d'enseignement de «communiste scientifique» à l'université de Sverdlovsk, le chef de Boris Eltsine, un certain attachement à la langue de bois, il n'en est pas moins un collaborateur extrêmement efficace. M. Borbounov, quarante-cinq ans, a fait ses véritables armes politiques sous la perestroïka, d'abord dans un des «clubs» qui fonctionnaient en 1988 puis comme élu au Congrès des députés du peuple. Pendant le putsch, on l'a vu tantôt sur un char à côté de M. Eltsine, tantôt répondre aux questions des journalistes, tantôt en interlocuteur téléphonique du chef du KGB, le putschiste Vladimir Kravtchouk, dont il a obtenu des garanties de non-intervention contre le Parlement.

Vladimir Loukine a lui aussi été chargé d'expliquer la position de M. Eltsine aux journalistes et, à travers eux, au monde occidental dès le premier jour du coup d'État. Ancien chercheur à l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie des sciences soviétiques, brillant intellectuel, devenu il y a un an président de la commission des affaires étrangères du Parlement de Russie, il est l'un des principaux conseillers diplomatiques du président Eltsine, qui l'a accompagné en visite officielle aux États-Unis aussitôt après son élection. Il avait en revanche joué pré-

matrice, car mal préparée, la visite en France de M. Eltsine en avril dernier, qui devait se révéler désastreuse, mais n'avait pas été écoutée à l'époque. Il fait souvent équipe avec Andreï Kozirev, le jeune ministre des affaires étrangères de Russie (il a à peine quarante ans), un homme plus réservé mais d'une grande finesse, qui a fait toute sa carrière professionnelle, depuis 1974, au département des organisations internationales du ministère soviétique des affaires étrangères. C'est lui, Andreï Kozirev, que M. Eltsine a envoyé, dès le début du putsch, comme émissaire dans les capitales occidentales avec la mission de former un gouvernement en exil si d'aventure les choses tournaient vraiment mal.

Il faut relever deux autres personnages qui, parmi les proches collaborateurs de M. Eltsine, ont un pouvoir opérationnel notable: Lev Soukhomov, dont les fonctions se situent à mi-chemin entre celles de directeur de cabinet et de chef de cabinet, et qui a travaillé avec Boris Eltsine au Comité d'État à la construction en 1988-89, et l'ancien journaliste de télévision Valentin Lantsov, chargée de la communication et beaucoup plus efficace dans ce domaine que le peu aimé Vecheslavov.

Sur les questions internationales, le président russe consulte parfois aussi le lieutenant Amantsev, plus âgé et au profil plus traditionnel: vieux routier de la perestroïka dont il s'est fait souvent l'interprète auprès des milieux diplomatiques et journalistiques occidentaux, il a été chef de service à l'Institut d'économie du système socialiste mondial de l'Académie des sciences, véritable pépinière d'intellectuels réformateurs. Analyste doué, il est aussi député de Russie depuis 1990, membre de la commission parlementaire des affaires étrangères ainsi que de celle des relations inter-républicaines.

L'académicien Oleg Bogomolov, cinquante-trois ans, dirige depuis 1969 le même fameux Institut d'économie, dans lequel s'est aussi distingué le jeune et brillant Oleg Roumiantsev, qui gravite aujourd'hui dans l'entourage de M. Eltsine après avoir participé au lancement du Parti social-démocrate. Député, M. Bogomolov fait partie

de ces intellectuels gorbatchéviens qui ont fini par se rallier à M. Eltsine, au point d'entrer dans le «brain-trust» de vingt-cinq personnes que le président russe présume fidèlement à la presse le 6 février dernier.

Il y a aussi la filière «MosSoviet» - la municipalité de Moscou - autre vivier de réformateurs et de démocrates ces dix-huit derniers mois. La figure de proue en est bien entendu Gavril Popov, triomphalement élu maire de Moscou le 12 juin, en même temps que M. Eltsine était élu président de Russie et M. Sobchak maire de Leningrad. A cinquante-cinq ans, petit homme émacié sous une tignasse grise, à l'intelligence très vive, M. Popov est de toutes les manifestations pour la démocratie: les Moscovites lui sont extrêmement reconnaissants de ce dévouement, même s'il ne se traduit pas forcément par une amélioration de la gestion de la ville de Moscou... D'origine grecque, ancien membre du parti, aujourd'hui farouche démocrate, il est économiste de formation mais a fait l'essentiel de sa carrière à l'Université et à l'Académie des sciences, où il a eu tout le loisir de prendre en bourse, à force de l'étudier, la gestion socialiste. Il est l'un des principaux artisans du rapprochement des forces démocratiques avec MM. Edouard Chervazadze et Alexandre Iakovlev. Fidèle à sa réputation, M. Popov n'a pas ménagé sa peine pendant les trois jours du putsch, allant du Mansoviet au baraquement la foule avec M. Alexandre Iakovlev, au Parlement russe où il venait soutenir le président Eltsine, dont il est l'un des alliés les plus sûrs.

A ses côtés mais d'un tempérament totalement opposé, Sergueï Stankevitch, le jeune et ambitieux maire-adjoint de Moscou, a su lui aussi se montrer très efficace pendant le putsch.

Il venait tout juste d'être nommé conseiller auprès du président de Russie, chargé des relations avec les organisations sociales. Trente-six ans, aussi élu à brimallun, aussi glacial que M. Popov peut être chaleureux, qu'il parle un anglais impeccable, qu'il a d'ailleurs mis à profit pour devenir expert en droit constitutionnel américain - il a soutenu, en 1984, une thèse sur les luttes politiques au sein du Congrès des États-Unis. M. Stankevitch a été élu au Congrès des députés du peuple en 1989 et a rejoint, l'année suivante, le groupe parlementaire Russe démocrate au Parlement russe.

Enfin, outre M. Eltsine, l'autre grand vainqueur de ces trois jours a été M. Anatoli Sobchak, le maire de Leningrad, que l'on promettait déjà depuis plusieurs mois au plus brillant avenir politique. Juriste aux convictions démocratiques pratiquement vierges (il n'a fait qu'un passage très rapide et écourté au PC), M. Sobchak est aujourd'hui un véritable «poids lourd» de la politique russe. Orateur talentueux, plus séduisant pour l'intelligentsia que M. Eltsine qui l'a par ailleurs effrayé, et déjà beaucoup plus fréquentable que dernier en Occident, il a par dessus le marché réussi à faire descendre, mardi 20 août, deux cent mille personnes pour défendre la démocratie devant le Palais d'hiver, dans ce berceau du bolchevisme qu'est Leningrad.

SYLVIE KAUFFMANN

Après Dzerjinski, Lénine?

Suite de la première page

Le chef de la Russie a exploité à fond le succès en rappelant avec quelle fermeté les organes dirigeants de la République avaient fait face aux putschistes. Il a souligné que c'était une délégation russe qui avait ramené dans son avion le chef de l'État soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, libéré de Crimée. Il a montré le chemin à prendre: «Les structures de la nation sont conservatrices et il convient de les transformer».

«Haurat», a-t-il hué la foule par trois fois.

Les collaborateurs de Boris Eltsine l'ont relayé au micro. D'abord les récompenses: le général Kobets, ministre de la défense de Russie, est proposé au poste de ministre de la défense d'URSS. L'ordre de Saint-Georges sera conféré aux vaillants qui ont protégé l'immeuble du Parlement russe durant trois jours et trois nuits.

Viennent ensuite les décisions symboliques: la place du Parlement est baptisée place de la Liberté, le drapeau de l'ancienne Russie devient l'emblème officiel et le 22 août est proclamé jour de

la fête nationale russe. A la grande joie de la foule, le chapitre des punitions est abordé. Les «complotistes» une fois arrêtés et défaits devant les tribunaux, il conviendra d'enquêter sur le emparlement des responsables, députés ou chefs d'entreprise, pendant les heures sombres du putsch. Il faudra écarter les traitres et se souvenir des têtes et des railleries de la dernière heure. Les auteurs ont concentré très vite leurs attaques sur le Parti communiste, resté bien silencieux pendant les événements, et surtout sur Anatoli Loukianov, le président du Soviet suprême d'URSS, désigné comme un «grand complotiste» et même comme le «cerveau» de la junte.

«Gorbatchev n'est ni un héros ni un martyr»

Les premiers décrets du président Eltsine ont visé directement ce vieux monde conservateur qui a prêté, peu ou prou, la main à la «réaction». Un refus a requisitionné l'immeuble du comité central du PCUS et celui du siège du KGB. Un autre a coupé tout lien entre les militaires et le Parti en supprimant les comités du PC de

l'armée. Les manifestants auraient bien aimé voir paraître M. Gorbatchev à la tribune du Parlement russe.

Des banderoles disaient clairement le message de ces défenseurs de la liberté et de la liberté soubaillaient lui faire parvenir: «N'oubliez pas avec quel drapage nous l'avons libéré» un encreur «Gorbatchev n'est ni un héros, ni un martyr: démission!». La rumeur a couru que le chef de l'État soviétique allait arriver, qu'il arrivait, qu'il était arrivé. Que les fleurs portées par Boris Eltsine lui étaient destinées. Mais Gorbatchev n'a pas paru et il n'a pas été possible de lui dire ce qui bouillonnait dans le cœur de tous les partisans du président de Russie: «Ce sont vos propres amis qui vous ont trahis. C'est nous qui vous avons libéré. Vous êtes un homme du passé. Partez!»

Mikhaïl Gorbatchev avait senti le danger. C'est donc à la télévision qu'il a parlé pour la première fois à ses concitoyens et, au ministère des affaires étrangères, qu'il a tenu une conférence de presse. Tour à tour ému et grave en évoquant les trois jours passés, il a aussi manifesté l'humour pour expliquer comment il avait bricolé un poste de radio pendant sa détention pour capter la BBC - «la meilleure» - ou la Voix de l'Amérique. Ou encore qu'il avait téléphoné aux autres chefs d'État, «mais pas à Kadhafi ni à Saddam Hussein».

Un «mea culpa»

Le président soviétique a mis en valeur sa force de résistance qui a, elle aussi, contribué à déjouer les plans des putschistes qui exigeaient sa démission: «J'ai dit à Raïssa: je vais venir, je n'accepterai rien et je demeurerai fidèle à la politique que je mène depuis six ans et demi». Il a remercié, évidemment, le peuple russe pour sa mobilisation au Parlement de Russie qui «a fait ce qu'il fallait». L'exercice était plus délicat en ce qui concerne ses relations avec son rival Boris Eltsine, dont on lui a demandé s'il possédait désormais plus de pouvoirs que lui. «Il ne faut pas voir les choses comme ça. Nous ferons tout pour réunir les forces démocratiques dont la solidarité est la garantie essentielle. Je

sais que certains aimeraient briser cette alliance».

Un mea culpa: nul, il s'est trompé et le Congrès des députés du peuple d'URSS avait eu raison de le refuser, dans un premier temps, la nomination de janvier qu'il lui imposé comme vice-président. Oui, il porte une part de responsabilité dans le choix de son entourage.

Ce qui importe désormais? C'est de retracer les manœuvres et de poursuivre dans la voie des réformes de l'économie du Parti et de l'État qu'on veut empêcher les putschistes. D'abord parachever ce traité de l'Union sur lequel il s'est remis à travailler pour dater l'URSS de structures capables d'assurer la paix et l'avenir. Le chef de l'État veut également poursuivre sa politique de «modernisation sans effusion de sang».

C'est au sujet du Parti communiste que M. Gorbatchev a été le plus bousculé par les journalistes. Il y croit pourtant encore à ce Parti, longtemps déformé par le stalinisme. Il pense qu'il parviendra à confier les leviers de l'appareil à des progressistes. Il semble prendre la défense d'Anatoli Loukianov, dont il n'a pas fini de soupçonner l'attitude pendant le coup d'État. Il ne souhaite pas à se livrer à une chasse aux sorcières, il veut analyser posément les positions de chacun. Et quand on lui a demandé l'effet que cela lui faisait d'être débarrassé de ses plus proches amis, il a répondu par une piquette: «Je ne réponds pas aux questions d'ordre agricole».

Les jeux manifestants qui arpentent, dans la nuit tiède, les rues de Moscou en criant «Svoboda!» («Liberté») sous les murs du Kremlin ou à la Loubanka, n'entendent rien aux prudences du chef de l'État soviétique. Ils veulent véritablement la fin d'un régime qui a débouché sur un coup d'État dirigé, d'une main hésitante peut-être, mais sans contestation possible, par le patron du KGB. Alors ont pris symboliquement une «Bastille» et démolissent la statue de Félix Dzerjinski, père de toutes les polices secrètes du régime et bourreau de millions d'hommes et de femmes. A quand le tour de Lénine?

ALAIN FAUJAS

L'idéologue présumé des putschistes

M. Anatoli Loukianov

Officiellement, les comploteurs du 19 août étaient huit. Nul doute qu'ils furent bien plus nombreux en réalité et ce dossier épineux n'a été qu'entreouvert jeudi 22 août par Boris Eltsine, lorsqu'il a mis publiquement en cause M. Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême (le parlement soviétique) et proche de M. Gorbatchev, l'accusant d'avoir été «l'idéologue des putschistes». Au même moment, la conseil municipal de Moscou, contrôlé par les réformateurs, demandait que des poursuites soient engagées contre un autre hiérarque du parti communiste, M. Iouri Prokofiev, le chef du parti dans le Kremlin, en soupçonnant lui aussi d'avoir collaboré à la conspiration.

Beau parleur, cultivé (il vient même de publier un recueil de poèmes et se dit volontiers un grand admirateur de Pasternak), Anatoli Loukianov est surtout un formidable manipulateur de débats. Vieil ami de M. Gorbatchev - il est fréquenté la famille de droit de Mnaev ensemble, au début des années 50 et ont milité à ce moment là au Komsomol - c'est sans doute en raison de ses qualités oratoires et de sa fidélité supposée qu'il a été choisi par le président de l'URSS d'abord comme premier vice-président du Soviet suprême (c'était en octobre 1988) puis comme président (en mars 1989).

Un formidable manipulateur de débats

De fait, il fit merveille du haut de son «perchoir», multipliant les divagations inexactes se révélant nécessaires, organisant des paniers de micro aux bons moments, «coulant» de donner la parole à tel ou tel. Longtemps, ces qualités bénéficièrent à Gorbatchev et s'exercèrent au détriment des députés réformateurs qui cherchaient à critiquer les étirements du président et ses alliances auspiciées avec les conservateurs.

Deuxième personnage de l'État, M. Loukianov passait pour le successeur possible de M. Gorbatchev et ne songeait certainement pas, alors, à un putsch. Les perspectives, pour lui, se sont assombries quand M. Gorbatchev fut contraint de se rapprocher, au printemps

de Boris Eltsine et de négocier sérieusement avec les chefs des Républiques un nouveau traité de l'Union. C'est alors que ses relations commencent à s'aggraver avec le président, auquel il reprochait de le tenir à l'écart de la négociation. Et pour cause! La nouvelle répartition des pouvoirs prévue par le traité ne pouvait guère donner satisfaction à Anatoli Loukianov. Le président du Soviet suprême déclenche alors une guerre, sourde d'abord, ouverte ensuite, visant à saboter les négociations, et donne complaisamment la parole dans son hémicycle à tous ceux qui vont bientôt compléter pour que le nouveau traité ne soit pas signé: l'ex-premier ministre Valentin Pavlov, le maréchal Dmitri Iazov, l'ex-ministre de la Défense, Vladimir Kriouchkov, l'ex-chef du KGB.

Sans doute M. Eltsine dispose-t-il d'éléments plus précis pour étayer ses accusations contre un homme qui a fait toute sa carrière dans les arcanes du Comité central, même s'il n'est entré qu'en septembre 1988 au bureau politique comme suppléant. Il occupait en tout cas un poste clé pour faire accorder aux putschistes un semblant de légalité par un Soviet suprême mal élu mais qu'il contrôlait admirablement et il aurait tenté, dans les dernières heures du putsch, de négocier avec des proches du président russe une «sortie honorable» pour lae comploteurs.

Homme du écart communiste, Anatoli Loukianov, qui s'était aussi fait une spécialité de la dénonciation de la criminalité, avait reconnu récemment avoir participé à des opérations de reprises en main dans trois pays anciennement socialistes: la Hongrie, le Panama et la Tchecoslovaquie. Ironie du sort: il était à Paris, invité par M. Laurent Fabius, en avril dernier et fut reçu à dîner avec tous les honneurs à l'Elysée le jour même où la présidence se donnait tant de mal à expliquer que M. Boris Eltsine n'avait été reçu que par M. Jean-Louis Bianco même s'il avait pu rencontrer brièvement M. Mitterrand.

JACQUES AMALRIC

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT (G.A.M.E.)

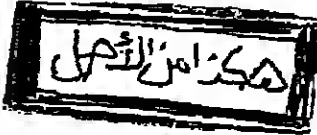
Christiane Tricoft

280 F chez l'éditeur et à la FNAC
320 F par correspondance, franco de port
à l'ordre des Editions François-Robert

COFORMA et les Editions François-Robert
18, rue Théodore-Desk, 75013 PARIS
Tél.: 46-46-61 Fax: 46-57-28-41

CHUQU DU COUP DE

Eltsine



EN UNION SOVIÉTIQUE

Le président de l'URSS raconte sa détention

« On a voulu me faire démissionner »

Bronzé, visiblement ému et portant au début d'une voix presque inaudible, M. Mikhaïl Gorbatchev a fait jeudi 22 août le récit de sa détention de trois jours en Crimée, dans une conférence de presse dont voici les principaux extraits.

« La conférence de presse d'aujourd'hui a lieu après des événements que je souhaite ne jamais voir se répéter. J'espère qu'il n'y aura jamais plus de conférence de presse comme celle-ci. »

« Nous avons vécu (...) une des plus difficiles épreuves de toute l'histoire des réformes de notre société. Nous avons été confrontés à quelque chose de très réel, sans exagération, un coup d'État anticonstitutionnel organisé par des forces antirévolutionnaires. (...) »

« Voilà des gens en qui j'avais confiance et qui se sont levés non seulement contre le président, [mais] aussi contre la Constitution, contre le peuple, contre la démocratie. »

« Le 18 août, à 16 h 50, j'ai été informé par le chef de la garde (...) qu'il y avait des gens venus me voir. J'ai dit que je n'attendais personne et que je n'avais été informé d'aucune visite. Quel est l'objet de la visite ? Le chef de la garde a déclaré qu'il ne savait pas pourquoi ils étaient là et pourquoi on les avait laissés entrer. Tikhonov, le chef de l'administration du KGB, était avec eux. Autrement, mes gardes ne les auraient pas laissés entrer. Tous sont des militaires. Ils sont stricts, mais nécessaires. »

« Je décidai de tirer au clair qui les avait envoyés et j'ai pris un des téléphones qui me reliait à différents secteurs du gouvernement soviétique. Le téléphone ne marchait pas. J'en ai pris un deuxième, puis un troisième. Puis un quatrième. Aucun ne marchait. Ils avaient été coupés. J'ai pris le téléphone intérieur. Tout était coupé. J'ai compris que cette mission n'était pas du genre de celles que nous recevons habituellement. (...) J'ai senti ma fille, ma femme, ma fille et mon gendre, et je les ai informés de ce qui se passait. Je n'ai pas eu besoin d'autres explications. »

J'avais conscience que la situation était très sérieuse et je pensais qu'ils allaient tenter de me faire chanter ou de me forcer à me contraindre à faire quelque chose. Tout était possible.

« J'ai dit à Raïssa (sa femme) et à Irina (sa fille) que si la pire arrivait, si c'était une question d'orientation politique, je resterais sur mes positions et ne céderais à aucun chantage ou pression et ne prendrais pas d'autre décision. J'ai pensé qu'il était nécessaire de dire ça à toute ma famille. Vous pouvez en comprendre les raisons - car tout peut arriver. Toute la famille m'a dit que cette décision m'appartenait, qu'ils me suivaient. La conversation s'est arrêtée là. »

« J'ai répondu : vous ne vivrez pas longtemps... »

« Je suis allé leur dire d'entrer, mais ils étaient déjà entrés d'eux-mêmes. Il y avait un manque total de politesse, sans précédent. (...) J'ai dit que je voulais leur demander qui les avait envoyés. Il ont dit qu'ils avaient été envoyés par le comité. Le comité créé dans le cadre de l'état d'urgence. (...) Qui a nommé ce comité ? ai-je dit. Je n'ai pas nommé un tel comité. Le Saviet suprême n'a pas nommé un tel comité. »

« Et il est apparu que ces gens s'étaient ligés et qu'un décret du président était nécessaire. Et ils ont dit : soit vous signez un tel décret, soit vous confiez vos pouvoirs au vice-président. »

« Il m'a été demandé de démissionner. J'ai répondu : « Vous ne vivrez pas longtemps... », et j'ai dit : « Transmettez cela à ceux qui vous ont envoyés. Je n'ai rien de plus à vous dire. »

« J'ai demandé : « Qui êtes-vous ? Vous allez annoncer demain quelque chose comme une situation d'urgence. Quelles-voies faites après ça ? Pensez l'avenir, faites à l'avenir. Les faits sont là, ils sont là, ils sont là. » Je leur ai dit : le pays vous rejette. »

« Mon argumentation était que cela conduirait à la destruction de la société. Que ce serait une impasse.

Que ce scénario allait marquer la fin de la société et détruirait tout ce pour quoi nous avons lutté. (...) Mais cela était un dialogue de sourds. Le moteur des voitures tournait déjà. Je voyais bien qu'ils étaient prêts. (...) Vous pouvez leur dire que je refuse catégoriquement de traiter avec eux. - C'est ce que je leur ai dit - et cela a été la fin de la conversation. »

« Nous captions la BBC, la Voix de l'Amérique... »

« Ma garde de trente-deux hommes est restée avec moi jusqu'à la fin. Ils ont décidé de rester. (...) Ils se sont répartis les tâches de la défense. Les membres de la famille étaient éparpillés, et tous protégés, et ils ont décidé de rester jusqu'à la fin. (...) J'étais en mesure de commander à manger. J'ai été sûr depuis le début que c'était un acte politique totalement aveugle et irresponsable et qu'ils ne l'importeraient pas, qu'ils ne dureraient pas très longtemps. C'est ce qui s'est produit. »

« Soixante-douze heures d'isolement total - tout a été fait, je crois, pour m'affaiblir psychologiquement. C'était dur. C'est dur à dire maintenant, mais c'est comme ça que c'était. Chaque jour, matin et soir, je réclamaient le rétablissement de nos communications et l'envoi immédiat d'un avion pour que je puisse rentrer à Moscou. »

« Après leur conférence de presse, j'ai également demandé qu'un vin me soit apporté. C'était dur. Comment ces gens-là pouvaient-ils parler de ma mauvaise santé, mais ils tremblaient tout le temps. (...) »

« Tout était coupé, mais nous avons trouvé de vieux postes de radio dans les appartements du personnel et nous avons pu dresser des antennes - les gens ont commenté s'y prendre. Nous avons été en mesure de capter certaines émissions et de savoir ce qui se passait. Nous avons capté la BBC, et encore mieux l'agence de presse, puis la Voix de l'Amérique. »

« Les Républiques elles-mêmes ont arrêté une attitude hostile [aux putschistes], et je dois dire ici qu'elles ont adopté une position de principe, particulièrement notre Parlement

russe, nos députés russes, le gouvernement russe. Et le principal rôle a été tenu par le président de la Russie, Boris Nikolaïevitch Eltsine. »

(Applaudissements.) « Je dois dire que nous devons rendre hommage à la position de principe adoptée par les Moscovites et la population de Leningrad et par beaucoup d'autres. Les efforts déployés pour donner l'impression que le pays soutenait ce comité ont évidemment échoué. Dans l'ensemble, le pays a rejeté ce comité d'urgence et c'est là la meilleure démonstration, la meilleure plébiscite que nous ayons de l'attitude réelle du peuple. Il serait difficile d'en trouver une meilleure. (...) Lorsqu'il est devenu évident que la Russie avait pris une position implacable, ainsi que le peuple de Russie et des autres Républiques, que l'armée ne se rangeait pas à leurs côtés, ils ont commencé dans la panique à chercher une porte de sortie. »

« On est venu me demander de retourner à Moscou... »

« On m'a dit qu'un groupe, dont des conjurés, était venu en Crimée à bord de l'avion présidentiel pour me demander de retourner à Moscou avec eux. »

« A leur arrivée, j'ai dit : « Faites-les entrer dans la maison, placez-les sous garde et dites-leur que je n'engagerai aucune discussion autrement qu'au niveau gouvernemental. Ils auront ainsi beaucoup de temps pour y réfléchir. Ils n'ont rien pu pendant quelque temps. (...) »

« Je me suis alors mis à travailler. J'ai donné instruction à Moïseïev (le chef de l'état-major) de prendre le commandement, le ministre de la Défense, de renvoyer immédiatement dans leurs casernes toutes les troupes. J'ai ordonné que Lazov (le ministre de la Défense) soit écarté de son poste et arrêté. »

« Tout cela a été fait. J'ai trouvé le commandant de la garde du Kremlin et lui ai demandé sous l'autorité de qui je réintégrais cette ville - qui sont de vrais démocrates, qui sont dévoués à la perestroïka, à ce combat, et qui ne renonceraient jamais. (...) Je ne pense pas, après tout, que j'aie passé, que nous devrions

centres pour couvrir tous les points.

« Parce qu'il s'agissait d'une situation très dangereuse, j'aurais pu être attaqué sur la route - j'ai décidé de ne pas partir avant d'être sûr que c'était possible. On m'a dit que je devrais partir avec la délégation de la Fédération russe. J'ai dit que je les rencontrerais. La délégation est venue. Nous nous sommes tous assis. Nous nous sommes rendus compte que nous nous comprenions bien. Je pense que ce que nous avons vécu nous avait conféré non seulement de l'expérience, mais aussi un plus grand degré de compréhension. »

« Nous comprenions à ce moment ce que cela signifiait d'être unis et ce que cela signifiait d'être divisés lorsque l'on est une démocratie. Et nous étions allés par le passé jusqu'à pratiquement nous traiter d'ennemis. Et nous avons commencé à réfléchir à la manière de recoller les morceaux... »

« Je n'ai rencontré ni parlé à aucun des conjurés, je ne les ai pas vus et je ne veux pas les voir. Nous les avons répartis sur des avions, et à l'arrivée des avions ils ont tous été arrêtés et isolés. J'ai donné ordre au Kremlin de ne laisser entrer personne qui ait coopéré avec eux. »

« Nous ne devons pas perdre de temps. Nous avons un programme. Nous devons aller de l'avant et régler nos problèmes. C'est l'essentiel. »

« Éliminer les forces réactionnaires du parti »

« Mon devoir - et je le remplirai jusqu'au bout, aussi longtemps que j'en ai le pouvoir - est d'éliminer les forces réactionnaires du Parti communiste, sur la base de ce nouveau programme que nous appliquons. Je crois possible d'unir tous les progressistes et ceux qui pensent juste au sein du parti. »

« Maintenant, si vous dites que le parti dans son ensemble est une force réactionnaire, je ne suis pas d'accord, car je connais des milliers de gens, des centaines de gens - et certains d'entre eux sont des négociateurs. Plus que de vrais démocrates, qui sont dévoués à la perestroïka, à ce combat, et qui ne renonceraient jamais. (...) Je ne pense pas, après tout, que j'aie passé, que nous devrions

lancer une chasse aux sorcières et nous comporter comme nous le faisons jadis. Nous devons agir dans notre cadre démocratique et dans celui de notre glasnost, et sur la base de nos lois et conformément au droit. C'est comme cela que nous devons agir. »

« Prêt de dire pourqu'il lui avait autrfois donné sa confiance à deux des conjurés, l'ancien ministre de la Défense Dimitri Lazov et l'ancien chef du KGB Vladimir Krioutchov, M. Gorbatchev a répondu :

Saddam Hussein, Kadhafi et Rubiks...

« J'ai connu Lazov, j'ai étudié son point de vue. Je l'ai observé. C'est un homme très équilibré. Il pèse très soigneusement sa position lorsqu'il est entouré de nombreux excités. C'est à lui qu'on doit d'avoir mis fin à de nombreuses tentatives d'actions très radicales à une époque où l'armée était critiquée ou était impliquée dans divers types d'événements. Et je dois dire que, même aujourd'hui, je n'arrive tout simplement pas à croire que Lazov faisait partie de ce groupe. J'ai pensé qu'ils avaient peut-être simplement mis son nom sur la liste pour qu'elle ait meilleure allure. Mais cela signifie peut-être que je devrais me préoccuper sérieusement de cette question. Je ne pense pas que je puisse prétendre ne pas être responsable à cet égard, parce qu'après tout c'était mon choix, je l'avais recommandé. »

« En ce qui concerne Krioutchov (...), j'ignore s'il a les mains tachées de sang, je ne dispose d'aucune information à ce sujet susceptible d'influer mon opinion à son sujet. »

Enfin, M. Gorbatchev a ironisé sur le soutien apporté aux putschistes par M. Saddam Hussein et le colonel Kadhafi. Il a remercié les dirigeants étrangers pour leurs télégrammes de soutien. Ces messages provenaient « de dirigeants du monde entier », a-t-il dit, ce qui, ajoutant, à l'histoire récente, à l'exception de Saddam Hussein, de Kadhafi et de Rubiks. Alfred Rubiks est le premier secrétaire du Parti communiste letton, violemment opposé à la perestroïka.

L'après-gorbatchévisme a commencé

Suite de la première page

La résistance des forces démocratiques incarnée par Boris Eltsine devrait en effet donner au coup d'État manqué à Moscou un caractère de direction de l'URSS - avec ou sans Mikhaïl Gorbatchev - à accepter des bouleversements que le numéro un soviétique a longtemps hésité à endosser, que ce soit pour des raisons tactiques ou par conviction. Et ce dans tous les domaines, fédéral, politique, économique.

Le scénario, c'est-à-dire le pouvoir au niveau de l'Union, sort encore affaibli de l'épreuve de force, parce qu'il a fait la démonstration que la police et l'armée, censées constituer ses bras séculiers, ne lui obéissent plus parfaitement. De plus, c'est d'abord la République de Russie et son président élu au suffrage universel qui se sont opposés au coup d'État, et Boris Eltsine est maintenant en mesure d'obtenir de Mikhaïl Gorbatchev ce que celui-ci lui refusait encore la semaine dernière : les dirigeants des autres Républiques, qui comme la Russie s'opposaient à signer le traité de l'Union, ont compris qu'ils avaient tout intérêt, pour consolider leur pouvoir local, à prendre leurs distances par rapport à ce « centre » (1).

La reine d'Angleterre

Quant aux Républiques ayant proclamé leur volonté d'indépendance, elles peuvent faire valoir avec plus d'insistance leur revendication, et on voit mal comment Mikhaïl Gorbatchev ou d'importe quel dirigeant de l'Union pourrait aujourd'hui s'opposer à un exercice effectif de la souveraineté. C'est vrai d'abord des Républiques baltes ; en janvier dernier, la répression à Vilnius et à Riga avait été le prix payé pour l'entente entre Gorbatchev et les deux du parti. Les Baltes doivent être les premiers à profiter de la déconfiture des conservateurs.

Boris Eltsine a dit jeudi que le traité de l'Union devrait être signé rapidement, ceci importe en effet ses lacunes et les contradictions, car le rapport des forces est tel que les interprétations se feront dans les prochaines semaines en faveur d'une décentralisation des pouvoirs et que le président de l'Union soviétique,

quel qu'il soit, devra accepter de n'avoir pas beaucoup plus de pouvoirs que le président de la République, la reine d'Angleterre, régnant mais ne gouvernant pas dans une sorte de Commonwealth aux structures très lâches. Cette perspective, tracée depuis des mois déjà par les forces démocratiques, effrayait Mikhaïl Gorbatchev. Il semble bien qu'il devra maintenant s'en accommoder s'il veut conserver son poste.

En ce sens, Boris Eltsine n'est pas un concurrent de Mikhaïl Gorbatchev, car il a moins intérêt à convoiter sa place qu'à le cantonner dans un rôle de représentant international d'une URSS où les vrais centres de décision ne seront plus seulement à Moscou.

L'occasion est aussi favorable pour que les forces démocratiques imposent une autre de leurs vieilles revendications : la constitution d'un gouvernement regroupant les réformateurs de différents horizons. Il y a plusieurs mois que les libéraux exigent de Mikhaïl Gorbatchev la réunion d'une sorte de table ronde à l'issue de ce qui s'est passé dans les autres pays socialistes de l'Europe centrale. Là encore, le président soviétique, malgré quelques bonnes paroles de ses adjoints, s'y était refusé, préférant s'envelopper d'appareillages confirmés (ceux qui devaient le trahir et d'autres qui sont encore en place), sous prétexte de contenir les forces conservatrices. Au cours de sa rencontre vendredi avec Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine devait demander la formation d'un « gouvernement de confiance nationale », où seraient présents les libéraux et les réformateurs qui dans les derniers jours se sont opposés au putsch.

Certes, les forces démocratiques sont encore inorganisées, divisées, confuses dans leurs objectifs. Mais les derniers jours ont amené une radicalisation et une clarification des positions. Des communistes réformateurs se sont retrouvés aux côtés de Boris Eltsine et de ses partisans pour défendre la légalité, des ex-conseillers de Gorbatchev ont critiqué les altérations de leur ancien patron, etc. Des regroupements qui étaient préparés depuis quelque temps déjà vont être accélérés. C'est d'autant plus indispensable que les conservateurs, bien que sonnés par l'échec

des huit conjurés, occupent encore les emplois stratégiques. Conçu pour regrouper les communistes en rupture de parti et les réformateurs modérés, le Mouvement pour les réformes démocratiques d'Edouard Chevardnadze et Alexandre Iakovlev ne peuvent jouer pleinement son rôle.

Le discrédit du PC

Mikhaïl Gorbatchev lui-même a parlé, jeudi, de la nécessité « recombinaison des forces politiques », mais il persiste dans ses erreurs passées. Il continue à miser sur le Parti communiste, alors que, depuis des mois, ses conseillers le poussent à abandonner la direction du PC. Contrairement à ce qu'il a dit dans sa conférence de presse, il est peu probable que les éléments progressistes y restent sur la base du nouveau programme présenté au dernier comité central, alors que l'anticipation de la direction du PC pendant le putsch a agité encore à son discrédit. La Pravda, journal du parti bolchevique depuis 1912, a tellement confiance dans l'avenir du communisme qu'il a parti de vendredi la mention « organe du comité central du PCUS » a été remplacée par la mention plus anodine : « Journal de politique générale du PCUS ». Avant le 19 août, les démocrates aspiraient à devenir une opposition organisée. Ils sont sur le point de devoir assumer une part du pouvoir plus vite qu'ils ne l'auraient souhaité.

Le « gouvernement de confiance nationale » devrait avoir pour tâche d'approfondir les réformes démocratiques, préparer l'élection d'un Parlement de l'Union représentatif (le Soviet suprême actuel est composé aux deux tiers de députés nommés par le Parti communiste et ses appendices), et l'élection au suffrage universel du président de l'Union, prévue par l'accord « 9 + 1 » de Novo-Ogariov du 23 avril dernier entre Mikhaïl Gorbatchev et les présidents de neuf Républiques. Il devrait renforcer le contrôle des élus sur le KGB et la police, mener à bien dans toute l'Union la séparation du parti et de l'État, des entreprises et du parti, décentraliser la Russie, et qui n'a sans doute pas été pour rien dans la décision des conservateurs de jouer leur va-tout.

On ne peut exclure que ce gouvernement, même et surtout si les libéraux et autres démocrates y participent, soit amené à prendre des mesures énergiques, voire autoritaires, pour mettre fin au chaos qui menace l'URSS, établir le règne de la loi, supprimer les mafias qui prospèrent sur les débris du vieux système. Il le pourra s'il respecte l'État

de droit et s'il a le soutien de la population.

Pour l'obtenir, il lui faudra s'attaquer immédiatement à la crise économique que la politique incohérente de l'ancien premier ministre Pavlov n'a fait qu'aggraver. Les plans préparés par des économistes dont beaucoup furent, à un moment ou à un autre, des conseillers de Mikhaïl Gorbatchev avant de rejoindre Boris Eltsine ne manquent pas. Ils ne sont pas la panacée, mais ils proposent des réformes allant au-delà du rattachement. Le choc sera dur sans doute pour les Soviétiques, mais comme le disait il y a quelques mois l'économiste Nicolas Petrakov, « actuellement nous avons le choc et l'apprentissage des notions les plus rudimentaires de la vie économique, ne se feront pas en un jour. Raison de plus pour ne pas tarder à commencer. »

Aider les forces démocratiques

C'est là que le soutien occidental peut avoir un rôle. Cessons de nous demander s'il faut « aider Gorbatchev », si on l'a suffisamment aidé, ou pas assez, ou s'il faut aider Eltsine. Il ne s'agit pas de fonder une politique sur tel ou tel individu, mais d'aider les forces démocratiques au niveau de l'Union et dans les Républiques, dans les municipalités, à mener à bien les réformes indispensables, par des crédits attachés à des projets concrets, par des investissements ciblés, par une assistance technique décentralisée, par des échanges de cadres...

L'URSS centralisée a vécu. Cause et conséquence de la fin du communisme, la dislocation de l'empire s'accélère. Qu'on se le dise : on ne peut que regretter, c'est une réalité qu'il ne sert à rien de nier. Plutôt que de retomber dans la « gorbimanie » ou de reporter sur Boris Eltsine les espoirs déçus par Mikhaïl Gorbatchev, il faut apprendre à vivre avec, à l'autre bout de l'Europe, un ensemble instable qui découvre les balbutiements de la démocratie.

DANIEL VERNET

(1) Le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev, a décidé de quitter le bureau politique du Parti communiste et a demandé au PC kazakh de prendre son indépendance par rapport au PCUS.

Selon le quotidien britannique « The Guardian »

M. Gorbatchev aurait « préféré [se] tuer » plutôt que de négocier avec les putschistes

Le président Gorbatchev aurait « préféré [se] tuer » plutôt que de négocier avec les auteurs du coup d'État manqué, a affirmé le correspondant à Moscou du quotidien britannique The Guardian, dans son édition du vendredi 23 août. Le journaliste a pu rencontrer, mercredi, le chef de l'État soviétique dans sa datcha en Crimée, moins d'une heure après que ce dernier eut appris qu'il pouvait rentrer à Moscou sans danger.

« M. Gorbatchev a déclaré qu'aucune intimidation physique n'avait été utilisée contre lui, mais il a expliqué qu'il avait subi la pression des auteurs du coup d'État pour l'amener à des négociations. Plus que de faire cela, il a affirmé qu'il aurait préféré se tuer », écrit le correspondant du quotidien britannique. « Je n'ai passé aucun accord. J'ai conservé une position ferme, »

demandant la convocation immédiate du Congrès des députés du peuple ou du Soviet suprême », poursuit M. Gorbatchev, qui précise : « J'aurais dû en finir avec moi-même si j'avais accepté autre chose. Il n'y avait pas d'autre solution. »

Qualifiant de « complètes idioties » les rumeurs selon lesquelles il aurait été impliqué dans ce putsch, le chef du Kremlin souligne qu'il n'avait « plus aucun moyen de communication » et a vécu dans un « isolement total ». Selon le journaliste britannique, deux des putschistes, le ministre de la Défense, M. Dmitri Lazov, et le patron du KGB, M. Vladimir Krioutchov, étaient venus voir le chef de l'État soviétique quelques heures plus tôt, dans l'après-midi de mercredi.

L'ancien chef du KGB : « Je suis traversé par toutes sortes d'émotions... »

L'ex-patron du KGB, M. Vladimir Krioutchov, arrêté après l'échec du coup d'État, a pleuré sa cause, sans exprimer aucun regret, lors d'une interview, réalisée par un journaliste soviétique, et diffusée, jeudi 22 août, par la chaîne de télévision américaine CBS.

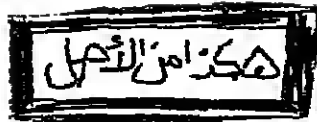
« D'abord je dois vous dire que, dans mon cœur, au fond de mon âme, je suis traversé par toutes sortes d'émotions. Je me rappelle toute ma vie, ma carrière, mon métier, et je pense que j'aurais choisi la même voie si je devais prendre la décision maintenant », a notamment affirmé M. Krioutchov, actuellement détenu

dans un lieu tenu secret, proche de Moscou. « Je ne pense pas avoir fait quoi que ce soit dans ma vie qui puisse maintenant être retenu contre moi par ma patrie », a-t-il insisté.

L'ex-patron du KGB a cependant reconnu que, s'il pouvait revenir en arrière, il agirait « de façon totalement différente, pour ne pas être maintenant en état d'arrestation ». Souhaitant une « enquête impartiale », M. Krioutchov semblait convaincu qu'il pourrait « être libéré », ce qui lui permettrait « de continuer à travailler et à [se] rendre utile à [sa] patrie ». - [finir.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION



APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Les réactions

L'indépendance de plusieurs Républiques

Les pays baltes entendent accélérer le processus...

Parmi tous les bouleversements que va entraîner la crise de la semaine écoulée en URSS, les trois Républiques baltes en voient un en priorité : l'accélération du processus d'indépendance, qu'elles considèrent désormais comme à portée de main.

Depuis l'échec du coup d'Etat, les choses vont décidément très vite dans les trois petites Républiques baltes : Lituanie, Estonie et Lettonie. Ces deux dernières s'étaient d'ailleurs même pas attendues à la débandade des putschistes pour proclamer leur indépendance, mardi 20 août, elles qui avaient voulu jusqu'à présent se montrer plus prudentes que la fouguese Lituanie.

Jeudi 22 août, le président Vytautas Landsbergis a eu la bonne surprise de recevoir un appel téléphonique du colonel Mironenko, commandant les troupes du ministère de l'Intérieur soviétique à Vilnius, qui lui demandait de reprendre sous son contrôle la fameuse tour de la radio-télévision lituanienne, dont la prise d'assaut par l'armée avait coûté la vie à quatre personnes le 13 janvier. Effectivement, les troupes ont abandonné les locaux de la radio-télévision dans l'après-midi. Dans la soirée, le Parlement lituanien, réuni tard dans la nuit

de jeudi à vendredi, a déclaré illégal le Parti communiste de la République. « Tous les bâtiments du PC ou qui appartiennent à des membres du PC ou à la République lituanienne », proclame le texte adopté par les députés, qui ont également décidé que tous les « corps répressifs » devaient se retirer de Lituanie. Le Parlement lituanien a même adopté un projet de résolution identique sur l'interdiction du PC.

A Copenhague, le ministre letton des affaires étrangères, M. Janis Jurkans, a estimé qu'il n'y avait « ni paix ni stabilité en URSS tant que la question de l'indépendance des États baltes ne serait pas réglée ». M. Jurkans s'est déclaré d'autant plus optimiste à cet égard que pour lui, « l'ère Gorbatchev est terminée » et que M. Boris Eltsine « est l'un des plus chauds partisans de l'indépendance balte ».

Car là aussi, le président russe avait senti le vent de l'histoire tourner bien avant M. Gorbatchev : après le drame de Vilnius, en janvier, rapidement suivi d'un autre massacre à Riga en Lettonie, il s'était aussitôt rendu à Tallin pour y rencontrer les présidents baltes et les assurer de son soutien. La Russie a ensuite signé des accords bilatéraux avec les trois Républiques. M. Gorbatchev, lui, n'a jamais pu se résoudre à considérer le problème balte, pourtant spécifique, autrement que comme un frein à la perestroïka.

... et la Moldavie engage le débat

BUCAREST

de notre correspondant

Après l'Estonie et la Lettonie, la Moldavie va-t-elle profiter de l'échec du coup d'Etat pour proclamer à son tour l'indépendance ? M. Mircea Snegur, président de cette République rebelle, voisine de la Roumanie, a déclaré, jeudi 22 août, que la question de l'indépendance de la République moldave allait être débattue lors des prochaines séances du Parlement, peut-être dès vendredi.

En mai dernier, le président Snegur, soutenu par une majorité de députés, avait refusé d'insérer cette question à l'ordre du jour, comme l'exigeaient les représentants du Front populaire moldave, qui militent aussi pour la réunification de la Moldavie avec la Roumanie.

Pour la première fois, mardi, au moment le plus chaud du coup d'Etat à Moscou, une foule importante de manifestants à Kichinev avait adopté une résolution demandant l'indépendance et, en outre, l'interdiction du Parti communiste en Moldavie. Depuis la sanglante intervention des troupes soviétiques en janvier dernier à Vilnius, le président Snegur s'employait à modérer les aspirations

séparatistes. L'échec du coup d'Etat, la mobilisation des Moldaves par dizaines, voire par centaines de milliers, jour et nuit, l'absence de toute répression armée dans la capitale moldave, Kichinev, ont bouleversé la donne politique en Moldavie.

A Bucarest, lors d'une interview, le président roumain, M. Ion Iliescu, tout en se disant « très par les traités européens », a déclaré, en substance, que les frontières de la Roumanie pourraient être modifiées par l'écroulement de l'Union soviétique. M. Iliescu a estimé, dans un télégramme de félicitations au président Snegur, que « la révolte des Moldaves », contre le coup d'Etat resterait dans « l'histoire des Roumains ». De son côté, le gouvernement espérait que « l'échec du coup d'Etat (était) un signe pour ceux qui s'imaginent pouvoir traiter les Républiques souveraines en particulier la Moldavie, en Républiques soumises ». Après la question de l'indépendance, c'est celle de la réunification qui pourrait donc se poser. Le Parlement roumain n'avait-il pas demandé, à l'unanimité, en juin dernier, d'agir pour accomplir les vœux légitimes des populations des territoires roumains annexés par la force ?

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Divergences entre les pays nordiques

STOCKHOLM

de notre correspondante

Les temps changent : les plus éminents représentants du monde politique suédois étaient présents, mardi 20 août, pour l'inauguration du Bureau d'information de la République de Lituanie à Stockholm, le troisième du genre puisque l'Estonie et la Lettonie ont déjà ouvert de telles représentations dans la capitale suédoise. Aujourd'hui, l'heure est, pour les Baltes, aux démarches pressantes en vue d'obtenir une reconnaissance de leur indépendance nationale unilatéralement proclamée.

Pour les Norvégiens et les Danois, qui n'ont jamais reconnu l'annexion des Républiques baltes par Moscou, il ne s'agit en fait « que » de rétablir des relations diplomatiques avec Tallin, Riga et Vilnius. Les Suédois et les Finlandais, en revanche, s'ils veulent tourner officiellement la page ouverte par l'annexion de 1940, doivent reconnaître d'abord les trois Républiques.

Du côté officiel suédois, on estime qu'il est « grand temps » que la direction de l'URSS reprenne les négociations avec les pays baltes, afin que leur indépendance soit solidement fondée sur le plan constitutionnel. « C'est ce que nous exigeons de Moscou et, pendant ce temps, nous continuerons à soutenir les Baltes dans leurs efforts », dit M. Pierre Schori, le secrétaire général du ministère suédois des affaires

étrangères. C'est avec un soulagement particulier que l'échec du coup d'Etat a été accueilli à Helsinki qui avait, pour la première fois, avec le grand voisin soviétique, signé le 20 août, avec les autres ministres nordiques des affaires étrangères, un communiqué « critique à l'adresse de Moscou ».

Le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, s'était pourtant emporté contre la trop grande prudence des Finlandais qui ont fait en sorte que ce communiqué ne mentionne ni le terme « coup d'Etat », ni le nom de M. Gorbatchev. Le président finlandais, M. Mauno Koivisto, a critiqué de son côté la « mollesse » du ministre danois, constatant la « difficulté d'établir une ligne politique nordique commune sur les questions internationales ».

La réserve du président finlandais est également critiquée dans son propre pays où de nombreux voix disent tout haut que la Finlande doit maintenant redéfinir sa politique vis-à-vis de Moscou. M. Koivisto a, en tout cas, accueilli très positivement la demande de reconnaissance par la Finlande de l'Estonie présecotée jeudi 22 août à Helsinki au ministre finlandais des affaires étrangères, M. Paavo Vayrynen, par son homologe estonien, M. Lemmut Meri. La Finlande attendra cependant, pour reconnaître l'Estonie, que les relations entre Moscou et Tallin soient clairement réglées.

FRANÇOISE NIETO

Concert de félicitations dans les capitales arabes

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

« Rira bien qui rira le dernier », titrait dans l'hebdomadaire libanais *El Jounhourly* au soir du coup de force contre M. Gorbatchev. Le numéro soviétique s'en est souvenu lors de sa première conférence de presse, jeudi 22 août, après son retour à Moscou, en ironisant sur l'absence de messages de félicitations de « Hussein et Kadhafi ». Sous chefs d'Etat étrangers - avec le président du Soudan, le général Omar El Béchir - à s'être publiquement et très vite réjouis du putsch à Moscou, les présidents irakien et libyen sont, cette fois, restés muets.

En réponse à un message de M. Gorbatchev au président Saddam Hussein l'assurant (selon l'agence irakienne INA) que l'URSS « est déterminée à soutenir les principes constitutionnels, à rétablir l'ordre et la suprématie de la loi, à respecter les droits de l'homme ainsi que tous les traités, engagements et accords », le ministre irakien des affaires étrangères a certes souhaité au « peuple soviétique une prospérité, stabilité, progrès et un développement accru des relations entre les deux pays ».

« Affaire intérieure »

Il n'empêche que la déception est grande à Bagdad et que, une fois de plus, le gouvernement s'est trouvé en porte-à-faux, donnant de vaines espérances à une population qui n'en peut plus. La presse de Bagdad - officielle - traduit cet embarras en renvoyant en pages intérieures la nouvelle du retour du président soviétique, qu'elle avait qualifié de « dernier tsar ». On peut, dès lors,

penser que les dirigeants soviétiques seront moins enclins à faire pression sur la communauté internationale pour faciliter la tâche de M. Saddam Hussein.

Si beaucoup de dirigeants arabes s'étaient montrés prudents aux premiers heures du coup de force, ils n'ont cette fois pas hésité pour le féliciter, associant d'ailleurs souvent à leurs vœux le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine. Bagdad, d'ailleurs, il doit paraître que les pays du Golfe manifestent au contraire leur satisfaction. Après quelques trois jours d'isolement, leurs dirigeants ont tous congratulé M. Gorbatchev et Eltsine, souhaitant le retour du « rôle positif et important » de l'Union soviétique sur la scène internationale.

Les évents participants à une conférence de paix au Proche-Orient, que devraient conjointement présider en octobre les États-Unis et l'Union soviétique, ont fait de même. Le président égyptien, qui avait, dans une interview, estimé que la principale « erreur » de M. Gorbatchev était de s'être « plié aux pressions de l'Occident », lui a téléphoné pour le féliciter.

Principal allié de Moscou, la Syrie, qui n'avait que très tardivement réagi par la bouche de son ministre des affaires étrangères en déclarant mercredi après-midi que ces événements « étaient qu'une « affaire intérieure », a cette fois promptement complimé le numéro un soviétique, le président Assad envoyant un message en ce sens à M. Gorbatchev. La presse syrienne (officielle) avait toutefois tiré mercredi sur « une profonde satisfaction populaire en URSS », laissant ainsi percer un certain contentement. En Jordanie, où les commentateurs de la presse - plus libre - avaient dans l'ensemble favorisé la chute de M. Gorbatchev, le roi Hussein - qui ne

s'était pas exprimé - a lui aussi envoyé un message de félicitations.

Instruite sans doute par l'expérience du Golfe, l'OLP n'avait pas, cette fois, suivi les réactions de joie des Palestiniens des camps de réfugiés. La seule réaction officielle de la centrale palestinienne se contentait de considérer comme « une affaire intérieure soviétique » les changements de Moscou. Si certains dirigeants du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) de M. Georges Habache ou du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine) de M. Nayef Hawatmeh s'étaient réjouis de la chute de M. Gorbatchev, ils ne faisaient que traduire un sentiment largement partagé non seulement parmi les Palestiniens, mais encore dans l'opinion publique arabe.

« Message spécial à l'Irak »

Sans avoir rien d'idéologique - les peuples arabes souffrent plus que d'autres des dictatures - la satisfaction devant l'événement de M. Gorbatchev reflète avant tout l'espoir d'un retour d'une Union soviétique combattive, seule puissance capable de résister aux États-Unis, inconditionnel allié d'Israël. Dans cette mesure, l'échec du putsch déçoit sans aucun doute tous ceux qui, un peu vite, avaient de nouveau cru à un rapport de forces de nature à freiner l'instauration de la Par Américaine dans la région. Cette attitude n'est sûrement pas une surprise pour M. Gorbatchev, qui aura toutefois pu mesurer la déception profonde que sa politique engendre chez les peuples arabes.

Le président iranien, pour sa part, a eu droit à un « message spécial » de M. Gorbatchev, qui a remercié l'Iran pour sa « position sage » devant ces événements. Si les dirigeants iraniens se félicitent du

rétablissement de M. Gorbatchev, leurs opposants les plus radicaux, eux, avaient salué son renversement, toujours dans l'espoir que l'URSS puisse de nouveau contre « l'ordre américain ». Le journal *Kayhan* estime déjà, en guise de consolation, que « la guerre entre Gorbatchev et le courant Eltsine a commencé ».

La parenthèse du coup d'Etat soviétique reformé, les préparatifs de la conférence de paix reprennent. A l'issue d'un entretien avec le président Hosni Moubarak à Alexandrie, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charrh, a estimé, jeudi 22 août, que la participation de l'URSS à cette conférence « dont elle est l'un des partenaires, ne sera pas affectée par ces événements ».

La presse syrienne s'est toutefois montrée très pessimiste, le quotidien *As Saoura* écrivant : « Avec l'approche de la tenue de la conférence, nous constatons une recrudescence dans la provocation et le défi du port d'Israël, qui répète qu'il maintient son occupation de Jérusalem et du Golon et qu'il refuse d'abandonner sa politique d'implantation. Si telle est la conception de la paix israélienne, personne ne peut manifester un minimum d'optimisme pour une solution juste et globale ».

Une délégation palestinienne des territoires occupés, invitée prochainement en Union soviétique, aura en tout cas l'occasion de faire valoir directement son point de vue à Moscou, avant que ne revienne dans la région M. James Baker. Mais le secrétaire d'Etat américain devra sans doute attendre encore la position officielle de l'OLP, qui reste dans une très large mesure déterminante pour l'organisation de la conférence.

FRANÇOISE CHIPAUX

Jérusalem : à boulets rouges contre l'Irak, la Libye et l'OLP qui s'étaient réjouis du putsch

L'échec du coup de force contre M. Mikhaïl Gorbatchev a été l'occasion pour les dirigeants israéliens d'écraser les dirigeants arabes - d'Irak, de la Libye, et surtout palestiniens - qui s'étaient réjouis un peu vite de la victoire des putschistes en URSS.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, a stigmatisé, jeudi 22 août, la « joie des éléments arabes qui ont souhaité la victoire de la réaction en URSS. Ils ont parlé de nouvel équilibre mondial. Le retour de la tension internationale, les menaces de guerre, la course aux armements entre les deux blocs, est-ce cela l'équilibre ? Seuls ceux qui ne voient pas l'avenir peuvent le prétendre ». Ensuite, M. Lévy, dans un entretien téléphonique avec son homologue néerlandais, M. Hans Van den Broek, s'est pris à dire : « L'OLP, qui s'est démanté et est incapable de changer (...). Cette

organisation terroriste qui avait soutenu le tyron Saddam Hussein en août dernier s'est empressée cette fois de soutenir les forces réactionnaires en URSS ».

Pour le reste, les vives appréhensions exprimées en Israël au lendemain du coup d'Etat semblent à présent apaisées. Cela concerne en particulier le sort des juifs soviétiques ; il n'est plus question d'options de sauvetage par port aérien. Et si M. Ariel Sharon, le ministre de l'habitat, lance des appels aux juifs d'URSS pour que, « sans plus tarder, ils viennent s'installer dans le seul pays où ils peuvent vivre en sécurité », plus personne ne s'attend à un rush. Tout au plus anticipent-ils à une certaine augmentation de l'émigration. Au cours des quinze premiers jours du mois d'août, moins de cinq mille juifs soviétiques étaient venus en Israël.

Des dirigeants rassurés

Sur un autre point, les dirigeants israéliens ont salué le rétablissement prochain des relations diplomatiques avec l'URSS. « Le

dialogue de ce sujet va bientôt reprendre », a annoncé M. Lévy. Peut-être même sur de meilleures bases, car, dans les milieux politiques à Jérusalem, on estime que les dirigeants soviétiques devraient à présent « rafraîchir » encore davantage leurs liens avec l'OLP et s'exigeront peut-être plus la participation de l'organisation de Yasser Arafat à la conférence de paix.

Enfin, à propos de cette conférence de paix prévue pour octobre, l'hypothèse de travail à Jérusalem n'est plus qu'elle est compromise mais qu'elle risque malgré tout d'être quelque peu retardée. Après plusieurs jours de silence prudent, le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, y a lui-même fait allusion mardi 21 août, en déclarant : « Il m'est difficile d'affirmer que le calendrier initial se réalisera ; il faut voir ce qui se passe avec les autres partenaires liés au processus ».

Si les Israéliens peuvent finalement dresser un bilan positif des événements d'URSS, il n'en va certainement pas de même des Palestiniens des territoires occupés de Cis-

jordanie et de Gaza, accusés de toute part d'avoir une nouvelle fois fait le mauvais choix et de n'avoir pas su tirer les enseignements de leur attitude pendant la crise du Golfe. « Mauvais argument, rétorque-t-on généralement à Jérusalem-Est, il faut faire la distinction entre les réactions de la rue et celles des dirigeants ».

Dans les territoires occupés, les personnalités palestiniennes de premier plan (sauf celles liées aux organisations les plus radicales) ont souvent été assez prudentes, alors que les journaux de Jérusalem-Est comme *El Fajr* (pro-OLP) expliquaient à longueur de colonnes que M. Gorbatchev avait brisé ses amis arabes et que ceux qui l'avaient renversé allaient enterrer le nouvel ordre arabo-islamique au Proche-Orient. Cependant, il y a eu des « dérapages », et le seul dirigeant à s'être vraiment tiré d'affaire a été une nouvelle fois M. Fayçal Husseini, l'interlocuteur palestinien numéro un du secrétaire d'Etat américain James Baker, qui, à l'instar de M. Shamir, a gardé le silence ou s'est contenté de déclarations sibyllines. (Intérim.)

« Boris Eltsine a gagné ses galons d'homme d'Etat dans la bataille », déclare M. Jean-Pierre Cot

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

« Notre premier devoir est de dire notre admiration au peuple russe et aux dirigeants réformateurs... » A la session du « Bureau chargé » du Parlement européen, on attendait l'orateur au tournant, jeudi 22 août. M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste, qui s'était fichtement illustré au printemps dernier en éconduisant devant les caméras de télévision M. Boris Eltsine, invité à Strasbourg, allait-il dire ce que tous attendaient ? Oui, cela vint enfin, au milieu de bruits divers dans l'assistance : « Je veux saluer ici Boris Eltsine, symbole de cette résistance courageuse, qui a gagné ses galons d'homme d'Etat dans la bataille ».

Après M. Egon Klepsch, chef des démocrates-chrétiens, qui proposa le président de la Russie pour le Nobel, M. Valéry Giscard d'Estaing, président du groupe libéral s'abstint

de tout commentaire, laissant à un Irlandais d'une autre formation le soin de rappeler : « Malheureusement, certains, parmi nous, n'ont pas su reconnaître ce que représentait Boris Eltsine ». L'ancien président de la République préféra utiliser son temps de parole pour déplorer l'isolement du conseil européen prévu pour vendredi, dans la mesure où celui-ci aurait permis d'évoquer des problèmes de fond qui continuent à se poser.

Par exemple, « avec quelles structures politiques nos relations sont-elles appelées à se développer ? » : l'URSS ou les futures Républiques souveraines ? Par ailleurs, au sujet des accords d'association négociés par la Communauté avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, les projets initiaux ou sont-ils pas à revoir ? « Il faut donner - comme le traité de Rome le permet - une dimension politique à l'association de ces trois pays avec la Communauté », a dit M. Giscard d'Estaing.

Après lui, beaucoup d'orateurs

ont évoqué, chacun dans son style, le dossier de la coopération avec les anciens pays satellites et surtout avec l'URSS dans sa forme future. « Nous nous plaçons, à l'heure actuelle, dans l'Union soviétique », proposa M. Bernard Antony au nom des Droites européennes. M. Hans Van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres et de la Coopération politique, a indiqué à l'Assemblée que la mesure de gel de l'aide économique déjà promise par les Douze à Moscou avant les événements allait, bien sûr, être annulée, mais il est resté vague quant aux formes futures que pourraient revêtir des concours accrus.

Egalement présent, M. Jacques Delors était dans un de ses jours de franco-parler bourgeois. Allant à l'encontre de plusieurs sottises de l'Assemblée, il a déclaré qu'un « plus grand engagement » - c'est-à-dire une aide plus importante - des Douze n'aurait sans doute pas évité la tentative de coup d'Etat, tant étaient multiples les problèmes de

l'URSS. La question d'une aide accrue devrait maintenant être examinée dans un cadre international plus large que la Communauté, a-t-il estimé.

Il a rendu un hommage vibrant à M. Gorbatchev, l'homme qui « avait libéré la parole », mais il n'a pas eu peur de dire : « Le traité de l'Union, tel qu'il était signé, ne me rassurait pas », ne serait-ce que parce qu'il ne prévoyait pas clairement de monnaie unique. Selon le président de la Commission, les élus des pays de la Communauté, créée pour remédier aux morcellements nationaux, auraient un comportement paradoxal en souhaitant l'écroulement total de l'Union soviétique.

Quant à une association économique encore plus étroite que prévu à court terme avec la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie, il a lancé à ses confrères : « Expliquez à vos agriculteurs qu'il faudra importer plus et je vous croirai ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

EN UNION SOVIÉTIQUE

dans le monde et l'aide à l'URSS

Budapest :
comme la crise
paraissait lointaine...

BUDAPEST
de notre correspondant

Le contraste est saisissant lorsque l'on compare les premières réactions tchécoslavaques et polonaises au coup d'État à Moscou et l'attitude des Hongrois. C'est à sa demande si ces trois pays font partie de la même Europe centrale jadis dominée par l'empire soviétique. MM. Lach Walesa et Vaclav Havel ont immédiatement réagi à la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Et, dans leurs propos, on pouvait sentir une réelle émotion et une véritable inquiétude. A Budapest, le ton était bien différent, comme si le pays ne voulait pas sortir de sa torpeur estivale et des réjouissances organisées à l'occasion de la fête nationale du 20 août et de la visite du pape Jean-Paul II.

La journée du lundi 19 août avait pourtant été bien longue. Plus les nouvelles alarmantes en provenance de Moscou se multipliaient et plus les autorités hongroises se repliaient dans un mutisme. Il fallut attendre le journal télévisé de 19 h 30 pour que le premier ministre conservateur, M. Jozsef Antall, rompe le silence. Bien entendu, il a condamné les putschistes du Kremlin et salué l'action réformatrice de Mikhaïl Gorbatchev.

M. Antall, on le sait, n'est pas un homme qui laisse libre cours à son émotion. Mais le formalisme de son intervention paraissait terriblement décalé par rapport à l'ampleur de l'événement qui se déroulait de l'autre côté de la frontière hongroise. D'autant plus décalé que le premier ministre a consacré la moitié de son allocution aux répercussions économiques et négatives de la crise soviétique sur l'URSS, au moment où elle est menacée par la guerre civile et la Hongrie s'interroge de l'équilibre de sa balance commerciale, a cruellement constaté un observateur étranger.

Le spectre
de 1956

Bien sûr, l'ensemble de la classe politique a formulé toutes les condamnations d'usage en de pareilles circonstances. Mais comme cette crise, si proche, paraissait lointaine ! Par sa réaction tardive et par ses propos en demi-teintes, le gouvernement hongrois s'est volontairement mis en retrait. Comme si, après tout, cette affaire ne le concernait que de loin.

Après avoir été obligée de «coller» à l'URSS, la Hongrie s'efforce désormais de prendre des distances pour marquer son éloignement, définitif, de l'ancien camp. Mêmes réserves du côté de l'opposition. L'Alliance des démocrates libres, la deuxième parti du pays, a paniqué à l'idée d'une manifestation de soutien aux réformateurs soviétiques devant l'ambassade d'URSS à Budapest. Mais, le temps de réfléchir sur l'organisation de cette manifestation, Mikhaïl Gorbatchev était déjà de retour à Moscou...

Pourtant, dès l'annonce du putsch, la population hongroise a été réellement inquiète. Personne ne pouvait s'empêcher de faire le parallèle avec l'intervention de 1956. Un processus de réforme brutallement étouffé par les chars de l'Armée rouge. Et le spectre d'une nouvelle invasion immédiate hantait toutes les mémoires, tant le traumatisme de 1956 est toujours vivace. Mais, en guise de réponse à ces préoccupations légitimes, le premier ministre s'est contenté d'une déclaration ironique. Il a exprimé son soulagement : le récent traité de dissolution du pacte de Varsovie ne pouvait être remis en cause puisqu'il avait été ratifié, côté soviétique, par Guennadi Ianev, le leader putschiste...

YVES-MICHEL RIOLS

Washington : M. Bush n'entend pas changer de politique vis-à-vis de Moscou

WASHINGTON

de notre correspondant

Tout en annonçant le levé des sanctions économiques décidées au lendemain du coup d'État, M. Bush a assuré, jeudi 22 août, qu'il n'entendait aucunement changer de politique.

Conscient que les États-Unis allaient être soumis à nombre de pressions pour accroître leur aide à l'URSS, le président Bush a défendu ses options. Rien ne servira, a-t-il dit, en substance, d'augmenter une aide que les structures de l'économie soviétique ne sont pas capables d'absorber. Pour que les Soviétiques soient à même de bénéficier d'une assistance accrue, il faut d'abord qu'ils accélèrent leurs réformes économiques. D'autre part, il n'y a guère d'investissements américains à se presser en URSS, a poursuivi M. Bush, tant qu'ils ne seront pas où se trouve le vrai pouvoir dans ce pays - à Moscou ou dans les Républiques.

Discrettement, c'était une manière d'inciter M. Gorbatchev à reprendre son ouvrage là où les putschistes l'avaient interrompu, c'est-à-dire à obtenir la signature de ce traité devant régir les relations entre le «centre» et les Républiques. La remarque n'était évidemment pas fortuite au moment où les responsables américains prennent conscience de l'impopularité du président soviétique, au moment où émergent des personnalités comme M. Boris Eltsine et où le Parti communiste paraît plus décadé que jamais.

Prudemment, c'est-à-dire sans en faire le point fort de son intervention, M. Bush a aussi évoqué la situation des pays baltes : «Cela fait longtemps que je pense que plus tôt ils pourront être indépendants, le mieux cela sera. Il ne semble pas qu'il y ait aujourd'hui une occasion pour accélérer les conversations devant mener à leur indépendance».

Videmment, le président ne voulait pas paraître singulier, d'avantage dans les salons de l'URSS, mais le message de sa prestation n'en était pas moins clair : les dirigeants soviétiques doivent produire de la croissance des réformes, condition première d'un accroissement de l'aide occidentale. Apparemment, l'administration américaine n'est pas unanimement convaincue que M. Gorbatchev saura saisir sa chance. Si M. Bush s'est refusé à commenter la nomination du maréchal Mikhaïl Moïseïev au poste de ministre de la défense, un haut fonctionnaire américain, «officiant» la presse, n'a pas hésité, lui, à dire toute la défiance des États-Unis à l'égard d'un officier dont la loyauté a pu être mise en doute, au moment du coup d'État : «C'est un homme qu'on n'aurait pas avoir derrière soi dans une pièce sombre», a justement dit cette source. Plus diplomatique, M. Bush a fait part de la même réserve en expliquant que les États-

Les Douze sont tenus par leurs promesses aux pays d'Europe centrale et orientale

LA HAYE

de notre correspondant

Les Douze ont annulé, jeudi 22 août, les mesures de rétorsion adoptées quarante-huit heures plus tôt à l'encontre de l'URSS. Ils ont annoncé le rétablissement de l'assistance économique communautaire (garantie de crédits pour l'achat de biens alimentaires et assistance technique pour un montant annuel de 900 millions d'euros, soit 6,3 milliards de francs), ainsi que leur participation à la réunion sur les droits de l'homme, qui doit avoir lieu le mois prochain à Moscou, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Dans la déclaration diffusée jeudi après-midi par la présidence néerlandaise, les pays de la Communauté se réjouissent du rétablissement de l'ordre constitutionnel en URSS, mais font preuve de prudence. Ils rendent hommage, dans la même phrase, «au président Gorbatchev, qui est l'architecte des réformes, et au président Eltsine, qui est le rôle-clé joué par le président Eltsine et les autres responsables démocratiquement élus». Ils relèvent ensuite que «l'URSS fait toujours face à de nombreux problèmes notamment pour déve-

loper de nouvelles relations entre les Républiques la constituant», et ils souhaitent que «des solutions soient trouvées grâce au dialogue et à des négociations». Enfin, les Douze se font une ouverture quant à une éventuelle extension de leur aide économique et financière, comme l'idée en a pourtant déjà été évoquée dans plusieurs capitales.

Cette déclaration ne rend pas complètement caduque celle adoptée mardi après-midi par les ministres des affaires étrangères, dont il subsiste l'engagement pris par la CEE d'accroître la coopération avec la Bulgarie, la Roumanie et l'Albanie et de conclure rapidement des accords d'association avec la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Le président de la Communauté européenne, M. Jacques Delors, avait indiqué dès mardi sa volonté de mettre les Douze au pied du mur : «Il ne faut pas pousser de longs sanglots le dimanche si les pays de la Communauté ne sont pas prêts, le lundi, à accepter les concessions commerciales qui sont indispensables. Agriculture, textile, acier et charbon : voilà ce que les pays est-européens ont à leur vendre. Il leur faut trouver des débouchés pour financer la modernisation et l'expansion de leurs économies. Les Européens devront donc mettre leur actes en accord avec leurs paroles».

Les critiques les plus fréquentes ont porté sur la fin de non-recevoir

Un des commentateurs du *Washington Post* le moins bien disposés à l'égard du président observe que «Bush est apparu ferme et sévère, incontestablement aux commandes, (...) à l'occasion d'une crise qui renforce son aura d'indivisibilité». Même conclusion du *Wall Street Journal*, qui assure : «Bush a encore accru des chances de réélection déjà formidables».

Difficile pour les démocrates de rivaliser avec cette présence présidentielle continue sur le petit écran, avec ce président, presque acteur de la crise, que l'on voit, sage, sûr, maître de son destin, interrompre une partie de pêche pour aller s'entretenir au téléphone avec M. Gorbatchev. C'est mercredi - très symboliquement, le jour de l'échec du putsch à Moscou - qu'un des plus sérieux candidats pour le Parti Démocrate, le sénateur du Tennessee, M. Albert Gore, a annoncé qu'il renoncera à entrer dans la course présidentielle.

Mollement et pas toujours bien inspirés, les démocrates ont pourtant essayé, au début de la crise, de faire porter quelque responsabilité au président Bush. On ne démentait plus son indifférence aux problèmes européens, mais on blâmait une politique étrangère bâtie sur le soutien au seul Mikhaïl Gorbatchev et qui allait s'effondrer du fait de l'élection d'un nouveau président. Quelques heures après l'annonce du coup d'État, M. Ron Brown, président du Parti démocrate, s'interrogeait sur «ce qui [allait] rester du nouvel ordre international» cher à M. Bush. M. Gorbatchev de retour au Kremlin, la question n'était plus d'actualité.

Les critiques les plus fréquentes ont porté sur la fin de non-recevoir

Un des commentateurs du *Washington Post* le moins bien disposés à l'égard du président observe que «Bush est apparu ferme et sévère, incontestablement aux commandes, (...) à l'occasion d'une crise qui renforce son aura d'indivisibilité». Même conclusion du *Wall Street Journal*, qui assure : «Bush a encore accru des chances de réélection déjà formidables».

Difficile pour les démocrates de rivaliser avec cette présence présidentielle continue sur le petit écran, avec ce président, presque acteur de la crise, que l'on voit, sage, sûr, maître de son destin, interrompre une partie de pêche pour aller s'entretenir au téléphone avec M. Gorbatchev. C'est mercredi - très symboliquement, le jour de l'échec du putsch à Moscou - qu'un des plus sérieux candidats pour le Parti Démocrate, le sénateur du Tennessee, M. Albert Gore, a annoncé qu'il renoncera à entrer dans la course présidentielle.

Mollement et pas toujours bien inspirés, les démocrates ont pourtant essayé, au début de la crise, de faire porter quelque responsabilité au président Bush. On ne démentait plus son indifférence aux problèmes européens, mais on blâmait une politique étrangère bâtie sur le soutien au seul Mikhaïl Gorbatchev et qui allait s'effondrer du fait de l'élection d'un nouveau président. Quelques heures après l'annonce du coup d'État, M. Ron Brown, président du Parti démocrate, s'interrogeait sur «ce qui [allait] rester du nouvel ordre international» cher à M. Bush. M. Gorbatchev de retour au Kremlin, la question n'était plus d'actualité.

Les critiques les plus fréquentes ont porté sur la fin de non-recevoir

Un des commentateurs du *Washington Post* le moins bien disposés à l'égard du président observe que «Bush est apparu ferme et sévère, incontestablement aux commandes, (...) à l'occasion d'une crise qui renforce son aura d'indivisibilité». Même conclusion du *Wall Street Journal*, qui assure : «Bush a encore accru des chances de réélection déjà formidables».

Difficile pour les démocrates de rivaliser avec cette présence présidentielle continue sur le petit écran, avec ce président, presque acteur de la crise, que l'on voit, sage, sûr, maître de son destin, interrompre une partie de pêche pour aller s'entretenir au téléphone avec M. Gorbatchev. C'est mercredi - très symboliquement, le jour de l'échec du putsch à Moscou - qu'un des plus sérieux candidats pour le Parti Démocrate, le sénateur du Tennessee, M. Albert Gore, a annoncé qu'il renoncera à entrer dans la course présidentielle.

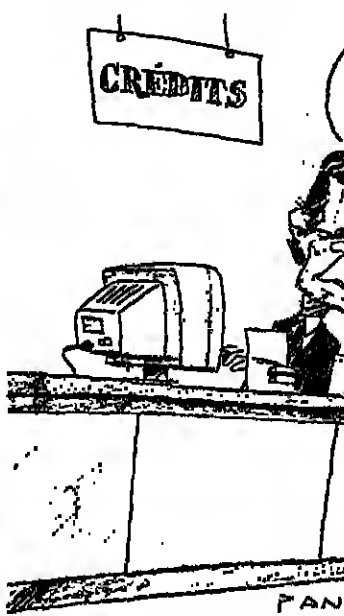
Mollement et pas toujours bien inspirés, les démocrates ont pourtant essayé, au début de la crise, de faire porter quelque responsabilité au président Bush. On ne démentait plus son indifférence aux problèmes européens, mais on blâmait une politique étrangère bâtie sur le soutien au seul Mikhaïl Gorbatchev et qui allait s'effondrer du fait de l'élection d'un nouveau président. Quelques heures après l'annonce du coup d'État, M. Ron Brown, président du Parti démocrate, s'interrogeait sur «ce qui [allait] rester du nouvel ordre international» cher à M. Bush. M. Gorbatchev de retour au Kremlin, la question n'était plus d'actualité.

Les critiques les plus fréquentes ont porté sur la fin de non-recevoir

Un des commentateurs du *Washington Post* le moins bien disposés à l'égard du président observe que «Bush est apparu ferme et sévère, incontestablement aux commandes, (...) à l'occasion d'une crise qui renforce son aura d'indivisibilité». Même conclusion du *Wall Street Journal*, qui assure : «Bush a encore accru des chances de réélection déjà formidables».

qui fut opposé à M. Gorbatchev lorsque le président soviétique réclamait des Occidentaux, et notamment des États-Unis, une aide supplémentaire accrue sans laquelle, disait-il, les «durs» du Parti pourraient bien tenter quelque chose. Alors que l'Allemagne et la France auraient souhaité un comportement plus général, les États-Unis ont été les plus réticents face aux demandes soviétiques, lors du sommet des sept plus grands pays industrialisés, fin juillet à Londres. Même si M. Bush paraît ne pas vouloir modifier son attitude, certains, aujourd'hui à Washington, appellent à un examen de conscience.

ALAIN FRACHON



Les Occidentaux vont accroître leur soutien financier

Dès l'annonce de la chute des putschistes, les pays occidentaux ont annoncé jeudi 22 août la reprise de leurs programmes d'aide à l'URSS et leur volonté d'accroître leur soutien financier aux réformes qui devraient être engagées à Moscou.

La Communauté européenne s'est prononcée en faveur du rétablissement des deux programmes suspendus lors de la réunion des ministres des affaires étrangères à La Haye, mercredi 21 août : le premier concerne l'aide technique, et porte sur 400 millions d'euros (2,8 milliards de francs), le second vise à appuyer des projets de développement pour un montant de 500 millions d'euros. Le président de la commission, M. Jacques Delors, a déclaré aux députés européens qu'il ne «conseillerait pas de faire plus pour l'URSS si les Soviétiques n'arrivent pas dans ce grand pays à avoir des institutions qui permettent de fonctionner, même de façon décentralisée». Il a évoqué la possibilité d'une réunion prochaine du groupe des Sept consacrée spécialement à l'URSS.

De sa résidence de vacances, M. George Bush a indiqué son souhait d'examiner une aide directe à l'Union soviétique. Jusqu'à présent, les États-Unis n'ont apporté que des garanties de crédit à l'exportation.

Les dirigeants allemands ont pour leur part mis en cause les réserves que manifestent leurs partenaires occidentaux pour apporter une aide financière massive à l'URSS. «Les Allemands sont allés jusqu'au bout de leurs possibilités d'aide, mais je ne peux pas dire la même chose de tous les États occidentaux», a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher.

En France, le ministre de l'économie, M. Bérégovoy, a annoncé qu'il se rendrait en URSS les 5 et 6 septembre. M. John Major, le premier ministre britannique chargé cette année de présider le groupe des Sept, s'est prononcé en faveur de la conception d'un nouveau plan d'aide à l'URSS.

Un véritable programme d'assistance

A peine les putschistes arrêtés, il est à nouveau question d'aider l'URSS à sortir du piège de la pauvreté et de la récession. Mais cette précipitation à vouloir consentir de nouveaux crédits, faire des dons, organiser une nouvelle aide technique n'est-elle pas un peu prématurée ? Avant de décider combien de milliards seront nécessaires au redécoupage de l'économie soviétique, il faut s'interroger sur les conséquences logiques d'une nouvelle coopération. S'engager à la légère ne servirait à rien, sinon à financer quelques-uns des déficits publics. La politique menée par l'Ouest ces deux dernières années l'a bien prouvé (le Monde du 21 août).

Plus que jamais, aides et réformes paraissent intimement liées. La logique est la même qu'avant le coup d'État : si l'URSS n'adopte pas les mesures nécessaires à la mise en œuvre d'une économie de marché, il ne sert à rien d'apporter des fonds. Mais

presque parallèle à la première, mais entreprise au terme d'une réflexion plus poussée, car elle touche davantage au «centre», géographique et stratégique, de l'économie. Il s'agit d'aides financières nécessaires et urgentes. On sait d'ores et déjà que l'URSS aura cette année un besoin de financement en devises important, vraisemblablement compris entre 5 et 10 milliards de dollars. Pour que la balance des paiements soit équilibrée, Moscou devra soit renoncer à honorer ses échéances, soit trouver des sources de financement nouvelles.

L'aide à la balance des paiements doit-elle consister en une réduction pure et simple de la dette extérieure (70 milliards de dollars), en un rééchelonnement des échéances, ou simplement en de nouvelles lignes de crédit ? Les pays occidentaux ont toujours été divisés sur ce sujet. La première solution serait la plus efficace, mais est politiquement peu acceptable, car jusqu'à présent les États bénéficiaires d'annulations de dettes avaient dû prouver pendant des années leurs efforts continus pour assurer les remboursements, ou démontrer leur incapacité à tout rembourser. La deuxième solution ressemblerait à celle adoptée à l'heure actuelle en Algérie : les «pics» de remboursement de la dette étant très concentrés sur cette année et l'année prochaine (12 milliards de dollars doivent être remboursés cette année), il s'agirait d'échelonner les versements. La troisième solution, le financement direct de la balance des paiements, a l'inconvénient de coûter très cher - il faut verser plusieurs milliards de dollars d'un seul coup - sans remédier aux problèmes de fond.

Les réformes réelles dans l'Union

Cette meilleure insertion de l'URSS dans le système économique et financier international, ces premiers pas, cette réflexion sur l'aide à la balance des paiements laisseront du temps aux dirigeants de Moscou pour poser les fondements des réformes. En matière économique, le traité de l'Union, qui devait être adopté le 20 août, prévoit en effet de définir les grands principes de l'organisation budgétaire, fiscale et monétaire du pays. Une politique des prix et des salaires doit être définie, tandis que reste à élaborer une législation sur la propriété, le travail, le capital étranger, le droit des entreprises et d'autres sujets encore. Alors seulement une coopération plus profonde, qui engagera les pays industrialisés pour de nombreuses années, pourra être mise en œuvre, avec la création, comme en Pologne, d'un fonds de stabilisation de la monnaie nationale ou d'un fonds de soutien au commerce extérieur.

Enfin, le volet le plus important de cette troisième étape consistera à attirer les entreprises occidentales en URSS. Les gouvernements devront amorcer la pompe : lorsqu'elles pénétreront un marché aussi vaste et aussi inconnu que celui de l'URSS, les firmes occidentales, même les plus grandes, ressembleront souvent à des PME débutantes à qui il faut donner de l'argent et des garanties. Certes, un tel travail relève en premier lieu de la profession bancaire. Mais, après la catastrophe financière soviétique des deux dernières années, qui s'est ajoutée au traumatisme de la dette du tiers-monde, les banques occidentales sont traumatisées. Il est peu probable qu'à court terme elles investissent de nouveau massivement en URSS. De l'avis des spécialistes, le rétablissement de la confiance des marchés financiers demande généralement quatre à cinq années d'efforts et de stabilité dans un pays donné.

FRANÇOISE LAZARE

(1) Etude conjointe réalisée par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). OCDE, Paris 1991. Etude sur la situation économique de l'URSS réalisée par la Commission européenne, Bruxelles 1990.

APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT EN UNION SOVIÉTIQUE

La polémique sur l'attitude française

Certains membres de l'opposition jugent que M. Mitterrand a été « dépassé » par les événements

L'attitude de M. François Mitterrand devant la tentative de coup d'État en Union soviétique continue d'être critiquée par l'opposition, qui estime que le chef de l'État a commis une « faute politique » (selon M. Longuet), cédé à « l'esprit de Munich » (M. Pasqua), voire, tout simplement, qu'il a été « dépassé » par les événements (M. Sarkozy). M. Giscard d'Estaing, qui avait lancé les premières attaques, et M. Chirac, qui s'en était gardé, n'ont pas participé à cette nouvelle charge contre M. Mitterrand.

M. Jacques Chirac n'a pas pris part à la polémique mettant en cause les réactions du président de la République face au putsch de Moscou. Il est vrai que, dans la déclaration qu'il a publiée jeudi 22 août, le président du RPR porte, rétrospectivement, une appréciation assez voisine de celle que M. Mitterrand avait formulée le 19 août, puisqu'il indique que « le rideau de fer du socialisme, entravé, ces six dernières années, grâce aux réformes politiques entreprises par M. Gorbatchev, menaçait de se refermer brutalement, risquant d'entraîner une nouvelle guerre froide, peut-être plus dangereuse encore que la première ».

Se félicitant de l'échec des putschistes, « immense victoire pour la liberté et la démocratie pour les peuples de l'Union soviétique et pour le monde », M. Chirac souligne que « M. Eltsine et le peuple russe, donnant au monde une formidable leçon de courage et de maturité politique, ont su faire échouer le putsch des nostalgiques de l'ordre ancien ». Il tire des événements de Moscou deux conclusions : « L'illusion communiste dans l'histoire de l'humanité semble, maintenant, dissipée, et la révolution démocratique, qui a traversé l'Europe depuis 1989, bel et bien irréversible. » Soulignant « la bienvenue à la Russie dans la famille des nations démocratiques d'Europe », le maire de Paris observe que, « cependant, des risques de déstabilisation demeurent [...] liés à l'ampleur des réformes nécessaires à l'Est et à l'importance des armements accumulés ». Il fait écho à sa propre déclaration du 19 août lorsqu'il réaffirme que « les hommes d'Europe doivent demeurer vigilants et de toujours disposer des moyens nécessaires à leur sécurité ».

« Notre joie est grande », a déclaré

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, qui juge que « même si de nombreux problèmes restent en suspens, la victoire de la démocratie et du droit est un soulagement et un espoir pour des millions de personnes à travers le monde », et que « le moment n'est pas à la réflexion sur les retards et les faiblesses répétées de la politique étrangère française ». « Ce moment vient et, avec lui, les questions qu'il entraîne », a ajouté le dirigeant centriste, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale. M. Charles Millon, président du groupe UDF, a précisé que doit être ce moment, en soulignant un débat de politique étrangère, au Palais-Bourbon, dès l'ouverture de la session parlementaire, au début d'octobre.

M. Pasqua :
« l'esprit de Munich »

D'autres responsables de l'opposition n'ont pas cette patience. Jeudi soir, au cours du journal de TF1, M. Charles Pasqua n'a pas hésité à évoquer l'abaissement des démocraties face à Hitler, en 1938, pour expliquer les réactions provoquées, à droite, par les propos de M. Mitterrand le 19 août. « Nous avons eu l'impression que l'esprit de Munich soufflait sur Paris », a affirmé le président du groupe RPR du Sénat, reprochant au chef de l'État d'avoir « donné l'impression de considérer le coup d'État comme un fait acquis ». Pour M. Pasqua, « les choses étaient simples : il fallait réagir de manière très forte, en disant qu'on n'avait aucune relation avec ces gens qui avaient volé la démocratie en Union soviétique ». Béria, l'ancien ministre de l'Intérieur, a observé que « lorsqu'on est président de la République, on n'en est pas moins homme et qu'on peut commettre des erreurs comme tout un chacun ». « Que l'on soit porté à le reconnaître, c'est tout à fait évident », a-t-il ajouté, en assurant que les dirigeants de l'opposition « auraient préféré » pouvoir soutenir M. Mitterrand comme ils l'avaient fait lors de la guerre du Golfe.

Dès vendredi matin, sur Antenne 2, M. Alain Vivien, secrétaire d'État aux affaires étrangères, a répondu aux attaques de M. Pasqua en estimant que ce dernier avait dépassé « les bornes de la vulgarité intellectuelle », et confirmé, ainsi, le jugement émis le 21 août, lors de sa seconde intervention télévisée, par M. Mitterrand, pour qui de tels dirigeants « ne sont pas des hommes que nous pouvons soutenir ».

M. Vivien est allé plus loin sur le

fond des choses, en opposant l'attitude de la France à celle des États-Unis. Ceux-ci, a-t-il dit, « cherchent, à l'heure actuelle, à pousser leur avantage » et M. Bush « dicte un peu ses conditions à l'Union soviétique pour lui accorder une aide ». « Nous nous exprimons d'une autre manière, nous ne disons la loi à personne », a déclaré le secrétaire d'État, car « c'est aux Soviétiques, aux Russes et aux peuples des autres Républiques de dire eux-mêmes ce qu'ils veulent ».

Il n'est pas sûr que ce plaidoyer suffise pour réduire au silence les adversaires de M. Mitterrand. A la même heure que M. Vivien, M. Alain Juppé, sur RTL, réaffirmait que « M. Eltsine, le gouvernement russe et les démocrates de Leningrad attendent, dès le début du putsch, une parole forte de Paris, qui n'est pas venue », et que « cela affaiblira la position de la France dans le concert international ». Jeudi, sur Antenne 2, le secrétaire général du RPR, représentant la formule employée par M. Mitterrand au sujet des responsables de l'opposition, avait déclaré que le chef de l'État avait « perdu un peu de son sang-froid » et donné raison au dictateur selon lequel « il n'y a que la victoire qui compte ». Cette vérité, selon M. Juppé, est que M. Mitterrand avait commis, lors de sa première intervention, une « énorme erreur » en adoptant une position « à contre-courant » et en considérant « Guevara comme un des nouveaux dirigeants de l'Union soviétique ».

M. de Villiers :
la France « déshonorée »

« Prince de l'ambiguïté », une fois de plus, selon M. Philippe Mestre, député (UDF) de la Vendée, qui a confié cette appréciation à la Croix du 23 août ; M. Mitterrand a « commis manifestement deux erreurs [...] il a parlé trop tôt [...] et il a condamné les putschistes avec la fermeté qu'il fallait », selon M. Edmond Alphandery, député (UDC) de Maine-et-Loire, qui s'exprimait sur TF1. Pour M. Jean Bousquet, député (apparenté UDF) du Gard, « on peut légitimement être inquiet devant la décision du chef de l'État, surtout en constatant l'écart qui existe entre l'absence de politique étrangère de la France et les bouleversements profonds du monde auxquels nous assistons ». M. Olivier Dassault, député (RPR) de l'Aube, estime que « comme pour la Pologne, et d'autres, nous ne pouvons pas venir à la tête des affaires ».

M. Vivien est allé plus loin sur le

vif esprit moutonnier, se précipitant sur le billet vert. La situation économique américaine n'est guère enthousiasmante : la reprise est timide et incertaine, l'industrie affaiblie, l'État, les entreprises et les ménages hyperendettés, les rendements y sont faibles. Le dollar, le système monétaire international, un rôle croissant. Mais, tout cela, le billet vert reste le monnaie vers laquelle les capitaux inquiets se précipitent à chaque choc : ils expriment ainsi leur confiance dans la puissance militaire et politique des États-Unis, beaucoup plus que dans sa force économique. Or, ce rôle n'a jamais vraiment retrouvé son rôle d'antan. L'étoile du dollar brille donc toujours.

Les conséquences du putsch raté sur l'économie soviétique sont plus difficiles à évaluer, tant les incertitudes politiques internes sont encore grandes. Un élément semble acquis : le coup a levé l'hypothèque conservatrice. Si l'on considère que l'échec économique de M. Mikhaïl Gorbatchev est lié aux concessions permanentes qu'il avait faites aux partisans du système centralisé, on peut penser que demain, le nouveau pouvoir n'aura plus les mêmes contraintes et pourra agir plus librement et avec davantage de détermination pour organiser la transition vers l'économie de marché.

A la polonaise ?

Au-delà, il est encore trop tôt pour prévoir le chemin qui sera suivi. On peut, tout au plus, évoquer l'un des scénarios possibles : celui d'une évolution à la polonaise. Il y a en effet entre la situation économique de la Pologne à la fin des années 80 et celle de l'Union soviétique d'aujourd'hui des similitudes.

Profondément désorganisée après une vague de réformes partielles, l'URSS est plongée depuis le début de l'année dans une série de déséquilibres de type endogène.

pour reprendre l'expression de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, jeudi à Bruxelles : inflation (100 % au pre-

mier trimestre à Moscou), déficit budgétaire, absence de contrôle monétaire, endettement extérieur...

Le tableau ressemble à celui de la Pologne des années 1988 et 1989.

De manière caricaturale (les situations et les parcours politiques sont très différents) on peut penser que si M. Gorbatchev a été le Jankowski des Soviétiques, M. Eltsine pourrait être leur Walesa. Légionnaire par des élections au suffrage universel, le président de la Russie aussi bénéficier d'une popularité aussi large que l'ex-patron du syndicat Solidarnosc. Or une telle popularité paraît indispensable pour la mise en œuvre de réformes radicales, nécessairement difficiles dans une première phase.

L'URSS n'est cependant pas la Pologne. Outre les réformes de la propriété et des prix, les nouveaux dirigeants du Kremlin doivent aborder une question difficile que les collaborateurs de M. Walesa ne connaissent pas : la mise en place d'une organisation économique dans une union de Républiques différentes. Varsovie a ensuite obtenu un soutien exceptionnel des pays occidentaux, avec en particulier l'annulation de la moitié de sa dette. Malgré les déclarations des dirigeants occidentaux de l'immédiat après-putsch, il n'est pas certain que Moscou, Leningrad ou Kiev puissent bénéficier d'aides massives immédiates.

Déterminés à accélérer les réformes économiques, le nouveau pouvoir, débarrassé des freins conservateurs, pourrait donc s'engager dans une « thérapie de choc » à la polonaise. Parmi ses conseillers, M. Boris Eltsine compte d'ailleurs M. Jeffrey Sachs, économiste américain radical qui fut l'un des principaux pères du « plan Balcerowicz » mis en œuvre à Varsovie depuis le 1^{er} janvier 1990.

Les difficultés actuelles de M. Walesa indiquent qu'un choc ne suffit pas toujours pour changer les choses.

ÉRIK IZRAELEWICZ

La direction du PCF fait volte-face

Considérant que la page de couverture de l'Humanité-Dimanche est épatamment inadaptée, la direction du groupe de presse communiste, dirigée par M. Roland Leroy, a décidé de sortir d'une édition spéciale en remplacement du numéro déjà tiré. L'information figure dans l'édition quotidienne de l'organe central du parti du vendredi 23 août.

Fabriquée au début de la semaine et imprimée avant la fin du putsch de Moscou, l'Humanité-Dimanche tirait malencontreusement sur le thème de l'échec, ce qui pouvait suggérer des interprétations à contre-emploi (le Monde du 23 août). Le lecteur pouvait croire qu'il s'agissait de l'échec du putsch, alors qu'il s'agissait de celui de la « perestroïka », processus qui, selon la terminologie officielle, a accompli « en tout domaine » les réformes de l'Union soviétique sur les pays capitalistes.

Estimant sans doute que la déclaration du bureau politique de lundi donnant l'appréciation de la direction du PCF sur le coup d'État était inadaptée, l'équipe de M. Georges Marchais a fait volte-face. Après que la direction ait estimé, lundi, que « les conditions de l'événement de M. Mikhaïl Gorbatchev étaient inacceptables », sans jamais utiliser les mots « condamnation » ou « coup d'État », l'Humanité avait publié intégralement les textes de la lettre pour, selon le quotidien communiste, donner un « maximum d'informations », puis était allé jusqu'à fustiger les démocraties occidentales, en posant une « étrange » et « très claire » question : « Qui va être puni ? »

OLIVIER BIFFAUD

par la non-reconnaissance de la réalité du pouvoir soviétique ? » L'Humanité a fait machine en arrière vendredi 23 août. Le quotidien communiste se félicite de voir M. Gorbatchev annoncer qu'il poursuit la perestroïka car il n'est pas une « givrette ». M. Marchais a essuyé, jeudi, qu'il continuera à le soutenir « très fermement » comme il l'a fait depuis la début. Et dans un télégramme envoyé au président soviétique, il écrit : « Dans notre pays, la condamnation du coup d'État [a été] unanime. Le fait que notre parti a pris sa part de cette condamnation lui a donné plus de force. Nous nous réjouissons d'avoir ainsi pu contribuer, à notre échelle, à épauler ceux qui, en l'Union soviétique, ont agi pour le rétablissement de la démocratie ». Le dernier coup de chapeau de M. Marchais va au « héros » joué par le PC soviétique dont, pourtant, chacun a pu voir qu'il était particulièrement inexistait pendant les heures difficiles.

Cette volte-face ne va pas arranger les affaires d'une direction qui, dès le départ, n'a pas été suivie par une partie de ses élus et quelques-uns de ses dirigeants. Des députés et des membres du comité central ont condamné le coup de force, M. Charles Fiterman a désapprouvé la position du bureau politique, M. Jean Gard, ancien député communiste, a exprimé son « désaccord profond » et des militants de la Loire, notamment, évoquent « l'urgence de changer la direction ». Une explication interne sera peut-être nécessaire.

OLIVIER BIFFAUD

Le bureau confédéral de la CGT s'est « félicité », jeudi 22 août, de l'échec du coup de force et du retour à « une légitime constitutionnelle » en URSS, qui, « s'il s'agit, doit permettre la poursuite de réformes s'appuyant sur la démocratie ». Trois jours auparavant, la centrale syndicale s'était inquiétée non pas de l'événement de M. Gorbatchev, mais de l'instauration de l'état d'urgence « qui intervenait dans une situation marquée par une très forte dégradation économique et sociale, [et qui] ne pouvait, pour la CGT, constituer une solution ni à l'avenir du pays ni aux graves problèmes d'existence vécus par les populations ». La CGT souhaite désormais que la solution de ces difficultés soit « rapidement trouvée ».

De la même façon, la CFDT, qui a exprimé sa « joie » et sa « satisfaction » après la réhabilitation de M. Gorbatchev, estime que « le processus démocratique engagé, le développement nécessaire des

libertés individuelles et collectives [...] doivent être accélérées ».

Au niveau international, le Confédération européenne des syndicats (CES), la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et la Confédération mondiale du travail (CMT) ont, pour leur part, affirmé dans un communiqué commun, qu'elles espéraient, « que le rétablissement du gouvernement constitutionnel conduit par Mikhaïl Gorbatchev, permettra de poursuivre et d'encourager tous les aspects du processus de réforme politique, économique et sociale, y compris la garantie de tous les droits syndicaux ». Ces organisations ont précisé que « le mouvement syndical international continuera d'exercer des pressions auprès de toutes les institutions internationales et des gouvernements pour qu'ils augmentent leur aide et leur coopération économique avec l'Union soviétique ».

EN BREF

Messages de M^{me} Cresson à M^{me} Gorbatchev et Eltsine. — M^{me} Edith Cresson a adressé, jeudi 22 août, des messages de soutien à M^{me} Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine ainsi qu'au maire de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak. Exprimant sa « plus grande satisfaction » face à l'échec du coup d'État, le premier ministre adresse ses « vœux les plus sincères » à M. Gorbatchev et l'assure du soutien de son gouvernement et du peuple soviétique et à ses autorités légitimes dans la voie des réformes démocratiques et du progrès ». A M. Eltsine, M^{me} Cresson fait part de son « admiration pour son courage et sa détermination ». « Je vous adresse ainsi qu'au peuple de la fédération de Russie, mes vœux les plus sincères de réussite dans votre entreprise de réforme démocratique et de mise en place d'une économie de liberté et de progrès », écrit-elle.

M. Roland Dumas devant la commission des affaires étrangères du Sénat. — Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, sera entendu, mardi 27 août, par la commission des affaires étrangères du Sénat, présidée par M. Jean Lecanuet. Ce dernier se trouve actuellement à Moscou en compagnie de M. Michel

Vanzelle, président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Accroissement des capacités téléphoniques entre les États-Unis et l'URSS. — ATT vient de recevoir l'autorisation provisoire d'accroître le nombre de circuits de télécommunications entre les États-Unis et l'Union soviétique. Jusqu'ici, la compagnie américaine utilisait 67 circuits (par câble ou satellite) pour relier les deux pays. Ce chiffre sera porté à 91 (+ 24). Mais les besoins seront loin d'être satisfaits : ATT estime qu'il faudrait 2 300 circuits pour satisfaire la demande. Le feu vert de la Federal Communications Commission à la demande d'ATT, formulée un mois avant les événements, tombe à pic : depuis le début de la semaine, les tentatives d'appel provenant des États-Unis vers l'URSS étaient 100 fois plus nombreuses que d'ordinaire.

Départ vers l'URSS : voie libre. — La situation en URSS redevenant normale, les ministères des affaires étrangères et du tourisme ont annulé, jeudi 22 août, la recommandation de différer les départs vers l'URSS qu'ils avaient adressés aux ressortissants français le 19 août à la suite du coup d'État.

Trois chocs, trois leçons

Suite de la première page

Une fois de plus, l'ensemble des marchés — ceux des capitaux, ceux des monnaies comme ceux des matières premières — ont vécu l'événement, le putsch manqué, en direct sur leurs écrans partout dans le monde. Hypermédiatisé, le coup a été suivi minute par minute dans les salles de marché. Et une fois de plus, les opérateurs ont réagi violemment. Lundi, l'annonce de la destitution de M. Gorbatchev provoquant un effondrement des cours de bourse (Frankfurt perdait jusqu'à 10 %). L'échec du coup d'État conduisant à un renversement complet et se traduisant, mercredi, par une envolée des marchés boursiers.

Comme lors de la crise du Golfe, les marchés, lieux d'anticipation, ont surréagi au choc. C'est dans leur nature. Compte tenu de la faible insertion de l'URSS dans l'économie mondiale, l'ampleur des variations — tant sur les actions que sur les monnaies et le pétrole — a été, cette semaine bien inférieure à celle enregistrée lors du conflit au Proche-Orient, l'an dernier. Globalement, les marchés ont bien fonctionné. Ce vendredi, ils sont pratiquement revenus à leur niveau d'il y a une semaine. Les éléments fondamentaux de l'économie ont repris le dessus dans l'appréciation des investisseurs.

A l'hyper-sensibilité des marchés correspond, à l'opposé, une profonde inertie des économies réelles (la production et les échanges). Cette leçon, que l'on peut tirer des deux chocs précédents (le krach et la guerre du Golfe), s'applique vraisemblablement à nouveau à l'événement de cette semaine. Ces chocs, psychologiques, ne modifient que très marginalement les évolutions économiques fondamentales. Le paquebot de l'éco-

nomie mondiale ne change pas de route à cause d'une tempête sur son chemin. On avait craint une récession à la suite du krach boursier (on avait parlé alors de l'« effet parité-moine ») : il n'y en a pas eu, au contraire. Le monde occidental a connu en 1988 et au début de 1989 une croissance exceptionnelle qui avait en fait commencé dès les premiers temps 1987. La guerre du Golfe menaçait, par un choc pétrolier, de plonger le monde dans une forte récession. Le ralentissement amorcé avait même le conflit au Koweït n'a fait que se confirmer.

Le dollar super-star

Le putsch de cette semaine ne modifie aucune des grandes variables de l'économie mondiale : l'URSS pèse peu (à peine 2 % du commerce mondial). Sa position sur certains marchés risque de provoquer quelques petites tensions, celui des capitaux si le pays emprunte massivement, celui des céréales s'il est obligé d'importer ou celui de l'or s'il se met à vendre massivement. Son ouverture économique accrue, si elle devait se confirmer, pourrait cependant avoir des conséquences plus importantes. L'Allemagne, par exemple, pourrait tirer bénéfice du nouveau cours à Moscou. C'est en tout cas l'analyse que retiennent aujourd'hui les économistes des salles de marché qui ont contribué à une nette revalorisation du deutschemark jeudi.

Troisième leçon : le dollar reste, pour le monde entier, la valeur refuge. Les trois chocs le confirment : dès qu'il y a apparition d'une incertitude nouvelle dans le jeu économique et politique mondial, les opérateurs de marché, animés d'un

Le trésor

du résistant

S A N S • V I S A

Le trésor

A l'ombre de ses platanes, cette bourgade provençale aurait-elle le même appétit pour les belles lettres si l'élite intellectuelle du siècle, écrivains et artistes, n'y avait fait régulièrement étape pour rendre visite au plus célèbre de ses fils, le poète René Char ? Trois ans après la mort de celui qu'on appelait ici « le résistant », et en attendant qu'un accord soit un jour trouvé pour la présentation de ses collections au public, L'Isle-sur-la-Sorgue se souvient de l'auteur de la *Nuit talismanique*. A mi-voix.

du résistant

EN 1974, René Char avait confié à son ami Jean Pénard qu'il lui arrivait souvent « en songe de revoir son père » (1) : « Le père coiffe de son chapeau vu de son dos, il se penche sur sa plâtrerie ou à la maison communale où l'attend sa tâche de maire. Comment dire à son père qu'il n'est plus vivant ? », et René Char expliquait encore à l'ami qu'il emmenait en rêve son père dans la nuit pour un tour de ville, lui répétant doucement : « Papa, tu es mort ».

Trois ans après sa disparition, en 1988, quelqu'un prend-il encore le poète la nuit par la main dans les ruelles de L'Isle-sur-la-Sorgue ou sur les berges basses de la rivière ? René Char hante-t-il toujours sa cité par le sommeil agité de l'un de ses compagnons de Résistance ou de poésie, de l'un de ses « alliés substantiels », comme il nommait tous ceux qui avaient croisé son œuvre ou sa ville ? A première vue, non. Le père, Emile, avait été maire, de 1905 à 1918, de cette bourgade de Vaucluse qui sert d'étape depuis Avignon sur la route du Lubéron. Il a donc une place à son nom, avec une plaque. Son fils a perdu de son vivant déjà

et beaucoup de son fait - le musée-bibliothèque qui devait contenir ses trésors, manuscrits enlumines par ses amis peintres, Braque, Miro, Nicolas de Staël, Picasso ou Dali, Matisse ou Brauner, Gasparine ou Vieira da Silva, et puis tous ceux des originaux, des dédicaces, des gravures, des dessins que René Char n'avait pas encore offerts comme il aimait à le faire à chacune des visites d'un proche à sa petite maison des Busclats, « retirement ouvert », retraite qu'il s'était donnée pour échapper au fracas du monde.

L'effacement du musée-bibliothèque fit grand bruit dans les colonnes du *Provençal* et en ville, lorsque, après bien des palabres entre la municipalité, l'Etat et le poète, René Char l'embrageux avait, en 1984, soit deux ans après l'ouverture du musée à l'hôtel Donadei de Campredon, une bâtisse du XVIII^e siècle, remis ses trésors dans des malles. Il était mort quatre ans plus tard sans qu'une solution soit trouvée, que sa rancœur soit retombée et que les instances officielles aient réglé l'énigme financière du musée. On avait enterré René Char en février 1988 par un jour de grand mistral et sans

tapage. Les amis ayant reproché à Jack Lang, ministre de la culture, lors de l'inauguration du musée, de tenter de récupérer celui qu'on avait surnommé, au bout comme parmi les exécutés de son œuvre, « le résistant », on lui laisse dans la mort un peu de sa superbe indifférence aux coteries.

Et depuis, depuis 1988, L'Isle-sur-la-Sorgue garde pour elle son souvenir mitigé, une gêne sur la question du musée-bibliothèque et des regrets discrets. La réputation de cité des antiquaires l'occupe apparemment bien assez. C'est l'été, ses ruelles sombres, la place de l'Eglise bruisent des promenades lentes et feutrées des touristes. Comme partout dans les villes de Vaucluse, on vend de la limonade aux grosses chaleurs. On retrouve les loisirs estivaux des temps anciens. Ici, la fêre nautique sur la rivière, jeux de joute à la séparation des eaux, carnaval provençal autour de l'île sur des barques à fond plat.

Oui, tout ce qu'offre la Provence, fêtes votives et côtes-du-rhône, pétanque et petits bals. Et festivals bien sûr, L'Isle-sur-la-Sorgue ayant aussi le sien avec les autres cités de

la Sorgue, Fontaine-de-Vaucluse, Le Thor et Lagnes. Apéritifs-concerts, théâtre, danse et peinture sous des ciels étoilés. Soirées culturelles à une enseigne du Festival d'Avignon, qui dégorge ici, comme sur l'autre rive du Rhône, ses trop-pleins de pèlerins empressés. Brocante enfin, huppée à souhait le week-end en perspective de la grande fête du meuble ancien autour du 15 août qui fait de ce bourg, ceint par les roues à aubes de ses eaux basses, l'une des mecs des collectionneurs américains ou japonais.

Cet été comme les autres, L'Isle-sur-la-Sorgue est affairée, rutilante, inventive sur le chapitre des distractions de bon goût. Car ici la concurrence est rude et le public averti. René Char n'est plus, en son musée-bibliothèque de la rue du Docteur Tallet : la plaque qui identifiait au poète le vieil hôtel avec cour et jardin n'est toujours pas rescolée. Lentement, patiemment, la veuve de René Char et la municipalité tentent de renouer le lien que l'écrivain en colère avait affaibli par ses accès d'humeur et sa méfiance. Si cela doit être, ce sera forcément

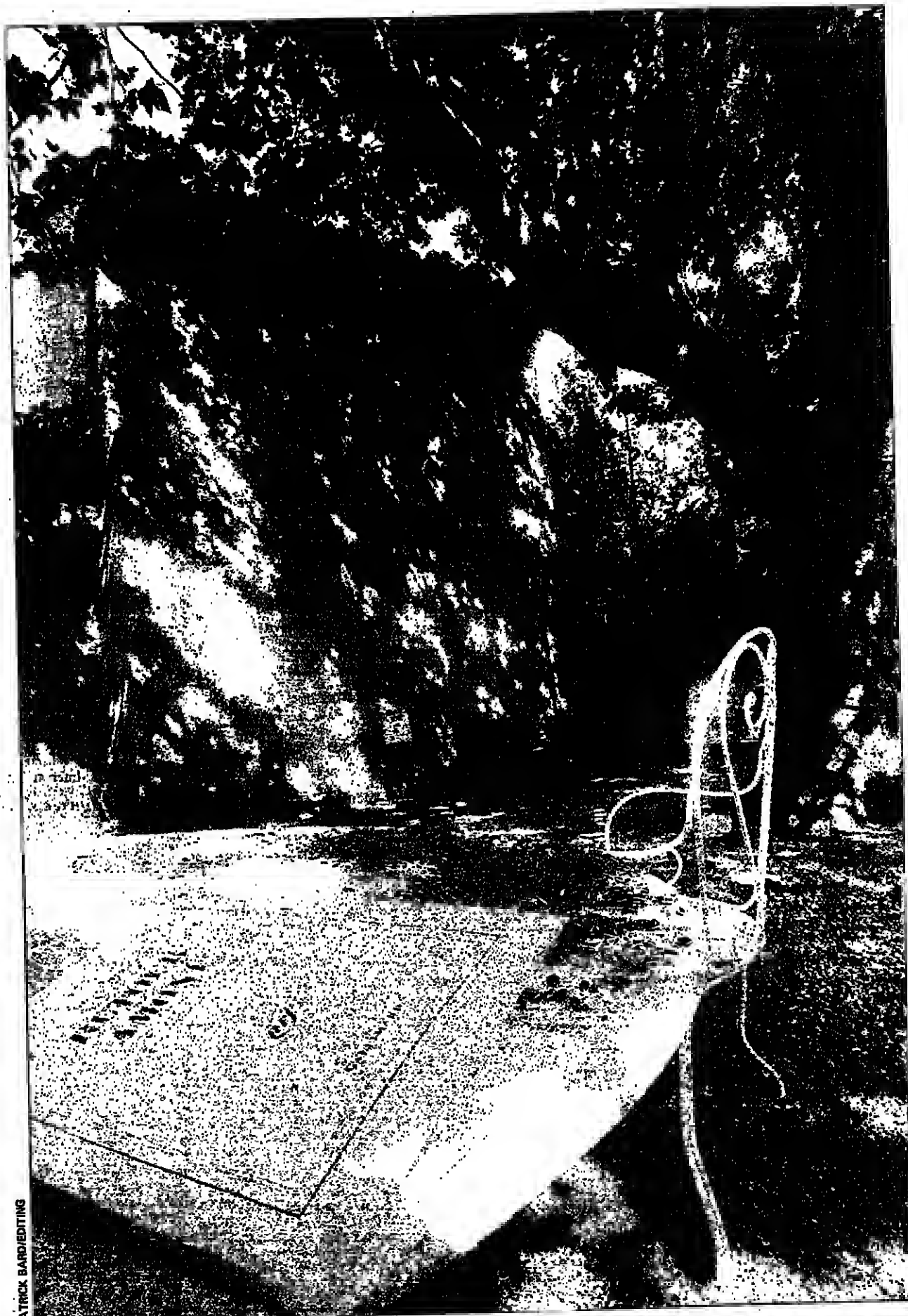
pour plus tard. Char a disparu de L'Isle-sur-la-Sorgue. L'hôtel Campredon est voué cet été à une belle exposition, « Les artistes décident de jouer » (Arp, Miro, Ben, Calder, César, Duchamp, etc.).

Le gardien du musée ne se souvient plus très bien de ces mois d'accrochages en 1982, ni des discours officiels auxquels Char ne répondit point. A l'office du tourisme, on regrette cette brouille terminale entre la ville et son chancre. On n'en sait plus très bien la cause. L'an prochain peut-être, ou dans deux ans, répète-t-on, « l'embroute sera levée ». La cité reprendra alors par la main le colosse des Busclats, sa petite maison encombrée de souvenirs ou, comme il disait lui-même, « cette somme de rapports avec les êtres dans la liberté la plus grande ». On raccrochera au mur les dessins de Picasso et les textes de Camus. On empilera les originaux de GLM (Guy Levis Mano), le premier éditeur-imprimeur de René Char. D'accord, on ne l'appellera plus musée, ce mot qui faisait « horreur » à son bénéficiaire. « Il me fait l'effet d'une trompette qui sonne faux », expliquait encore René Char.

Dans les années 70, rapporte Jean Pénard, le poète avait évoqué ce rassemblement de mémoires. Des maires, dont celui de Carpentras, des amis de la Résistance, dont ceux du Barroux, sur la route de Vaison-la-Romaine, avaient proposé leur cité pour vitrine. Char acceptait l'idée d'un prêt de son brio-à-brac. Eux, en vertu de la loi, espéraient une donation. L'affaire ne se régla point, pas même au plus près des Busclats, à L'Isle-sur-la-Sorgue. « Dans un ou deux ans peut-être », répète-t-on, si ces petits chefs-d'œuvre d'amitié, échanges entre les écrivains et les peintres, eaux-fortes sur beau papier, galets peints, miniatures de Jean Hugo, bref, si le dédale du poète ne s'éparpille pas. Marie-Claude Char y veille jalousement. Les survivants se souviennent de ce que le siècle, depuis les surréalistes, a déposé aux Busclats.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 11

(1) Rencontres avec René Char, par Jean Pénard, José Corti, 1991.
Cet ouvrage relate de nombreux entretiens de l'auteur avec le poète.



A L'Isle-sur-la-Sorgue, la maison des Busclats, « retirement ouvert » où vécut René Char, jusqu'à sa mort en 1988.

Vitesse grand V

EN 1962, Dino Risi passe le volant d'une Lancia Aurelia à Vittorio Gassman, en lui demandant d'en user et d'en abuser, pour tailler à la hache les contours d'une période où il était encore spirituel et glorieux de mourir pour rir en jetant sa voiture à la poursuite du premier venu plus rapide que vous.

Il Sorpasso (le dépasseur), qui devint chez nous le Fonfon, définit sans faiblesse l'image d'un conducteur hors pair à classer d'urgence dans la catégorie des dangers publics d'exception. Gassman dans ses œuvres, entraînant un innocent (Trintignant) tout au long d'une virée chaotique au cours de laquelle il allait le dégoûter de certaines préventions de son âge et de sa classe sociale, lui apprenant au passage que si la vitesse pouvait être un acte de haut bon sens, elle restait la marque d'un esprit indépendant et libre. Saoules d'exploits et de folie chancelante, au petit matin, la route et l'engin abandonnent la partie et plongent de la corniche vers la mer. Lui s'en sort. En bas, plié dans la tête, sage comme une image, le jeune homme réfléchit, mort, aux avantages à tirer d'un week-end mené de façon un peu sportive.

C'était un film-farce, parabole mécanique tout entière livrée à la dangereuse et veule allégresse de Gassman, et que Risi rangera parmi ses productions ruineuses, mais qui, trente ans après, explique assez bien d'où nous venons et la route qui nous reste à parcourir pour arriver indéniablement, si l'on ose dire, jusqu'aux chemins de Saint-Pierre.

Car, c'est vrai, fanfaron ou pas, on se tuait assez « sport » en ce temps-là. Souvenons-nous : Albert

Camus à bord d'une Facel Vega, Roger Nimier aux commandes d'une Aston-Martin ; d'autres encore, dans d'autres bolides. Héros foudroyés presque tout net, que la presse enterrait avec des mois sobres mais fermes, ne sachant trop ce qu'il fallait maudire le plus du coup du sort ou de la faute de pilotage. Le Monde : « La puissante automobile qui roulait à une très vive allure - 130 kilomètres à l'heure selon certains - a brusquement quitté le milieu de la route, toute droite à cet endroit... ». « Il roulait lorsque, par suite d'une cause inconnue, la voiture a fait une terrible embardée... ». Il y avait un style pour raconter ces drames dont étaient victimes même les meilleurs ; le prestige des machines pulvérisées, les allures atteintes au moment du crash, tout ça en imposait. On s'intéressait.

Sur une route californienne, près de Paso Robles, le front tatoué aux éclats du pare-brise de sa Porsche, James Dean, jeune démiurge brûlé par une trop furieuse impatience à vouloir tout vivre vite, reposait encore dans toutes les mémoires. La France commençait à sortir de son époque mérovingienne de construction d'autoroutes. Barthes venait de définir les caractéristiques de la nouvelle Citroën (avec elle, voilà qu'on passait d'un ordre de la propulsion à un ordre du mouve-



ment, d'un ordre du moteur à un ordre de l'organisme) et de Gaulle démontait la fluidité de l'ensemble en dégageant vivement sa DS de l'embuscade du Petit-Clamart. La Dauphine remplaçait la 4 CV et cette dangereuse et remarquable petite voiture, avec sa version Gordini, ouvrait en

tournaient rond. La vitesse se démocratisait et les Français s'emparaient comme d'un bienfait, joyeusement, sans penser à mal. Aujourd'hui, ils sont moche-ment traités devant les tribunaux de la statistique internationale et passent pour les voyous de l'Europe. C'est une sorte de folie collective, d'indiscipline sortie des premiers âges, de haut mal où semblent s'être rassemblés tous les sombres défauts d'un peuple : les sages perdent la tête, les raisonnables la raison, les fous leur dernier éclair de lucidité ; les timides se rebiffent le temps de s'apercevoir qu'il n'y a pas de place pour eux au royaume des ardents ; les doux restent doux et deviennent des immerdeux à abattre ; les poètes et les rêveurs sont éliminés dans les premiers kilomètres ; les novices bousculés et dispersés sous les horions. Désormais, gare à qui prend la route sans avoir boudiné du lion !

C'est quand une nation devient caricaturale dans l'excès qu'elle commence à écorner sa personnalité. Au volant, la France semble frappée d'un péché originel dont les analystes les plus austères d'arrivent pas à venir à bout. Man- vaise concordance entre la frilosité politique et la répression pure et dure, excès d'indépendance de contribuables surtaxés, « cervelle étroite et maladroite » dans la lutte - patrimoine génétique de ce vieux food gaulois - cam-

pagne de prévention à l'eau de rose, mauvais réseau routier ? On s'y perd. Reste l'hécatombe. A moins, à moins qu'il ne s'agisse d'une compétition « interraciale » mal contrôlée, le propriétaire français d'une « BM » s'admettant pas d'avoir la drague tenue haute par une R 25, l'occupant d'une CX refusant le passage à une Niss- san, le partisan d'une Volvo ne voulant rien céder de terrain à un nerveux mariote aux manettes d'une Peugeot aux soupapes sur- évaluées. Il s'agit alors d'une empoignade qui n'aurait pas de fin, d'un match sans issue : d'un côté, l'honneur national à défendre, de l'autre les bonnes raisons qu'aussitôt le « étranger » à avoir choisi « l'étranger ». La tuerie pourrait continuer et, très certainement, faire des progrès.

Aussi ardemment voulus que réprimés, aussi honorés que combattus, la vitesse aura été l'une des grandes ambiguïtés du siècle. Fascinante, elle donnait à l'homme le pouvoir d'abolir les distances ; griseuse, elle repoussait les limites des sensations jusqu'à- lors perçues ; spectaculaire, elle offrait à nos appétits jamais rassasiés des exploits qui bientôt deviendraient notre ordinaire. Elle est en nous, nous vivons avec, nous frémissons avec, nous nous jetons dans le décor avec. Compagne de l'effroi et de l'enthousiasme, rien jamais n'en arrêtera la course, car la performance a toujours été le gage de l'avancement d'une société, et malheur à ceux qui se mettraient à vouloir ralentir la continuité ou à se contraindre les rythmes. Reste qu'au quotidien, il faut savoir la gérer...

Jean-Pierre Quélin

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE****
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL VICTORIA****
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, clim.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, Fax : 43-420 F
FAX : 46-34-24-30
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Afrique

BURKINA-FASO

HÔTEL EDEN PARK****
100 chambres - 10 suites - bars -
4 restaurants - night-club - boutiques
Antenne télévision parabolique. Hôtel
situé à 5 minutes de l'aéroport.
01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.
Tél. : 31-14-86 - 31-14-87.
Tél. : 5224 - Fax : 31-14-88.

Italie

VENISE

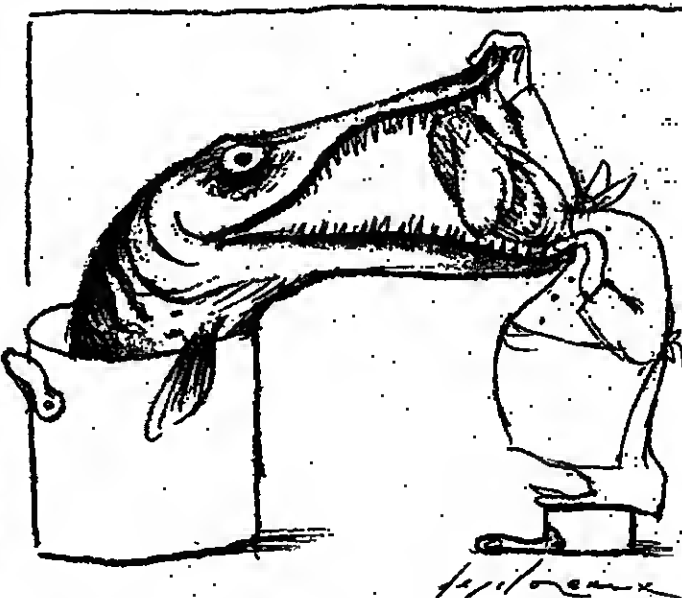
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Séjour de 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-411484
Tél. : 433294 RAMVE

TOURISME

CARAIÈRES
CET ÉTÉ VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelez aujourd'hui à WIMCOSIBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : tél./fax 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. (590) 27-42-38/fax 27-60-52
NEWPORT, RI USA :
tel. (401) 849-8012/fax 847-6290

TABLE

Le brochet



La pêche à la ligne est le séduisant du Gaulois, disait mon « pote » Albert Simonin. N'est-ce pas vrai ? On est là, assis sur l'herbe ou sur un pliant, regardant flotter mollement le bouchon, indifférent presque à la prise possible. L'air est doux, la pseudo-sieste reposante, la pensée vagabonde. L'abilette ou le goujon, la perche ou le gardon, s'ils « mordent », n'ont guère qu'un geste machinal et sans effort !

Oui, mais... Il en est autre chose avec le brochet. Lui se bat et nous défie. Le brochet ? Exar lucius pour les savants, escocid dans sa traduction, quelconque baptisé lancereau, lanceroo, poignard, sifflet, il est aussi l'Attila des étangs pour Giron- d, un requin d'eau douce pour l'acquéreur... Bref, en rivière comme en étang, ce petit monstre aux sept cents dents pointues dévore ses congénères, mais aussi à l'occasion les souris et les oiseaux, voire sa famille. Lorsqu'il ne mord point les pêcheurs imprudents.

Mais, de chair maigre, ferme et savoureuse, il a ce deux défauts pour le gourmet : ses arêtes « accro- chouseuses » et que les sur-gastriques ne digèrent point, et ses œufs, purgatifs sinon toxiques. Moralité : ne pas acheter de brochet (ni le pêcher) à l'époque du frai (variable selon la latitude). S'il vient d'un étang, lui verser un verre de vinaigre ou d'al- cool en guele et le tenir au frais quelques heures pour éliminer le goût de vase. Le vider en l'incisant de la gorge au ventre et rejeter laite et œufs.

S'il peut atteindre un très gros poids (Alexandre Dumas parle d'un monstre pris, en 1749, à Kaiserslautern et pesant 175 kilos !), ce sont ceux de 6 à 7 livres qui seront les meilleurs à préparer (au-dessus de ce

poids, faites-en des quenelles à la manière lyonnaise). Et cela nous amène à sa dégustation : poché, poêlé, rôti, grillé. Mapie de Toulouse-Lautrec en don- oit même une recette « en ragoût » : tronçons marinés au sel une paire d'heures puis blanchis dans un court-bouillon de carottes, persil, échalotes, sel, poivre, jus de citron. Égouttés, les morceaux de poisson sont mis en casserole dans un roux d'oignons blondis au beurre, mouillés de vin blanc et cuits quelques minutes. Servir avec persil ciselé.

Alexandre Dumas nous donne d'innombrables recettes, dont celle d'un brochet « à la Chambord » (appellation classique de plusieurs poissons, dont la carpe, farcis et braisés au vin rouge), mais il com- plette la chose en piquant la chair du brochet de languettes d'anguille et de truffes. Beauvilliers donne une recette de brochet à l'allemande (avec du raifort râpé). On trouve aussi dans les vieux ouvrages un brochet à la broche accompagné d'une « sauce pluche » (sauce verte aux anchois) et d'huîtres ; un bro- chet en fricandeau (mélange avec

des dés de veau, du petit lard et une sauce au vin blanc et... cannelé !).

Bien des sauces conviennent au brochet : sauce crème, sauce mou- tardée... Mais, je l'ai évoqué ici déjà et dans *Autour d'un plat*, c'est le beurre blanc qui semble d'éternité lui mieux convenir (celui-ci serait né en 1860 à la Chabouette, non loin de Nantes, créé par la mère Clémence Lefèvre, dame d'ARC avant la let- tre et morte en 1932). Mais les Angevins en réclament aussi la paternité. Passons !

En, avant d'en arriver aux que- nelles, soulignons que des restes de brochet court-bouillonné peuvent être savoureux en salade ; que j'ai goûté une fois un savorin de brochet aux cuisses de grenouilles (la chair hâchée mixée avec beurre, sel, poi- vre et blanc d'œuf). Cela nous ramène à la chair de brochet passée au tamis fin et montée doucement à la crème sur glace comme une mayonnaise. Gérard Nandron, le grand chef lyonnais, sale et poivre de Cayenne cette farce, puis y incor- pore 125 grammes de beurre fondu et des œufs (3 œufs pour un kilo de chair) avant de laisser vingt-quatre heures au frais. Il n'est plus qu'à rouler les quenelles, les faire « fré- mir » quelques minutes en eau sa- lée et les servir avec une sauce. Nan- droo propose une béchamel grati- née, mais la sauce Nantua, voire la sauce américaine (ou, mieux-disant, armoricaine) conviennent aussi.

Pour le coup, au lieu de vin blanc d'Anjou ou de muscadet, nous boi- rons sur les quenelles de Nandron un bon beaujolais de l'année oc- titrant que 10 degrés (s'il s'en trouve encore !).

La Reynière

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES

CHEZ FIERROT, 18, rue E-Marcel.
Tél. : 45-08-05/48/17-64.
F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

CRUSTACÉS-POISSONS

L'ARGOAT, 27, rue Reille, 14.
45-89-17-03
Près parc Montsouris.
(Ouvert tout l'été.) F. sam. + dim.

FRANÇAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELMAN, 37, rue François-I.
47-23-54-42.
Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Fermé sam., dim. (Fermé en août.)

LA COUR COLBERT

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-
Colbert (9). 43-34-61-99. T.L. Cadre
XVII^e authent. PMR 200 F.
(Ouvert tout l'été.)

L'ARTOIS

Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50.
13, r. d'Artois, 8. F. sam. midi, dim.
SUD-OUEST
(Fermé en août.)

LYONNAISES

LA FOUX, 2, rue Clément (9).
F. dim. Tél. : 43-23-77-66.
Alex aux fourneaux.
(Ouvert tout l'été.)

DANOISES ET SCANDINAVES

COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA, (Fermé en août.)
(Ouvert tout l'été.)
142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41.

ETHIOPIENNES

ENTOTTO, 45-87-08-51 - F. dim.
141, r. L.-M. Nordmann, 13.
Dorowott, Beyayemotou av. l'Indjara.
(Ouvert tout l'été.)

INDIENNES

MAHARAJAH, 43-54-26-07
7, rue sur 7
72, bd St-Germain. W. Mandet.
SCE NON-STOP. 23 h 30.
Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.
(Ouvert tout l'été.)

SAPNA

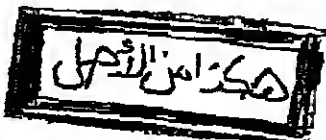
160, r. de Charenton, 12.
43-41-67-58/43-46-73-33.
Masque, dans l'indienne, ass. salade d'indien.
(Ouvert tout l'été.)

ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-
Mouchez, 14. 45-89-08-15. F/dim.,
hundi. ÉMILIE-ROMAGNE.
(F. du 2 août au 2 sept. inclus.)

VIETNAMIENNES

NEM, 66, 66, rue Lauristoo (16).
47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cui-
sine légère. Grand choix de grillades.
(Fermé en août.)



SANS VISA
EN FRANCE

Le trésor du résistant

Suite de la page 9

L'hommage rendu en 1990 par le Festival d'Avignon à René Char et à ses collections personnelles a valeur d'inventaire. Mais Char comptait d'anciens amis, tant de créateurs lui rendirent visite le long des berges de la Sorgue, qu'il manqua sûrement quelques pans du patrimoine. Deux cantines se seraient égarées après un nouveau refus tonitruant d'exposer de Char lui-même. « Dans deux ans sûrement... »

En attendant, celui qui fut enterré sous un ciel lavé de nuages en 1988 erre seul, à la différence de son père, du côté de l'hippodrome ou des études. Cet été, c'est Sacha Guity qu'on honore avec un impromptu proposé par Jean Piat, un autre spectacle préparé par Robert Manuel et N'écoutez pas mesdames, dans la cour du lycée Benoit. Une grosse semaine très soignée. L'œuvre de Sacha Guity racontée aux enfants des écoles et aux touristes. Un bel hommage comme L'Isle-sur-la-Sorgue, grand village nourri de culture depuis que le théâtre a remplacé les papes dans la région, sait en régler. Mais de trace du créateur des *Feuilles d'Hyppas*, nulle à peine une vitrine chez le libraire de la place de l'Eglise : les manuscrits et les bibliographies, les exégèses « provençalistes » ou nationales et le livre de Jean Pénard. Une niche protectrice, un retranchement en espérant des jours meilleurs. Le libraire, finaque du poète, regrette que sa ville ne

montre pas plus d'empressement à la reconnaissance de son fils le plus célèbre. Les antiquaires mis à part, L'Isle-sur-la-Sorgue aurait-elle le même appétit pour les belles-lettres à l'ombre de ses platanes et l'entre-deux-guerres intellectuelle et ses survivants ne s'étaient pas succédé aux

Buscats? Eluard et les surréalistes, tous les peintres qui travaillèrent à leurs enluminures dans des maisons louées au mois à cinq minutes de chez René Char.

Albert Camus surtout et Martin Heidegger choisirent la Provence, de Lourmarin aux Barroux, pour la passion manifestée par le poète pour cette terre d'oliviers et de cyprès. Un musée, une bibliothèque ne suffisent sans doute pas à conter ce va-et-vient permanent, et moins estival qu'on ne le pense généralement, entre Paris ou la planète et cette cité aux faux airs d'endormie. L'Isle-sur-

la-Sorgue loge près d'Avignon, on l'a dit, sur la route de Nice ou de Cadix, chère à Dalí. Bien des intellectuels de la Résistance s'y rendirent aussi parce que le poète dirigeait alors les opérations de parachutage sous le nom de Capitaine Alexandre et qu'il en poussa plus d'un vers l'obligation des armes.

La ville ne doit pas tout au fils d'Emile, le maire, mais sans la réinstallation définitive de celui-ci en 1961, les histoires de la Sorgue n'occuperaient pas autant de place dans les *Carnets* de Camus ou les journaux intimes des écrivains contem-

porains. Il y aurait moins de dessins, d'encres de Chine ou de pastels des monts du Ventoux. Moins d'enfants poètes retournés à la terre. Moins de vie culturelle, d'éditions régionales à refuser le diktat parisien. Jean Pénard raconte bien les journées de René Char dans les années 70 : visites incessantes, étapes obligées aux Buscats comme on s'arrête à un relais gastronomique, et la qualité de l'accueil de Char pour ces vacanciers de la pensée et de l'art. Il les écoute tous sauf, peut-être, *« les importuns du festival »* dans son bureau surchargé, leur fait visiter son jardin en

compagnie de son chien Tigris, leur offre souvent un ouvrage ou un morceau de son fabuleux patrimoine. Il reçoit plus de journalistes et d'exégètes qu'on ne l'a dit. L'Isle-sur-la-Sorgue, sa foire aux antiquaires et son poète, *« le plus grand de ce siècle »* - à relire les condoléances des hommes politiques le jour de sa mort. Le plus retiré, le plus envahi aussi. Ecolo avant l'heure, ami des amis de la Provence, hostile à l'installation des fusées nucléaires sur les collines. Parain, sans nul doute, des adversaires du tracé du TGV.

L'Isle-sur-la-Sorgue, bien sûr, ne lui doit pas tout. Mais tout de même de la gratitude pour sa place dans la migration artistique saisonnière, ses vingt galeries pour dix mille habitants, son influence mondaine auprès des Parisiens du Lubéron. L'Isle, au temps d'Emile le maire, n'était encore qu'une bourgade ouvrière. Par la grâce de l'eau au pays des cultivateurs, batelière et lavandière, l'eau de la Sorgue, racontait Char, donnait du goût au Rhône. Quelques *« transparents »*, nom dont on gratifiait les simples et que le poète magnifia, firent profession de veilleurs de rivière. L'un d'eux, surtout, tâtait le puits de la Sorgue, devinait la poussée de fièvre et prévenait les riverains des berges.

Grâce à la Sorgue, L'Isle échappa longtemps à son sort commun de la plaine et des monts environnants. Et grâce à René Char? L'auteur du *Marinier* erre tout seul cet été sous les platanes. René Char est toujours mort. Entre parenthèses. *« Il n'y a d'éternité pour personne »*, écrivait-il. *« Peut-être dans un ou deux ans »*, répond la rumeur locale. Quelque part, un musée-bibliothèque qui n'aurait pas de nom.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio



Vingt galeries pour dix mille habitants : L'Isle-sur-la-Sorgue, étape artistique entre Avignon et Lubéron.

Semaine gourmande

Le Luz

Aucun rapport avec Saint-Jean, puisqu'il paraît que c'est là le nom moyenâgeux du brochet. Ce petit restaurant caché du septième arrondissement a fait peau neuve, peinture vert céladon, tisse à fleurs vert et jaune, avec un gentil service. Gilbert Dugast fut le chef de *Péris* aux temps heureux et un élève-disciple de Denis ; aussi cuisine-t-il la mer (filets de dorade, vanille, filets de sole aux bulgares, aile de raie galete au lait, marinade de sardines crues, moule fraiche au coulis de poivrons doux, etc.). Avec, en saison, l'indévitables brochet, mais aussi des viandes (filet de bœuf braisé, macreuse poêlée aux champignons sauvages et, enfin, de remarquables desserts comme cette mousse au cacao réglé des amateurs de chocolat. Gentille cave. Un menu à 140 F et, à la carte, comptez 250 F-300 F.

► Le Luz, 4, rue Pierre-Leroux, Paris-7. Tél. : 43-06-99-39. CB-AE-DC.

L'Avenue

C'est la nouveauté du triangle d'or de la haute couture que cette brasserie-restaurant (ouvert des

petits déjeuners aux soupers en passant par les théâtres, au 41, de l'avenue Montaigne). La décoration, signée Jacques-Grange, fait plonger les clients de Dior et de Céline. La cuisine est de Michel Cliché, disciple de Joël Robuchon.

Les fruits de mer sont évidemment en vedette : plateau Margnau à 210 F et Mayflower à 330 F. Mais on peut, sur le pouce, choisir le club-sandwich (60 F) ou le tartare bien conditionné (78 F). A la carte, d'un classicisme rassurant, notez la salade de magret fumé aux noix, la viennoise de rasecane au Noilly, la daube d'agneau du mas Julien et le coquelet endiablé (sig) et grillé (ça doit être pour ça !), ainsi que de bons desserts. Bon sommelier et vins de prix honorables, tel ce beaujolais 1990 de J.-C. Pivot. Comptez de 250 F à 350 F.

► L'Avenue, 41, avenue Montaigne, Paris-8. Tél. : 40-70-14-91. T.l.j. Parking : François-I. CB-AE.

La Truite vagabonde

Qui dira pourquoi cette agréable maison (dont il est vrai que MM. Gault-Millau jurent la cuisine sans originalité - est-ce parce qu'elle est sans petits légumes ?) a été supprimée du dernier Bottin gourmand ? Vétue de neuf, avec

son bar mélange de copinerie aimable et de sagesse, sa salle luxueusement fleurie et claire, sa terrasse enfin qui permet, le soir, de dîner « en province » avec aussi un bon personnel sans ostentation, *La Truite vagabonde* est l'oasis de l'arrondissement. Laureat Pagadoy, excellent chef que nous avons connu aux laurats de la Coupe du meilleur pot, mitonne les « escalas gourmandes du jour » (du saucisson de Lyon pommes à la bouillie à la salade homard-langoustes fines herbes, de la blanquette de merlu aux pâtes au saint-pierre à l'oseille, de la tête de veau en pot-au-feu au pavé de gigot grillé), fait lui-même un excellent foie gras que le verre de jurançon exalte, mais tout aussi savoureusement les œufs meurettes. Enfin, au menu « affaires », je ne suis réglé d'une terrine de bœuf à la bordelaise, froide avant le magret de canard aux deux pommes et les fruits rouges glace vanille (190 F), avec, sélection du mois, le beaujolais 1990 Domaine Lafond (98 F). Beurre d'Eclair sur table. A la carte, comptez 300 F.

► La Truite vagabonde, 17, rue des Batignolles, Paris-17. Tél. : 43-87-77-80. Fermé dimanche soir. Ouvert en août. Parking : 48-50, boulevard des Batignolles. CB-AE.

Miettes

Au restaurant Les Princes (Hôtel George-V), du 30 septembre au 13 octobre, le chef Pierre Larapide proposera une carte « Saint-Hubert », suggestions gourmandes de plats de chasse, du consommé de perdrix rouge à la tourte de maroilles, du faisan sauvage au foie gras jus de porto, aux mignonnettes de chevreuil grand veneur purées de marrons, de olier et de brocolis.

Lectures : La Tonnelierie Seguin-Morac (BP 94, Cognac) a fait éditer un superbe ouvrage *Les Ébénistes du vin* (distribué par Flammarion). Sur un texte de J.-M. Soyze, de bien belles photos illustrent l'histoire de la tonnelierie depuis le tonneau chevauché par Bachus jusqu'à la barrique actuelle confectionnée en fonction des recherches de l'Institut d'œnologie de l'université de Bordeaux.

Fromages. On sait que le « plateau », au restaurant, est trop souvent catastrophique. A signaler alors (et un lecteur en a été charmé) les fromages du Club Clément-Marot (16, rue du Pas, à Lille, tél. : 20-57-01-10), dont le plateau (50 F) est même proposé aux menus à 125 F et 192 F.

Recettes. Les livres de recettes tout simples sont de plus en plus rares, et le lecteur cherche, semble-t-il, avant tout le tapé-à-l'œil des illustrations photographiques. Encore faut-il que cuisine et illustrations aillent de pair. C'est le cas dans *Cuisine de France*, de Paul Bocuse (Flammarion). La double page pot-au-feu (photos signées Dietmar Frege) ouvre l'appétit : c'est simple, on la mangera !

A Grenade-sur-Adour. C'est fait ! Didier Oudil a inauguré douze chambres dans la ravissante demeure où est installé son restaurant *Pain, Adour et Fantaisie* (7, place des Tilleuls, tél. : 58-45-18-80).

La Bastide Gasconne. « Le Relais et Châteaux » de Barbotan-les-Thermes (tél. : 62-69-52-09) a trouvé un nouveau « maître » avec le fameux et itinérant Hubert, qui, de son magasin fromager au *Bistrot de la place du Marché-Saint-Henri*, puis de la rue de Ribouldieu au sous-vide en série, propose ici un menu dîners-déjeuners à 140 F, un repas « impromptu » à 160 F et sa carte.

VIN Ambre rosé

DERNIÈRE version jurassienne des nouvelles guerres picotines, le gentil village de Pupillin, en révolte contre la banalité d'Arbois, ouvre ses caves dimanche 25 août pour fêter son poulard. Qui, hormis les ampélographes et quelques amateurs éclairés, peut oser aujourd'hui affirmer connaître ce cépage ? Mais comment saisir l'Arbois et le Jura sans s'intéresser à lui, ce plant si imposant ici comme ailleurs à qui cherche à comprendre le vin, le sol et les hommes ?

Poulard, peloussard ou pleursart, les orthographes varient pour ce raisin parisien à la peau fine, parfumé à l'envie qui, quoique vinifié en rouge, produit un rosé d'ambre sensible à l'oxydation, cousin unique et androgyne du savagnin blanc (vin jaune), cette autre superbe rareté viticole du Jura. Cette région, bien sûr, ne se réduit pas au poulard. Il faut ici

compter avec un autre cépage d'exception, le troussard, que l'on ne retrouve qu'au Portugal et qui se révèle notablement plus intéressant que ce que peut offrir, à l'approche du massif jurassien, le pinot noir de la Bourgogne.

La catastrophe, pourtant, a été évitée de peu. Même si l'on est passé de quarante cépages décrits par Charles Rouget en 1897 à moins d'une dizaine aujourd'hui, on a, tout bien pesé, conservé l'essentiel. Signe qui ne trompe guère, les vigneronnes commencent à revendiquer sur l'étiquette l'origine ampélographique de leur vin - poulard, troussard, savagnin, ce dernier malheureusement trop souvent associé au chardonnay, guidant ainsi l'amateur vers ce qui, au-delà de leur saveur, fait leur richesse.

On ne saurait pour autant souligner les outrances auxquelles peut conduire la mode actuelle des

vins « de cépage » dès lors que, loïe de répondre à une tradition viticole, elle est en phase avec les goûts dominants et les profits supposés. Le récent Concours des vins de cépage de France, organisé par la région Languedoc-Roussillon, vient, à cet égard, de démontrer à quel point ont tort ceux qui entendent de coloniser le sud de la France avec le chardonnay (pour les blancs), le merlot ou le cabernet (pour les rouges), fournissant ainsi des vins anonymes, triste réplique de la Bourgogne et du Bordelais, parfois insupportables déceptions lorsqu'on y ajoute la vinification dans du « bois neuf ».

Pourquoi ne pas en rester dans ces régions, comme le fait fort justement le Domaine de Mougères à Caux (Hérault), au traditionnel et, dans ce contexte, merveilleux macabéo ? Car, contrairement aux attentes des vigneronnes, bien loin d'unover utilement, la plupart des

greffes de cépages ne réussissent qu'à appauvrir notre patrimoine viticole et gustatif.

Jean-Yves Nan

► Pour ce qui est des vins du Jura, on évitera les grossiers pièges commerciaux d'Arbois, tendus à même au Louis Pasteur réussit à élucider le mystère des fermentations alcooliques. Préférer les communes de Poligny (M. Bernard Badoz, 15, rue du Collège ; tél. : 84-37-11-85) ; Montigny-lès-Arsures (famille Rolet, tél. 84-66-00-05) ou Pupillin (M. Pierre Overymo, tél. : 84-66-14-80). On pourra également fort utilement prendre la carte des vins de l'Hostellerie des Monts-de-Vaux à Poligny (tél. : 84-37-12-60).

GASTRONOMIE

Souvenirs de vos vacances... Retrouvez DIEP à l'Opéra

Le plus grand restaurant asiatique à Paris, avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong. Au déjeuner : « MENUS EXPRESS » 72 F et 88 F. Cuisine à la vapeur présentée sur chariot (une entrée, un plat, un dessert). Si vous « optez » chinois (pâtés de soja aux fruits de mer, nem, pattes de crabe farcies). Si vous choisissez « thaïlandais » (crevettes à la citronnelle, moules sautées au basilic, calamars farcis, raviolis aux ailerons de requin). Si vous préférez choisir parmi la carte qui est impressionnante, le choix est vaste comme est la ressource « DIEP » : taro et canard en beignets, pâtés de soja croustillants, an papillote, travers de porc sauté à la façon « Kim Do », fondue, marmite de poitrine d'agneau, canard laqué, etc. Vivier de langoustes. Air conditionné. Et aussi doublant installé aux Champs-Élysées : même famille.

DIEP à l'Opéra, 28, rue Louis-le-Grand (21). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47.
DIEP 22, rue de Poonthieu (8). Tél. : 42-58-23-96.
DIEP 55, rue Pierre-Charron (8). Tél. : 45-63-52-78.

Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours.
Service assuré jusqu'à minuit. Parkings à proximité.

brochet
TAURANTS
à l'Opéra

Bridge

n° 1448

SIMULTANÉ
D'AUTREFOIS

Cette donne est tirée de l'Olympic, un tournoi simultané en donnes préparées qui a eu lieu à travers le monde le 27 avril 1939 à 20 heures !

La technique du coup est instructive.

♠ R 63	♥ V 1094
♦ V 62	♠ V 87
♣ D 43	♦ V 85
♠ A 974	♥ V 85
♠ V 1094	♥ V 85
♦ V 62	♠ V 87
♣ D 43	♦ V 85
♠ A 974	♥ V 85

Ann. : S. don. Tous vuln.

Ouest entame le Valet de Carreau resté maître et continue avec le 10 de Carreau couvert par la Dame et le Roi d'Est qui rejoue l'As de Carreau. Sud coupe, puis il tire l'As de Pique et le Roi de Pique, mais Ouest n'avait qu'un atout (le 5). Comment le déclarant doit-il jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse :
Quand on ne voit pas les mains adverses, diverses lignes de jeu semblent possibles, mais voici celle qui permettrait d'assurer le contrat : le déclarant tire le Roi de Carreau, puis joue chaque fois Cœur du mort obligeant Est, s'il veut couper, à le faire « avec son argent » (c'est-à-dire avec un atout qu'il est certain de faire). En résumé : Roi de Cœur et 2 de Cœur que Est refuse de couper dans le vide. Sud fait la Dame de Cœur et renonce au mort par l'As de Trèfle afin de jouer le 6 de Cœur que Est n'a toujours pas intérêt à couper. Alors le déclarant, après avoir fait l'As de Cœur, rejoue son dernier Cœur qu'il coupe avec son dernier atout du mort... Est peut surcouper, mais il n'empêchera pas Sud de faire le reste.

CHAMPIONNAT
JUNIOR

Tandis que se déroule à Ann Arbor (Michigan) le Championnat du monde juniors, voici la plus belle donne du précédent championnat gagné par les Norvégiens l'été dernier à Neumünster (Alle-

magne). Le déclarant était un étudiant de vingt-quatre ans, Arne Flaai.

♠ R 972	♥ V 87
♦ A 64	♦ V 85
♣ A D V	♠ V 85
♠ R 103	♥ V 85
♠ V 1094	♥ V 85
♦ V 62	♠ V 87
♣ D 43	♦ V 85
♠ A 974	♥ V 85

Ann. : S. don. NS vuln.

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, comment Arne Flaai en Sud a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Note sur les enchères
L'annonce de « 2 Carreaux » indiquait un Deux faible à Pique ou à Cœur et la surenchère de « 2 SA » correspondait à une ouverture de 1 SA. Sur « 3 Cœurs », Nord a compris que la couleur d'Ouest était à Pique, et il a essayé la manche à Cœur en pensant que le Roi de Pique était bien placé.

COURRIER DES LECTEURS

Lutte contre un placement (n° 1437)

Certains lecteurs sont parfois trop sévères car ils se laissent influencer par les quatre jeux. « Je vous donne simplement mon avis, écrit Lemaître, sur la donne où Kay et Kaplan étaient en Est-Ouest. J'estime que la défense d'Est (la contre-attaque à Trèfle après le Roi de Cœur) a été très mauvaise. Pourquoi n'a-t-il pas battu atout ? Je crois que vous allez recevoir beaucoup de lettres de protestation. »

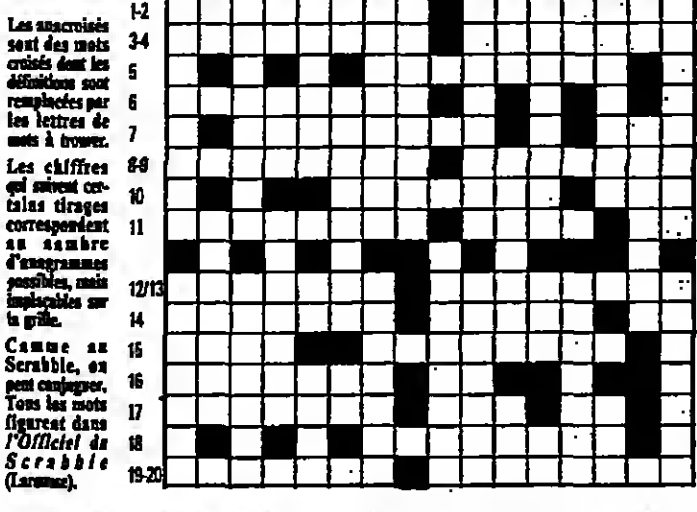
Deux autres lettres seulement, celles de MM. Ballardur et Huard, ont estimé que le fameux champion américain Norman Kay aurait mieux fait de jouer atout. C'est exact :... cartes ouvertes, mais à la table, Kay a pensé que Ouest (qui était intervenu à 1 SA) avait 5 ou 6 points à Trèfle et seulement 3 à Carreau (une hypothèse tout à fait logique). C'est alors la contre-attaque à Trèfle qui est mortelle.

Philippe Bragnon



Anacroisés (R)

n° 679



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inscriptibles sur la grille.

Carnet au Scrabble, en peut enlever. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. AAEIKLP. - 2. AAEIGMR (+1). - 3. AAEIKLP. - 4. AAEIGMR (+1). - 5. AAEIKLP. - 6. AAEIGMR (+1). - 7. AAEIKLP. - 8. AAEIGMR (+1). - 9. AAEIKLP. - 10. AAEIGMR (+1). - 11. AAEIKLP. - 12. AAEIGMR (+1). - 13. AAEIKLP. - 14. AAEIGMR (+1). - 15. AAEIKLP. - 16. AAEIGMR (+1). - 17. AAEIKLP. - 18. AAEIGMR (+1). - 19. AAEIKLP. - 20. AAEIGMR (+1). - 21. AAEIKLP. - 22. AAEIGMR (+1). - 23. AAEIKLP. - 24. AAEIGMR (+1). - 25. AAEIKLP. - 26. AAEIGMR (+1). - 27. AAEIKLP. - 28. AAEIGMR (+1). - 29. AAEIKLP. - 30. AAEIGMR (+1). - 31. AAEIKLP. - 32. AAEIGMR (+1). - 33. AAEIKLP. - 34. AAEIGMR (+1). - 35. AAEIKLP. - 36. AAEIGMR (+1). - 37. AAEIKLP. - 38. AAEIGMR (+1). - 39. AAEIKLP. - 40. AAEIGMR (+1). - 41. AAEIKLP. - 42. AAEIGMR (+1). - 43. AAEIKLP. - 44. AAEIGMR (+1). - 45. AAEIKLP. - 46. AAEIGMR (+1). - 47. AAEIKLP. - 48. AAEIGMR (+1). - 49. AAEIKLP. - 50. AAEIGMR (+1). - 51. AAEIKLP. - 52. AAEIGMR (+1). - 53. AAEIKLP. - 54. AAEIGMR (+1). - 55. AAEIKLP. - 56. AAEIGMR (+1). - 57. AAEIKLP. - 58. AAEIGMR (+1). - 59. AAEIKLP. - 60. AAEIGMR (+1). - 61. AAEIKLP. - 62. AAEIGMR (+1). - 63. AAEIKLP. - 64. AAEIGMR (+1). - 65. AAEIKLP. - 66. AAEIGMR (+1). - 67. AAEIKLP. - 68. AAEIGMR (+1). - 69. AAEIKLP. - 70. AAEIGMR (+1). - 71. AAEIKLP. - 72. AAEIGMR (+1). - 73. AAEIKLP. - 74. AAEIGMR (+1). - 75. AAEIKLP. - 76. AAEIGMR (+1). - 77. AAEIKLP. - 78. AAEIGMR (+1). - 79. AAEIKLP. - 80. AAEIGMR (+1). - 81. AAEIKLP. - 82. AAEIGMR (+1). - 83. AAEIKLP. - 84. AAEIGMR (+1). - 85. AAEIKLP. - 86. AAEIGMR (+1). - 87. AAEIKLP. - 88. AAEIGMR (+1). - 89. AAEIKLP. - 90. AAEIGMR (+1). - 91. AAEIKLP. - 92. AAEIGMR (+1). - 93. AAEIKLP. - 94. AAEIGMR (+1). - 95. AAEIKLP. - 96. AAEIGMR (+1). - 97. AAEIKLP. - 98. AAEIGMR (+1). - 99. AAEIKLP. - 100. AAEIGMR (+1).

VERTICALEMENT

1. AAEIKLP. - 2. AAEIGMR (+1). - 3. AAEIKLP. - 4. AAEIGMR (+1). - 5. AAEIKLP. - 6. AAEIGMR (+1). - 7. AAEIKLP. - 8. AAEIGMR (+1). - 9. AAEIKLP. - 10. AAEIGMR (+1). - 11. AAEIKLP. - 12. AAEIGMR (+1). - 13. AAEIKLP. - 14. AAEIGMR (+1). - 15. AAEIKLP. - 16. AAEIGMR (+1). - 17. AAEIKLP. - 18. AAEIGMR (+1). - 19. AAEIKLP. - 20. AAEIGMR (+1). - 21. AAEIKLP. - 22. AAEIGMR (+1). - 23. AAEIKLP. - 24. AAEIGMR (+1). - 25. AAEIKLP. - 26. AAEIGMR (+1). - 27. AAEIKLP. - 28. AAEIGMR (+1). - 29. AAEIKLP. - 30. AAEIGMR (+1). - 31. AAEIKLP. - 32. AAEIGMR (+1). - 33. AAEIKLP. - 34. AAEIGMR (+1). - 35. AAEIKLP. - 36. AAEIGMR (+1). - 37. AAEIKLP. - 38. AAEIGMR (+1). - 39. AAEIKLP. - 40. AAEIGMR (+1). - 41. AAEIKLP. - 42. AAEIGMR (+1). - 43. AAEIKLP. - 44. AAEIGMR (+1). - 45. AAEIKLP. - 46. AAEIGMR (+1). - 47. AAEIKLP. - 48. AAEIGMR (+1). - 49. AAEIKLP. - 50. AAEIGMR (+1). - 51. AAEIKLP. - 52. AAEIGMR (+1). - 53. AAEIKLP. - 54. AAEIGMR (+1). - 55. AAEIKLP. - 56. AAEIGMR (+1). - 57. AAEIKLP. - 58. AAEIGMR (+1). - 59. AAEIKLP. - 60. AAEIGMR (+1). - 61. AAEIKLP. - 62. AAEIGMR (+1). - 63. AAEIKLP. - 64. AAEIGMR (+1). - 65. AAEIKLP. - 66. AAEIGMR (+1). - 67. AAEIKLP. - 68. AAEIGMR (+1). - 69. AAEIKLP. - 70. AAEIGMR (+1). - 71. AAEIKLP. - 72. AAEIGMR (+1). - 73. AAEIKLP. - 74. AAEIGMR (+1). - 75. AAEIKLP. - 76. AAEIGMR (+1). - 77. AAEIKLP. - 78. AAEIGMR (+1). - 79. AAEIKLP. - 80. AAEIGMR (+1). - 81. AAEIKLP. - 82. AAEIGMR (+1). - 83. AAEIKLP. - 84. AAEIGMR (+1). - 85. AAEIKLP. - 86. AAEIGMR (+1). - 87. AAEIKLP. - 88. AAEIGMR (+1). - 89. AAEIKLP. - 90. AAEIGMR (+1). - 91. AAEIKLP. - 92. AAEIGMR (+1). - 93. AAEIKLP. - 94. AAEIGMR (+1). - 95. AAEIKLP. - 96. AAEIGMR (+1). - 97. AAEIKLP. - 98. AAEIGMR (+1). - 99. AAEIKLP. - 100. AAEIGMR (+1).

SOLUTION DU N° 678

1. VOLTAGE. - 2. REAPPARU. - 3. YOUTER. - 4. SEINES. - 5. LUTERONT. - 6. PAILLE. - 7. ONTARIENS (RATONNES...). - 8. ENCLISES (SILENCES). - 9. PUJANT (PETUNAL PETUNAL). - 10. NEMENS. - 11. PROBANTS. - 12. AMURA (AMURAI). - 13. SISONNE. - 14. ETUDIANT (AUDITENT). - 15. SINISAS. - 16. ODYSSEE. - 17. EUSTACHE, couteau de poêle. - 18. ONERIEUX. - 19. TREUILLE (TULIERIE, TULIERE, RITUELLE, TEILLERIE). - 20. LETAUX (EXULTA). - 21. ASSENES. - 22. VOYELLE (VOLLEUE). - 23. PALÉOSOL. - 24. NORMAND. - 25. LOUSTIC (COUTILS). - 26. LABIES (BALISE, EISELA). - 27. ANTIROI. - 28. QUENONS. - 29. NAUSEUX. - 30. SENTENT. - 31. STASES (TASSE). - 32. SALETTE (ETATISA). - 33. PIFERINS, alcool de polivier. - 34. BANLIEUE. - 35. STANCES (CASSANT, CESSANT, SECANTS). - 36. ANANAS. - 37. PARISIS (PRISAS). - 38. ROULONS (LOULONS, OURLONS). - 39. NOVELLE, dit, est droit romain. - 40. SUSTENTE. - 41. ECALEES.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble (R)

n° 378

Sur le fil

Le 20^e championnat francophone s'est joué dans le cadre vertoyant du Val-de-Travers (Suisse), où l'abnetha fut distillée pour la première fois au siècle dernier : la mascotte du championnat était un petit personnage au chapeau conique censé représenter la Jé vère. De fait, seul un être surmaturel pouvait faire que l'épreuve la plus importante de l'année se joue à un point près, consécutif au dernier coup de la dernière manche. C'est le Belge Christian Pierre, qui l'annonce devant Paul Levat et, à trois points derrière, les Français Emmanuel Rivallin et François Lachaud. Cette victoire renforce l'intérêt de la compétition : en 1978 Yvon Duval avait été le dernier

Belge à la remporter. Le titre récompense le meilleur joueur du moment, champion de Belgique et vainqueur du tournoi de Vichy.

Si vous souhaitez recevoir à votre tour un coup de ponce magique des fées, appelez à l'adresse ci-dessous : le KOBOLD et la NIXE, fées aquatiques, tous deux géants, à la TROLLIE (scandinave) ; le KORRIGANER, naïf, le FARFADET et le GORBLIN, naïfs, enfin, chez à Ronsard, la DRYADE, la NAFÉE et le SYLVAIN(E), divinités des bois, l'ORÉADE, nymphe des montagnes, la NALADE, nymphe des sources, la NÉREIDE et l'OCÉANIDE, nymphes de la mer.

Michel Charlemagne

Résultats (maximum possible) : 4472.

1 Pierre	Ch. (Belg.)	4457	16 Monnot	J.	4388
2 Levat	P.	4456	17 Batain	M. (Québec)	4381
3 Rivallin	E.	4454	18 Monnot	E.	4381
4 Lachaud	J.-F.	4454	19 Ruche	P. (B.)	4376
5 Georget	P.-O.	4438	20 Lanché	P. (B.)	4375
6 Belfort	P.	4434	21 Sello	R. (B.)	4373
7 Bloch	B.	4434	22 Coudet	D. (B.)	4373
8 Chancholle	T.	4432	23 Mous	T. (B.)	4368
9 Druv	J.-L.	4427	24 Tricaut	A. (B.)	4367
10 Le Meire	J. (B.)	4415	25 Bedard	F. (Q.)	4361
11 Hellebom	J. (B.)	4410	26 Caro	B.	4358
12 Vigoron	P.	4408	27 Coccolato	F.	4354
13 Denon	J.-F.	4398	28 Lemaire	A. junior	4358
14 Treiber	J.	4390	29 Brasseur	H.	4333
15 Klein	V. (Suisse)	4389	30 Ome	H.	4332

Championnat francophone 1991, Fleurier (Suisse).
Samedi 10 août. Dernière manche.

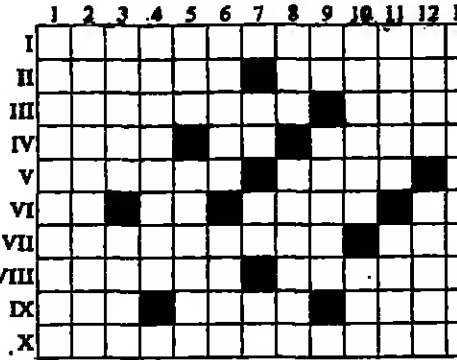
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le trait qui précède chaque tirage signale que le mot qui précède le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS.
1	ATESUI	SITUAI	H 4	14
2	BAPICOL	CAPIPOLE	S E	94
3	INTERGAI	REIGNIA	M 3	81
4	NSSEAO	FOSSANE (a)	L 9	77
5	RSSMIEA	RESSEMA	15 H	131
6	GUMLEEN	LEGUMINE	9 C	64
7	XIVIZOB	OBVIEZ (b)	J 5	46
8	XTO+TRUL	TEXT (c)	L 4	39
9	OTRUL+II	QUIR	E A	20
10	TL+ANTB	BIPLANT	C 7	24
11	TO+OORC	FONTI	12 A	24
12	IOB+RRC	CROIRA	N 10	28
13	EE+TUDYO	DEY	D 6	67
14	AODUEEL	DOLEAU	O 7	33
15	EAHDEER	DETERA	A 10	30
16	HE+HWKN	KAWI	13 K	44
17	HEHVN+SP	HEP	11 E	26
18	HYNS+QEI	JE	14 I	24
19	HAEN+UE	QUE	N 2	25
20	HYNS+HNA	JEAN	14 J	23
21	HYNS+AT	BITS	7 C	27
22	HYNS+UME	EH	14 H	19
23	VNNUM+AL	UVAL (d)	12 G	15
				975

(a) mammifère carnivore nocturne ; (b) Pierre perd 2 points avec VOIX (100) ; il est à égalité avec Levat ; (c) Pierre et Levat ont tous deux ce coup facile, jouent ROUX, F 7, 33 (d) Levat place mal UVAL, et perd le championnat d'un point. En cas d'égalité, il y aurait eu un « mine a mine » style tir au bot. Résultats de la manche : 1 Lachaud, 2 Georget, 3 Bloch, 4 Hellebom, 5 Treiber et Lorenz, tous au top (975).

Mots croisés

n° 677



HORIZONTALEMENT

1. Promet un emploi... en principe. - II. Fera compliment. On peut le faire chanter. - III. De passage. Pour la boucle. - IV. Il est sage de le surveiller pendant son sommeil. Remarque. Stimule l'appétit. - V. Plutôt à l'écart. Fait sa demande. - VI. Définitif. Possessif. Plus on l'ouvre, plus on en sait. Interjection. - VII. Mis en émoi. Qualifie une Première d'ailleurs. - VIII. Antique baïgonneuse. Vieux prédateur. - IX. Dans la plante, dans le bon sens. Parfaitement régulier. Rivière. - X. Ce que font les solutions organisées.

VERTICALEMENT

1. Sinistre et dextre, tour à tour. - 2. Instable. - 3. Il en est repoussant. Son agent est homme d'argent. - 4. Autre une autre vie. - 5. Peut être un aliment. La Bourse l'intéresse. - 6. Gobe n'importe quoi. Sage, n'importe comment. - 7. Pronom. Pronom. Dans l'auxiliaire. - 8. Fleur. Il faut y mettre les pieds. - 9. Note Petit talent mal employé. - 10. Il

Open mondial
de Philadelphie, 1991.

Blancs : A. Sherzer.
Noirs : H. Olafsson.
Défense sicilienne.
Variante de Scheveningue.

1. d4	14. Td4	Td4
2. d3	15. Cc3	Cc3
3. d3	16. Fd4	Fd4
4. Cc4	17. Cc3	Cc3
5. Cc3	18. Fd4	Fd4
6. Fd4	19. Fd4	Fd4
7. Fd4	20. Fd4	Fd4
8. Fd4	21. Fd4	Fd4
9. Fd4	22. Fd4	Fd4
10. Fd4	23. Fd4	Fd4
11. Fd4	24. Fd4	Fd4
12. Fd4	25. Fd4	Fd4
13. Fd4	26. Fd4	Fd4

NOTES

a) Ou 6. Fd2 ; 6. Fd4 ; 6. Fd5 ; 6. g3 ; 6. f4.
b) S'opposant à la formation b7-b5 suivie de l'installation du F-D noir sur la diagonale a8-a1.
c) A est important carrefour de la « variante de Scheveningue », les Noirs doivent s'arrêter devant plusieurs voies. 11... Fd7 ; 11... Td8 ; 11... Cc4 et 11... Td8, cette dernière continuation préparant la contre-attaque d6-d5.
d) On peut aussi envisager la ligne suivante : 12... Cc4 ; 13. Fd4, d5 ; 14. Fd1, d4 ; 15. d5 (menaçant 16. Fd6 avec gain de la qualité). Dd8 ; 16. Fd6, Td8 ; 17. Td4, d5 avec une relative égalité.
e) Ce retrait du C-R est très connu dans de nombreuses positions issues de la « variante de Scheveningue » : on évitant l'échange de leur C-R, les Blancs renforcent leurs perspectives d'attaque sur file R.

François Dorlet

Echecs

n° 1450

1. Jd4, mais 21. Dd3 gagnait aussi : 21... Cb5 (ou 18. Fd7 ; 22. Df7, Rb7 ; 23. Td4 avec mat) ; 22. Dd3, d5 ; 23. Dd3, Rb8 ; 24. Td7 avec mat.

2. Ou 22... Rb8 ; 23. Td1.
3. Forcé.
4. Car si 25... Rb8 ; 26. Td7 suivi du mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE
N° 1449

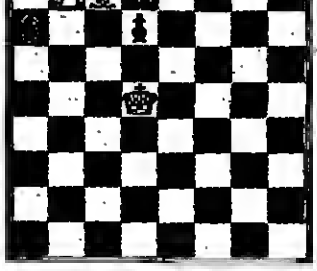
E. POGOSSIAN (1982)
(Blancs : Rb3, Fb3, Fg3. Noirs : Rb6, Fb5, Fb3.)

1. g7 (menaçant 2. g8=D et 3. Dg7 mat). Ff7 donne au R une case de fuite en h5.

2. Forcé. Si sans crainte 3. g8=D, b1=D mat tout en espérant 3. g8=C, Rb7 ; 4. Fb2, mat.

3. Mais les Blancs gagnent par 3. g8=C, Rb7 ; 4. Fg7, b1=D ; 5. Cb5 mat.

Claude Lemoine

ÉTUDE N° 1450
J. GUNST (1922)

Blancs (3) : Rd5, Cd8, Fg8.
Noirs (3) : Rd8, Fd7, d7.
Les Blancs jouent et gagnent.

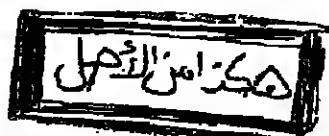
Claude Lemoine

Le Monde ÉDITIONS

AUTOUR D'UN PLAT

Les chroniques de La Reynière
à la sauce Desclozeaux

EN VENTE EN LIBRAIRIE



SOCIÉTÉ

Le Monde • Samedi 24 août 1991 13

Scrabble

FAITS DIVERS

Le meurtre d'un berger des Alpes-Maritimes

Vendetta dans les pâturages

Pierre Leschiera, trente-trois ans, berger à Castellar, un village situé près de Menton (Alpes-Maritimes) a été tué, à coups de fusil, samedi 17 août. Ce crime prémédité n'a pas encore été élucidé et, dans un climat alourdi par des querelles locales, les habitants de la commune s'interrogent. Qui a tué Pierre ? Le jeune berger avait brillamment réussi dans son métier, mais sa forte personnalité dérangeait.

NICE

de notre correspondant régional

Comme tous les jours, ce vendredi, Pierre, le seul berger de Castellar, est parti à l'aube sur sa moto, pour rejoindre ses pacagés dans la montagne. Après avoir quitté le village, il a pris le GR52, un sentier très fréquenté, l'été, par les randonneurs. Sans doute songeait-il aux soins qu'il aura à donner à son énorme troupeau de neuf cents moutons paissant, là-haut, sur les pentes du mont Grémont.

Sur sa droite, il a laissé la piste d'Ormea conduisant à sa bergerie, puis il est arrivé à la hauteur d'un oratoire, la chapelle Saint-Bernard. Un tirur ombusqué l'attendait. Un coup de fusil claqua. Atteint d'une volée de chevrotines dans le dos, Pierre est abattu puis achevé, à tort, d'une seconde décharge.

Le berger de Castellar était un enfant du pays, connu de tous dans ce village perché de six cents âmes, au-dessus de Menton. Fils d'un ancien carabinier ayant servi à Monaco, il avait fait des études au lycée agricole d'Antibes. Puis, son bac technique en poche, il avait effectué des stages dans la Drôme avant de passer deux ans, comme coopérant, au Bénin.

Un caractère entier

Revenu au pays, il s'était installé, en 1982, en construisant une bergerie sur un terrain familial, au-dessus de la piste d'Ormea, dans un emplacement de montagnes calcaires surplombant le village et la côte mentonnaise. Il avait loué des peccages à des propriétaires locaux, certains acceptant un paiement en nature, et s'était mis à l'ouvrage avec enthousiasme. « Au début, explique son meilleur ami, Denis Morieux, un jeune épiculteur, lui aussi établi à l'Ormea, on a accueilli sa tentative avec le sourire. C'était, un peu, dans le bon sens. »

Mais Pierre réussit. Levé aux aurores, il travaillait jusqu'à très tard la nuit, d'un bout à l'autre de la semaine. Son troupeau grandit et ses revenus commencent. Des problèmes, communs à tous les bergers, de droits de passage, de pâture contestée, de chiens errants.

On l'a présenté, aussi, comme

un adversaire des chasseurs, ce qui, selon Denis Morieux, était lui-même un mauvais procès. « Il chassait lui-même et, au contraire, il avait essayé, sans succès, de s'entendre avec les gens du pays, pour déplacer son troupeau quand des battues ou sangliers étaient organisés. » En fait, Pierre Leschiera, décrit physiquement comme « un roc », n'était pas un homme commode. « Il était droit et savait se faire respecter », plaident ses amis. « C'était, certes, un garçon sympathique et serviable, remarqua un conseiller municipal de Castellar, mais il avait un caractère trop entier. Avec lui, il n'y avait pas de milieu. Il fallait épouser, à tout prix, sa vérité qu'il défendait avec véhémence. »

Pierre avait acquis, aussi, la réputation d'un tueur de chiens. Un restaurateur de Menton l'avait notamment poursuivi en justice après qu'il eut surpris le sien d'un coup de fusil. « En huit ans, l'accuse Denis Morieux, il avait perdu cent cinquante-deux bêtes, égarées par des chiens errants. Il en a tué quelques-uns. Mais il tentait, d'abord, de les capturer pour obtenir un meilleur dédommagement des assurances. »

Clochemerie tragique

Le berger n'avait pas admis, surtout, que le maire, M. Jean Albin, un ancien employé municipal de Menton, n'intervienne pas dans un conflit qui l'opposait, de longue date, à un entrepreneur de maçonnerie castellarois, le plus proche voisin de la bergerie, M. Paul Verrando. Chet de leur litige, l'usage de la piste, privée, d'Ormea. Des années de chicanes et de procès. L'un pour une coupure prolongée de cette piste, en 1987, imputée par Pierre à son adversaire (1). Un autre après une plainte pour coups et blessures déposée par l'entrepreneur contre le berger, finalement relaxé.

Dans le village même, le climat était également exécrable depuis les élections de 1989. Pour s'opposer aux méthodes « autoritaires et partisanes » du maire, une liste concurrente à celle de la majorité sortante s'était formée et avait eu deux élus, dont Denis Morieux. Dans la foulée, une association, Vivra à Castellar, s'était créée, diffusant un bulletin très critique à l'égard de la gestion municipale. Dans l'un des derniers numéros, Pierre avait pris la plume, dénonçant la « terreur à Castellar » et énumérant une série d'actes de malveillance dirigés contre lui ou des membres de l'association : menaces téléphoniques, saque d'un rucher - celui de Denis Morieux - pous de véhicules gravés, toit de bergerie « criblé de balles », chiens de troupeau empoisonnés, chats étripés « tués par arme dans le village ».

Dans les actes « signés », il rengeait, pêle-mêle, des menaces verbales (« On te foutra hors de Castellar », « on te fera la peau »), mais aussi une « pétition calomnieuse », des dénégations « mensongères » auprès des forces de l'ordre. Il s'en prenait aux « privilèges » réservés « aux membres de la nomenclature », etc.

Une délégation des opposants au maire s'était rendue, en avril, à la préfecture des Alpes-Maritimes, pour faire connaître son mécontentement. La majorité municipale avait, de son côté, autorisé le maire à porter plainte pour diffamation contre l'association.

Mais Clochemerie a viré à la tragédie. Trois jours avant qu'il ne soit assassiné, Pierre avait eu une nouvelle altercation avec ses voisins Verrando au sujet du passage d'une pella mécanique de grand gabarit qu'il avait commandée pour effectuer des travaux. Il y aurait eu, selon l'entrepreneur et son jeune fils, Jérôme, des menaces de mort réciproques. Mais seul Pierre avait déposé plainte à la gendarmerie de Menton. Cette dispute ne pouvait pas tomber plus mal pour les Verrando qui, après la découverte du meurtre, ont été interpellés et gardés à vue pendant une vingtaine d'heures.

« Heureusement », explique Paul Verrando, on avait fait une fête, avec quarante invités, qui s'est terminée, vendredi, au petit matin à l'heure où Pierre est mort. C'est vrai qu'on ne s'aimait pas, mais de là à la tuer... »

Castellar se préparait, dimanche 18 août, à célébrer la fête patronale. Mais « à la suite d'un meurtre d'un habitant du village », selon les termes d'un communiqué de la mairie, les festivités ont été supprimées. Bien que le maire ait lancé un appel « au calme et à l'union » et jugé que le recueillement interdisait « à qui que ce soit de faire des supputations », la suspicion s'est installée dans le village. En attendant les résultats de certaines expertises, les gendarmes, il est vrai, ne privilégient aucune hypothèse.

Qui a tué Pierre ? Quelqu'un, à l'évidence, qui connaissait ses habitudes pour lui tendre, à coup sûr, cette embuscade, au petit matin, dans les blanches collines de Castellar. Quelqu'un, aussi, que le berger, maître en son domaine de pins et de maquis, aurait pu gêner ou auquel il aurait inspiré une inexplicable rancune. Dans l'atmosphère malsaine du village - Giono et Jouveau réunis - les Castellarois redoutent d'apprendre que cet assassin serait l'un d'eux eux.

GUY PORTE

JUSTICE

Une mesure inédite, quatre ans après un naufrage

La justice fait renflouer un chalutier

Pour la première fois, la justice a fait renflouer un chalutier. La Jonque, chalutier de Concarneau, avait coulé en mai 1987 au large de Brest, avec cinq personnes à bord. Depuis, il reposait à 110 kilomètres des côtes, par 120 mètres de fond. Cette intervention de la justice vient des conditions du naufrage : accident ou « événement grave », comme l'affirme la famille des patrons du bateau, un sous-marin de la Marine nationale ayant pu envoyer le chalutier par le fond. Les dernières opérations de renflouement avaient lieu, vendredi 23 août en rade de Brest, et les expertises vont pouvoir commencer.

BREST

de notre correspondant

Début mai 1987, la Jonque était partie de Concarneau, son port d'attache, pour une campagne de pêche d'une quinzaine de jours. Et puis, le 14 de ce mois, ce fut le silence radio. La Marine nationale entreprit alors les recherches par moyens aériens. Le 17 mai, un avion Nord 262 apercevait un radeau de survie avec deux personnes et passait le relais à un Breguet Atlantique. Cet appareil confirmait, dans un premier temps, l'observation faite, mais indiquait, après un second passage, qu'il y avait eu erreur. Dans l'intervalle, la fausse bonne nouvelle avait été apercue aux proches des cinq marins du bord : Laurent Quéroù, vingt-trois ans, patron du chalutier ; Robert, son père, quarante-cinq ans ; les matelots Yves Le Du, treize-huit ans ; Bruno Brass, vingt-deux ans ; Stéphane Landrein, vingt ans.

Sous la pression des écologistes

Un éleveur breton se voit interdire la poursuite de ses activités

VANNES

de notre correspondant

Le propriétaire d'un élevage industriel de poulets situé à Berrie, près de Vannes, s'est vu interdire d'exploiter par la justice, en concurrence le tribunal administratif de Rennes. C'est la première fois qu'une telle décision intervient dans le Morbihan. Motif : l'éleveur, qui a installé 1000 mètres carrés de bâtiments pouvant recevoir plus de vingt mille volailles, a négligé de faire une étude d'impact, alors que son entreprise rentre dans la catégorie des établissements classés. Il avait tout de même obtenu du préfet l'autorisation d'exploiter.

Soutenu par le syndicat agricole local, l'éleveur a passé outre au jugement et a rempli ses poulaillers. Une association créée pour défendre la lande sur laquelle s'est construit l'élevage a saisi à nouveau les juges pour qu'ils fassent respecter leur jugement. En réplique, le 16 août au soir, une trentaine d'agriculteurs en colère ont déversé une petite montagne d'ajoncs dans le court d'une conseiller municipal de Berrie appartenant aux Verts, mais ne faisant pas partie de l'association. Cette action de « représailles » a été désapprouvée par le syndicat agricole. L'éleveur a porté plainte.

M. H.

LYON : arrestation du meurtrier présumé du vigile de Perrache. - Deux des auteurs présumés de la double égression à l'arme blanche commise, mardi 20 août, contre deux vigiles au centre d'échange de la gare de Perrache - qui avait causé la mort de Christophe Roussel, vingt ans, et gravement blessé Manuel Esposito, cinquante-huit ans - ont été arrêtés par les policiers de la section criminelle de la sûreté urbaine de Lyon (Le Monde du 22 août). Les deux suspects ont été présentés au parquet. Driss El Morabit, vingt-deux ans, qui nie les faits mais aurait été formellement reconnu par plusieurs témoins, et Miloud Rezgza, vingt-sept ans, devaient être respectivement inculpés d'assassinat et de complicité d'assassinat, vendredi 23 août, par M. Gilles Raguin, premier juge d'instruction à Lyon.

Cette méprise a amené la famille Quéroù à s'interroger sur les conditions du naufrage. Depuis, elle n'en démord pas : pour elle, la Marine nationale a voulu cacher quelque chose. La mer était belle à ce moment-là. L'hypothèse officielle de l'accident - l'« accrochage » du chalut sur une dune de sable, qui aurait entraîné la Jonque par le fond, - elle n'y croit pas, la zone étant sans obstacles de cette nature, affirme-t-elle. Pour Yves Quéroù, frère et oncle de deux des victimes, il pourrait s'agir de l'onde de choc d'un tir de missile ou d'un phénomène d'aspiration provoqué par un sous-marin, comme cela s'est déjà produit en Angleterre.

En tout cas, l'obstination de cette famille a fini par payer. D'abord classée sans suite, une plainte déposée contre X... pour homicide involontaire et non-assistance à personne en péril a donné lieu à un nouvel examen. Le dossier est, depuis le début de 1988, entre les mains d'un juge d'instruction de Quimper, M. Bertrand Lemercier.

De gros moyens d'expertise

Il existe effectivement des zones d'ombre, dont deux ont été relevées en juillet 1989 par le juge. La base d'enregistrement des conversations entre les aviateurs de la Marine et les organismes de secours a été en partie effacée. D'autre part, des opérations de simulation faites d'avion, depuis l'accident, pour repérer un radeau de survie excluent une méprise.

Sous les feux de l'accusation, la Marine nationale a fait inspecter en juillet 1987 la Jonque par un sous-marin téléguidé. La coque, en apparence sans dommages, a été que le chalut et surtout un radeau de survie ont été filmés : c'est un

dernier élément qui astuce, selon elle, que des rescapés n'ont pu être aperçus, dans la mesure où l'embarcation de secours se trouvait près du chalutier. Un argument qui ne tient pas, selon la famille Quéroù : l'équipage de la Jonque possédait deux radeaux de survie.

Les enquêteurs et la partie civile espèrent que le renflouement permettra de comprendre les causes du naufrage. On devrait connaître le nombre de corps reposant à l'intérieur et s'il existe bien un deuxième radeau. C'est la première fois qu'une telle opération est menée. La chancellerie a débouqué une somme de 3,5 millions de francs. Il s'agit d'une opération délicate, menée avec de gros moyens : un navire à positionnement dynamique l'Abelle Supplément, qui peut rester en un point précis ; un robot sous-marin téléguidé d'une compagnie canadienne et une équipe de spécialistes de la Compagnie méditerranéenne de travaux maritimes. Une tentative similaire avait été réalisée en septembre 1990, mais sans succès. Il a fallu fixer des câbles à l'avant du chalutier, puis remonter le bateau à la verticale et naviguer à vitesse réduite pendant 110 kilomètres.

Judi 22 août, les techniciens entreprenaient de mettre l'épave en position horizontale, afin de pouvoir franchir la rade de Brest. Parmi l'équipe, deux journalistes dont le juge Lemercier avait accepté la présence à bord depuis le début de l'opération de renflouement, par volonté « de transparence ». Vendredi 23 août, la Jonque devait être sortie de l'eau pour être mise au sec sur un quai du port de Brest, gardé par les gendarmes. Les enquêteurs pourront alors expertiser le bateau. Pour les familles des disparus, le choc sera alors rude quatre ans après le naufrage.

GABRIEL SIMON

Arrêté à Genève pour l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Ali Rad Vakili ne pourra pas être extradé avant un mois

Ali Rad Vakili, l'un des trois assassins présumés de Chapour Bakhtiar, a refusé le procureur simplifié d'extradition vers la France, a indiqué vendredi 23 août, M. Joerg Kistler, porte-parole du département fédéral (ministère) justice et police (DFJP) à Berne. Son extradition ne devrait donc pas intervenir avant plus d'un mois.

Une procédure plus longue doit maintenant se mettre en place, tout au long de laquelle le meurtrier présumé de l'ancien premier ministre iranien peut revenir sur sa décision et donner son accord à l'extradition, a expliqué M. Kistler.

Les autorités françaises ont un délai de dix-huit jours pour transmettre une demande formelle d'extradition qui devra contenir les chefs d'inculpation pour lesquels Ali Rad Vakili devrait être poursuivi. Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernad, a indiqué vendredi que les autorités françaises allaient transmettre « aujourd'hui même » par la voie diplomatique aux autorités helvétiques la demande d'extradition d'Ali Rad Vakili. Le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait exprimé le souhait « que les procédures soient conduites avec diligence et que les jugements (...) interviennent dans les délais les plus brefs ».

M. Pasqua ne doute pas que le gouvernement ait voulu arrêter les assassins présumés. - M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré, jeudi 22 août, sur TF 1, que « le président de la République ne devrait se rendre en Iran qu'après avoir eu (...) la preuve que les services iraniens ne sont en rien mêlés » à l'assassinat de Chapour Bakhtiar. M. Pasqua a ajouté qu'il ne « doutait pas » que

le ministre genevois de la justice et de la police, M. Bernard Ziegler, avait qualifié, jeudi 22, de « naïveté » l'idée selon laquelle Ali Rad Vakili pourrait ne pas être extradé. Le juge d'instruction suisse, M. Daniel Dumathier, a indiqué vendredi qu'il avait soumis jeudi à Ali Rad Vakili la possibilité qui lui était offerte de choisir la procédure simplifiée d'extradition que ce dernier a rejeté. Celui-ci doit faire l'objet, à Genève, d'une procédure pour infraction à la législation sur le séjour des étrangers.

Le magistrat genevois, qui a reçu jeudi la visite de son homologue français, le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière, a précisé que ce dernier n'avait pas interrogé le suspect. Selon le juge Dumathier, une personne qui doit être extradée ne peut pas être entendue sur le territoire suisse par des autorités du pays qui le réclame.

Seul le police genevoise, où l'on a, après un certain nombre de vérifications, mis hors de cause Ali Rad Vakili dans les deux attentats commis contre des opposants iraniens sur le territoire helvétique en 1990 - contre Kazem Rajavi - et en 1987 - contre un pilote déserteur, - le suspect répond aux questions, mais ne cesse de « mentir par omission avec beaucoup de sang-froid ».

le gouvernement français ait voulu arrêter les assassins présumés, « mais que tous les moyens aient été utilisés », a-t-il dit, « c'est une autre histoire ». Selon lui, le gouvernement a « dû considérer que la grâce accordée à Anis Naccache faisait que notre contentieux avec les Iraniens était clos », et ceux-ci ont « ressenti sa grâce comme une autorisation qui était donnée (...) à leurs services de recommencer leurs activités » sur le territoire français.

VENTE AUX ENCHÈRES

23 AUTOMOBILES - CLASSIQUES ET RARES

Vendues au profit de l'école de médecine de Harvard à une vente aux enchères sans réserves : 21 septembre - New-Hampshire, USA. 52 Mercedes W194, la voiture de course officielle de l'usine, 29 Mercedes SSK, 27 Mercedes modèles K, 27 Bugatti 35 C, 13 Rolls-Royce Silver Ghost, 22 Rolls-Royce Mulliner Tourer et beaucoup d'autres. Téléphonez pour une brochure gratuite ou couleures - (New-Hampshire) - 19.1. 603778 8989, Paul Mc INNIS Inc. commissaire-priseur, Hampton Falls USA.

INTEMPÉRIES

Un violent orage fait des dégâts matériels dans les Yvelines

Un violent orage s'est abattu vers 21 heures, jeudi 22 août, sur la zone de Poissy et de Montfort-l'Amaury (Yvelines). Les vents, qui ont soufflé jusqu'à 100 kilomètres à l'heure, ont arraché ou endommagé plusieurs dizaines de toitures, cassé des arbres et des caténaires des voies de la SNCF sans faire de victimes.

La nationale 12, dans les covirons de La Queue-Juyvelines, et les voies ferrées, non loin de Poissy, ont été obstruées par des arbres et des fils électriques. Prés de deux cents pompiers et le personnel de la SNCF ont commencé à débayer routes et voies ferrées dès la fin de l'orage : la circulation devait être rétablie dans la matinée du vendredi 23 août. Quatre cents appels à l'aide sont venus de particuliers.

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guin, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Forenczi, Philippe Harman, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Leuvs-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

SPORTS

La déprime des athlètes de l'Est

Subventionnés et «soignés», ils raflaient les médailles.

Aujourd'hui, avant les championnats du monde d'athlétisme à Tokyo, leurs ambitions sont plus modestes

TOKYO

de notre envoyé spécial

Cent six. Pas un de moins. Ils sont tous là et Tokyo respire. Les athlètes soviétiques appelés à participer aux trois premiers championnats du monde d'athlétisme, du samedi 24 août au dimanche 1^{er} septembre, ont rallié la capitale japonaise sans encombre. Le coup de force contre M. Gorbatchev avait pourtant failli remettre en cause leur participation à cette compétition. Mardi 20 août, au lendemain du putsch, le perchiste Sergueï Bubka et quelques compatriotes étaient toujours à Moscou, alors que 95 autres athlètes restaient bloqués à Vladivostok (Sibirie orientale).

Leur «forfait» eût été à la fois catastrophique et hautement symbolique pour l'athlétisme mondial. Ce sport, plus que tous les autres, subit les conséquences de l'évolution politique des pays de l'Est. La chute des régimes communistes s'est accompagnée de celle d'un système qui, en son temps, permit de conquérir des monceaux de médailles. Le sport était alors outil de propagande, financé par l'Etat. L'athlète avait fonction d'ambassadeur, de porte-drapeau. Et le dopage renforçait parfois ses chances de succès.

Lors du précédent mondial d'athlétisme, à Rome (1987), vingt médailles d'or sur quarante-trois étaient revenues aux pays de l'Est. A Tokyo, un tel bilan est impossible. La disparition de la RDA et de ses championnes, dont certaines ont été enrôlées dans la nouvelle sélection allemande unifiée, n'exclut pas tout. L'Union soviétique a beau entretenir l'illusion avec ses perchistes et quelques jeunes filles plus rapides que les Américaines, c'est bien d'un déclin général dont il s'agit. La Bulgarie, trois fois médaillée d'or aux Jeux

olympiques de Séoul (1988), est reléguée au rôle de figurante. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et, à un degré moindre, la Roumanie s'enlisent dans l'anonymat.

Les raisons de cette soudaine décadence? A cette question, le Hongrois Istvan Gyulai, ancien champion du 400 mètres et membre du conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), n'hésite pas à évoquer, en premier lieu, les dispositions prises en matière de lutte contre le dopage. Selon lui, le renforcement des contrôles, notamment lors des périodes de compétition, a permis de sanctionner de nombreux athlètes et d'en dissuader beaucoup d'autres (1) dans la plupart des grands pays d'athlétisme, y compris les Etats-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne. Mais il estime que les sportifs de l'Est ont bel et bien été les «premières victimes» de cette entreprise d'assainissement.

Un mal étrange

Ainsi, dès le 6 décembre 1990, soit quelques semaines après la réunification des deux Allemagnes, les instances sportives allemandes annonçaient-elles la création d'une commission d'enquête sur le dopage. Elles promettaient des contrôles inédits sur les lieux d'entraînement. Officiellement, ces mesures concernaient tous les athlètes du pays reconstitué. En fait, elles visaient avant tout les transfuges de l'Est, ces champions d'exception jadis formés et «soignés» dans le plus grand secret.

Certains d'entre eux n'ont guère apprécié d'être ainsi suspectés. La belle sprinteuse Katrin Krabbe,

devenue aussi populaire de Bonn à Leipzig que Boris Becker ou Steffi Graf, s'est récemment indignée des multiples contrôles dont elle a fait l'objet avec sa camarade d'entraînement Grit Breuer: «On nous a dit que ces tests étaient tirés au sort, mais à chaque fois Katrin Krabbe et Grit Breuer sont désignées».

En dépit de multiples rumeurs, la culpabilité de la jeune femme n'a jamais été prouvée. En revanche, les statistiques indiquent clairement que l'athlétisme d'Europe centrale souffre d'un mal étrange depuis qu'il s'ouvre au reste du monde, sous la double contrainte des règlements et de la démocratie.

En 1988, année olympique (vingt médailles d'or sur quarante-deux possibles pour les pays de l'Est), six records du monde féminins avaient été établis par des athlètes de l'Est. Depuis le 1^{er} janvier 1989, seuls deux nouveaux records ont pris place sur les tablettes: celui du triple saut (une discipline récente chez les femmes, qui ne figure pas au programme de Tokyo) par la Soviétique Inessa Kravets (14,95 m) et le 10 km marche par sa compatriote Nadezhda Ryabikina (41 min 56 s 23). Coïncidence? En 1990, les sanctions pour usage de produits dopants étaient tombées plus facilement que les records: sur quinze femmes suspendues, onze étaient parvenues à l'auto-financement. Ils sont passés sans transition de l'Etat d'assistés à celui de démarcheurs de commanditaires. «Nous sommes extrêmement pauvres», soulignait il y a deux ans le secrétaire général de la Fédération roumaine, le docteur Nicolae Maracescu, dans un entretien au Monde, lors des championnats d'Europe en salle à Glasgow (le Monde du 6 mars 1990). «Pauvres», les Roumains le sont toujours. Les Bulgares, les Polonais ou les Soviétiques, «Du

Certes, l'ensemble de l'athlétisme mondial souffre de contreperformances. Mais, depuis le début de la saison, seules deux femmes bulgares sont apparues dans le tableau des meilleurs résultats de l'année dans leur discipline: Stelka Kostadinova et Svetlana Leseva en saut en hauteur. Quelques Roumaines, spécialistes

du demi-fond - le point fort de la Roumanie, - ont aussi échappé au naufrage.

M. Gyulai, le représentant hongrois de l'IAAF, sourit en évoquant les «champions et championnes très renommés» que l'on a soudain vu «disparaître de la circulation». Il rappelle que si ses compatriotes étaient jadis moins souvent médaillés que les Bulgares, c'est uniquement parce qu'ils ne disposaient pas du même «encadrement médical». Il remarque: «Après tout, ce déclin des anciens pays communistes n'est pas négatif pour l'athlétisme. Au contraire, c'est une bonne chose. Notre sport sera plus sain, plus naturel.»

L'argent

avant le drapeau

Les champions d'Europe de l'Est n'en seront pas pour autant plus performants. Car, au-delà du dopage, les raisons du déclin sont multiples et les risques d'aggravation inquiétants, en particulier pour l'URSS, menacée d'éclatement politique, donc sportif. Délaissés par leurs gouvernements qui ont d'autres priorités que les caisses des clubs, les dirigeants sont condamnés à l'auto-financement. Ils sont passés sans transition de l'Etat d'assistés à celui de démarcheurs de commanditaires. «Nous sommes extrêmement pauvres», soulignait il y a deux ans le secrétaire général de la Fédération roumaine, le docteur Nicolae Maracescu, dans un entretien au Monde, lors des championnats d'Europe en salle à Glasgow (le Monde du 6 mars 1990). «Pauvres», les Roumains le sont toujours. Les Bulgares, les Polonais ou les Soviétiques, «Du

jour au lendemain, nous avons dû nous prendre en charge. Cela ne s'improvise pas», remarque un officiel hongrois.

L'athlétisme de l'ancienne RDA connaît, lui aussi, de graves difficultés (2). De nombreux entraîneurs se sont retrouvés au chômage. D'autres ont été contraints à l'émigration. Néanmoins, certains clubs se sont tirés d'affaire grâce à leurs vedettes. C'est ainsi que Katrin Krabbe, dont les revenus annuels sont évalués à plus de 3 millions de francs, est venue en aide à son club de Neubrandenburg (160 km au nord de Berlin), menacé de disparition après avoir formé d'innombrables médaillés olympiques: sans elle, l'Etat allemand n'aurait peut-être pas versé une subvention de 4 millions de francs et le fabricant d'articles de sport Nike ne serait pas devenu commanditaire du club.

Quant à Heike Dreschler, l'une des meilleures spécialistes mondiales du 200 m et du saut en longueur (championne du monde en 1985), elle n'est plus membre des Jeunesses communistes et députée à la Chambre du peuple, apprentie opticienne, appointée à 800 marks est-allemands par mois. Son talent lui vaut aujourd'hui d'être rémunérée en dollars ou en «vrais» marks: des billets qu'elle peut désormais garder et non pas verser à l'Etat, comme c'était jadis la règle au-delà du mur. Profitant de sa réussite, elle a incité des sociétés telles que Puma (articles de sport) et Subaru (automobiles) à soutenir son club d'élite.

Les athlètes d'Europe centrale s'initient donc au capitalisme. Tous ne sont pourtant pas aussi «cotés» que Katrin Krabbe, Heike Dreschler ou Sergueï Bubka, le perchiste qui bat les records du monde au saut en hauteur (huit en 1991) afin de toucher des primes plus importantes à chaque centi-

mètre supplémentaire. Nombreux sont les champions de grand talent, mais de moindre renommée, qui «courent le cachet» de meeting en meeting, sans être aussi bien rétribués que les plus médiocres des Américains. Parfois, certains «anciens» sortent même de leur retraite, comme le lanceur de javelot Detlef Mitchell, champion du monde à Helsinki (1983) sous le maillot de la RDA. A trente-six ans, moyennant un emploi d'agent commercial et des primes de quelques milliers de francs, il a endossé la casaque d'un club de Berlin-Ouest. Il hante les réunions, tel un chanteur sur le retour.

«Ils courent pour les dollars et non plus pour le drapeau», affirme un journaliste soviétique à propos de ces athlètes dont la mentalité a changé et qui rechignent désormais à disputer des compétitions internationales avec leur sélection pour s'aligner dans des meetings plus rémunérateurs. A croire que l'athlétisme d'Europe de l'Est ne se remettra jamais d'avoir découvert, en même temps que la liberté, l'argent et les contrôles antidopage.

PHILIPPE BROUSSARD

1) Afin d'intensifier cette lutte contre le dopage dans tous les pays, les responsables de l'IAAF viennent de décider que l'usage de certains produits (les stéroïdes) serait désormais sanctionné par quatre ans de suspension contre deux auparavant; l'IAAF souhaite également mener avec les tests érythrocytaires de femmes M. Malcol, Brown, médecin de la délégation anglaise, a déclaré: «Je considère tout examen intime comme une atteinte à la liberté individuelle».

2) En août 1990, les derniers champions d'athlétisme de RDA, disputés à Dresde, faillirent ne pas avoir lieu, faute d'argent. Quelques semaines plus tard, M. Hans Hansen, président de la Fédération ouest-allemande des sports, évaluait à 300 millions de marks la facture du sauvetage du sport est-allemand.

COMMUNICATION

L'attribution des chaînes d'ITV en Grande-Bretagne

Les révélations sur les offres des candidats dérèglent le marché

La bataille pour l'obtention des seize chaînes du réseau britannique ITV tourne au cahem-car depuis que la presse a révélé certaines offres faites par des candidats. Mais l'accusé principal demeure le gouvernement de M. Thatcher, qui avait conçu ce système de vente.

Depuis fin juillet, le Stock Exchange de Londres et l'Independent Television Commission (ITC) sont aux cent coups. Les deux instances croyaient pouvoir travailler sereinement jusqu'en octobre, date fixée pour l'annonce du montant des offres faites par les candidats au rachat des seize chaînes privées du célèbre réseau de télévision ITV. Entre-temps, la presse, et notamment le *Financial Times*, a bénéficié de fuites lui permettant d'indiquer le montant des offres de nombreuses compagnies candidates au rachat, qu'elles soient ou non déjà propriétaires ou actionnaires d'une chaîne.

Théoriquement, ces révélations ne devraient pas avoir d'influence sur le choix de l'ITC. La commission est chargée de procéder au choix des repreneurs en tenant compte de la qualité de la programmation offerte, de l'«ancrage régional» et enfin de l'offre financière. Mais, dans la pratique, cet ultime critère est devenu prépondérant. Surtout depuis que certaines offres ont été dévoilées. «Cela démontre que le processus est franchement vicié», note M. David McCall, directeur général de la chaîne Anglia.

«Une totale gabegie»

Les «fuites» dont a bénéficié le *Financial Times* ont d'abord été attribuées aux quatre membres de l'ITC qui avaient accès aux dossiers: le président, le président délégué, le directeur général et leur secrétaire. Tous ont, bien entendu, nié avoir fourni le moindre chiffre. Ils ont d'ailleurs trouvé des défenseurs chez les analystes finan-

ciers de la City, qui jugent que les chaînes elles-mêmes et leurs multiples conseillers «sont, neuf fois sur dix, des sources d'information, au cours de conversations imprudentes ou en fournissant délibérément des tuyaux à la presse».

Quoi qu'il en soit, le marché des chaînes privées est tombé «dans une totale gabegie», selon les termes d'un conseiller d'une des seize chaînes. La publication régulière d'informations confidentielles dans le quotidien financier du groupe Pearson a renforcé le caractère volatil du dossier.

Ainsi, quand il a révélé que deux des télévisions, Scottish-TV et Central-TV, qui n'ont pas de repreneurs en face d'elles, avaient proposé moins d'un million de livres pour récupérer leur franchise, leurs actions ont fait un bond en avant. Mais en indiquant qu'elles n'ont pas de rivales en face d'elles, l'article du *Financial Times* pourrait, selon des experts, les rendre plus vulnérables et attirer des offres publiques d'achat.

En revanche, deux autres chaînes, la londonienne TV-M et Granada, dont le quotidien financier a écrit qu'elles avaient fait des offres trop basses, ont vu leurs actions plonger. La plus importante et la plus rentable des chaînes d'ITV, Thames-TV, est au centre de ce marché déréglé. Les enchères du groupe Carlton Communications et du consortium CPV-TV pour obtenir sa concession, 48 et 49 millions de livres respectivement, supplantent de loin l'offre faite par les actuels propriétaires de la chaîne (40 millions).

Un remède a été proposé, qui serait de rendre public l'ensemble des offres faites par la quarantaine de candidats, parmi lesquels figurent des groupes étrangers comme Rizzoli, NBC, Polygram, Canal Plus, la Générale des eaux, Time-Warner, etc. (le Monde du 17 mai). Certains experts estiment que cela donnerait une échelle moyenne et permettrait de dépeçer la bataille sur la qualité des programmes. Mais le consensus

sur cette décision est loin d'être réalisé au sein des chaînes, parmi les candidats, et au Stock Exchange.

La presse, pour une fois, sort relativement indemne de cette affaire, le sérieux du *Financial Times* s'imposant à tous. Les accusations s'adressent plutôt au système lui-même et au gouvernement de Mme Thatcher qui a mis au point cette vente aux enchères. Et chacun de se demander qui gagnera et qui perdra à ce jeu. Le résultat sera connu en octobre. En attendant, les seize chaînes d'ITV demeurent l'enjeu de fortes spéculations.

YVES-MARIE LABÉ

ÉCHECS

Le championnat du monde

- Karpov et Short en demi-finales
- Prolongation pour Ivantchouk et Yousoupov

Le jeune lion n'a pas mangé le «vieux» champion. Viswanathan Anand, vingt et un ans, a écarté, jeudi 22 août, à Bruxelles, dans la huitième et dernière partie de son quart de finale du championnat du monde d'échecs, devant Anatoli Karpov, quarante ans. En trente-deux coups, avec les Blancs, l'ancien champion du monde a dressé définitivement son adversaire et s'est qualifié pour les demi-finales sur le score de 4,5 à 3,5. Score écriqué, qui reflète le mal qu'a eu Karpov pour se débarrasser de l'Indien, ne reportant finalement que deux victoires sur huit parties, concédant une défaite et cinq nuls acharnés.

Après Timman (le Monde du 22 août) et Karpov, Nigel Short est devenu le troisième qualifié pour les demi-finales. L'Anglais,

âgé de vingt-six ans, a lui, très brillamment éliminé le Soviétique Boris Gelfand, vingt-trois ans, par 5 à 3, remportant jeudi une quatrième victoire (avec les Noirs) sur le quatrième joueur mondial.

Le dernier qualifié sera peut-être connu samedi. Alors qu'on attendait d'Ivantchouk, deuxième joueur mondial, une victoire relativement aisée sur Yousoupov, classé quinzième, il n'en a rien été. La longue du premier, vingt-deux ans, s'est heurté à la solidité du second, trente et un ans. Jeudi, avec les Blancs, Yousoupov, qui était mené 4-3 et devait impérativement vaincre, a battu Ivantchouk et a rejoint au score. Les deux joueurs devront donc jouer les prolongations sous forme d'un mini-match de deux parties en rythme accéléré, reconduit en cas d'égalité.

DÉFENSE

A quelques semaines des derniers arbitrages budgétaires

Nouvelles menaces sur le programme d'hélicoptères européens NH90

Le programme européen d'hélicoptères de transport militaire NH90 est à nouveau menacé. Le groupe français Aérospatiale, maître d'œuvre du projet, vient en effet de recevoir du ministère de la défense une notification lui indiquant que, dans l'état actuel des prévisions budgétaires, il serait impossible de lancer le développement de cet appareil bi-turbine de 9 tonnes, destiné aux armées de la terre et aux marines française, allemande, néerlandaise et italienne.

Après l'adhésion de l'Italie au projet, en juillet dernier, le lancement de la phase de développement de cet appareil était attendu d'ici à la fin de l'année, et le premier vol d'un prototype prévu pour 1995. La production aurait ensuite été assurée par une filiale commune basée à Aix-en-Provence, détenue au prorata des participations de chaque Etat: 42,4 % pour la France (dont 23 % financés sur fonds propres par Aérospatiale), 26,9 % pour l'Italie (Agusta), 24 % pour l'Allemagne (Messerschmitt-Bölkow-Blom, MBB), et 6,7 % pour les Pays-Bas. Les industriels prévoyaient un marché total de plus de sept cent vingt hélicoptères, et un financement de 1 376 millions d'euros (environ 10 milliards de francs) pour la phase de développement.

Aérospatiale compte sur le NH90 et les projets franco-allemands Tigre (hélicoptère anti-char) et Gerfaut (hélicoptère anti-hélicoptère) pour assurer le consortium Eurocopter, né de la fusion de sa division hélicoptères avec celle de MBB, dont ils voulaient faire «l'Aérbus de l'hélicoptère».

Les responsables de cette société se disent donc aujourd'hui «très déçus» par la notification du ministère de la défense. Un abandon du projet aurait des conséquences catastrophiques pour la coopération européenne, soulignent-ils, non sans rappeler que le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, et, surtout, le premier ministre, M. Edith Cresson, avaient soutenu le NH90 en juin dernier, lors du Salon du Bourget. Au cabinet de M. Joxe, on précise qu'il ne s'agit que d'un report. Il est impossible, estime-t-on, de donner le feu vert aux industriels, tant que l'enveloppe budgétaire pour 1992 n'est pas connue.

Ce n'est pas la première fois, en fait, que la poursuite de ce programme est remise en cause. Depuis trois mois (le Monde du 18 juin), l'armée de terre française s'interroge sur son aptitude à financer l'achat des cent soixante NH90 qui lui sont dévolus, pour

un coût estimé à 23 milliards de francs. La marine, quant à elle, est décidée à en acquérir soixante.

A quelques semaines des derniers arbitrages budgétaires, brandir, comme vient de le faire le ministère de la défense, la menace d'abandon d'un projet européen défendu par M. Cresson et M. Joxe, pourrait être interprété comme un moyen de faire fléchir M. M. Bérégovoy et Chirac.

Le ministère de la Défense précisait d'ailleurs jeudi soir dans un communiqué que «la décision du développement de l'hélicoptère NH90 ne pourra être prise qu'après les discussions budgétaires en cours», ajoutant que, «d'ici là, toute annonce portant sur l'annulation ou le report du programme est prématurée». La délégation générale à l'armement (DGA) reconnaissait pourtant de son côté que le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, a écrit à son homologue allemand pour l'informer de la suspension du programme dans l'attente de l'examen du budget 1992 et de la loi de programmation militaire.

J.-P. D.

ci l'annulation des commandes de chars à GIAT-Industries n'est pas définitive. — «Les décisions communiquées à GIAT-Industries concernant l'annulation d'une commande de rénovation de 92 chars AMX 30 B2 et de 24 véhicules d'observation d'artillerie ont été prises à titre conservatoire, à indication du ministre de la défense dans un communiqué du jeudi 22 août. Aucune décision définitive ne sera arrêtée avant concertation avec les élus concernés, les représentants de la direction de GIAT-Industries et ses personnels». Une première réunion se tiendra au ministère de la défense à ce sujet au début de la semaine prochaine. Précisons qu'il s'agit de commandes de «rénovation», et non de «fabrication» comme indiqué par erreur dans le Monde du 23 août.

ci l'annulation des commandes de chars à GIAT-Industries n'est pas définitive. — «Les décisions communiquées à GIAT-Industries concernant l'annulation d'une commande de rénovation de 92 chars AMX 30 B2 et de 24 véhicules d'observation d'artillerie ont été prises à titre conservatoire, à indication du ministre de la défense dans un communiqué du jeudi 22 août. Aucune décision définitive ne sera arrêtée avant concertation avec les élus concernés, les représentants de la direction de GIAT-Industries et ses personnels». Une première réunion se tiendra au ministère de la défense à ce sujet au début de la semaine prochaine. Précisons qu'il s'agit de commandes de «rénovation», et non de «fabrication» comme indiqué par erreur dans le Monde du 23 août.

Les nouvelles de

Que d'

JOE MAN

MARCHÉS FINANCIERS

Dans la perspective du grand marché européen de 1993

Les entreprises espagnoles accroissent leurs investissements au Pays basque français

Dans la perspective de l'abaissement des frontières au sein de la CEE au 1^{er} janvier 1993, les échanges économiques se multiplient entre les deux parties du Pays basque, au nord et au sud de la frontière franco-espagnole. Depuis deux ans environ des entreprises originaires du sud de la frontière s'implantent dans le Pays basque français, et de plus en plus nombreux sont les habitants de la Communauté autonome basque (CAV, Espagne) ou de la Communauté de Navarre qui se déplacent pour leurs loisirs vers les régions françaises.

BAYONNE

de notre correspondant

Une quarantaine de sociétés, selon les statistiques de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, possèdent « de l'argent espagnol dans leur capital ». Environ la moitié de ces sociétés sont implantées depuis deux ans, et leur arrivée sur cette partie du territoire français revêt un caractère symbolique pour une frange de la population pour laquelle, entre Adour et Ebre, s'étend un même pays historique.

En revanche, les flots migratoires de Basques provenant du sud de la frontière et venant passer sur la côte basque française des loisirs de court séjour, s'ils enchantent les professionnels du tourisme ou du commerce en général, irritent... les nationalistes basques de France, qui ont toujours contesté la politique de « tout-tourisme » en matière de développement économique.

200 millions de francs

Et l'on entend quelquefois critiquer sur la côte basque française ces pénétrations de capitaux espagnols dans le secteur de l'immobilier : pénétrations d'argent que l'on n'hésite pas à présenter par-

fois comme des placements qui, en Espagne, échappent aux contrôles et viennent en France, après avoir glissé entre les mailles du filet douanier.

La chambre de commerce de Bayonne a chiffré cette entrée de capitaux espagnols dans l'économie de sa circonscription : les entreprises originaires d'Espagne ont déjà investi 200 millions de francs en Pays basque français. Le premier semestre 1991 a été une période faste en matière d'implantations d'entreprises. En revanche, les estimations sont plus délicates pour les investissements dans l'immobilier. Aucun travail de ce type n'a pu être encore réalisé.

Pour certaines entreprises originaires du Pays basque espagnol, la zone française représente « une sorte de marchepied affectif pour pénétrer sur le marché français ». D'autres implantations relèvent davantage de la perspective européenne, à l'instar de cette création d'un groupement d'intérêt économique européen - Bayonne Manutention - qui viennent de mettre en place sur le site portuaire de Bayonne les coopératives agricoles de la Navarre espagnole et la CACBA de Pau.

Le Pays basque français se trouve aux portes de la CAV, la région espagnole dans laquelle la main-d'œuvre est devenue la plus chère d'Espagne. Franchir la frontière vers le nord, dans une région qui est longtemps restée coincée entre ruralité et tourisme, permet aux investisseurs espagnols d'accéder à un marché de l'emploi très avantageux pour eux.

Cette pénétration d'entreprises espagnoles est aussi la manifestation d'un dynamisme économique qui, pour l'heure, est plus perceptible au sud qu'au nord de la frontière. « Le Pays basque nord, confie M. Aurélien Lafont, directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, reste la voie la plus directe entre Paris et Madrid, l'espace de passage obligé sur l'axe atlantique et la charnière entre Aquitaine et Pays basque d'Espagne ».

PATRICK BUSQUET

Provoquant de fortes fluctuations boursières

GLP, spécialiste du négoce de vin devient le troisième actionnaire de la Compagnie des signaux

Le Groupement privé de gestion, société de portefeuille filiale de GLP (Groupe leader de promotion), a franchi, mercredi 21 août, la barre des 10 % dans le capital de la CSEE (Compagnie des signaux et équipements électroniques) et n'exclut pas d'aller plus loin dans l'avenir. Les responsables de cette société de négoce de vins présentent cette opération comme un simple placement même s'ils deviennent le troisième actionnaire du groupe derrière Quadral (23 %) et l'italien Finmeccanica (appartenant au holding industriel d'Etat IRI).

Cette opération se déroule alors que le flux le plus total régit sur la structure prochaine de l'actionnariat de la CSEE. Afin d'éponger les pertes qui, selon la nouvelle équipe dirigeante, se sont élevées à 165,5 millions de francs en 1990 - et non à 3 millions, comme l'avait affirmé l'ancienne direction - la firme procède depuis le 7 août à une augmentation de capital. Celle-ci s'achève mardi 27 août sans que personne ne sache quelle sera l'attitude exacte du principal actionnaire, Quadral. Participera-t-il ou ne participera-t-il pas au renforcement des fonds propres ? Le voile devrait être levé au dernier moment.

DOMINIQUE GALLOIS

GLP, établissement présidé par M. Serge Pouillet et ayant pour directeur général M^{me} Janine Ferrag, exploite une cinquantaine de magasins ou entrepôts de vente et réalise un chiffre d'affaires de 180 millions de francs, dont une petite partie dans la confiserie. Cette entreprise s'est dotée d'une filiale appelée Groupement privé de gestion, afin de gérer son parc immobilier, dont les loyers sont estimés à 10 millions de francs, et son portefeuille mobilier. Dans une optique de placement, affirme-t-on

Textila : reconquête de la taxe aux organisations techniques. - Le gouvernement a reconduit jusqu'en 1993 une taxe parafiscale prélevée sur le commerce du textile en faveur du Comité de développement et de promotion du textile et de l'habillement, indiguité jeudi 22 août le Journal officiel. Cette taxe rapporte environ 130 millions aux « organisations techniques » du textile français, précise l'Union des industries textiles. Le décret instituant était parvenu à échéance à la fin de l'année dernière.

NEW-YORK, 22 août ↑

Retour au calme

Après une journée d'euphorie, le calme est lentement revenu jeudi à Wall Street. Après avoir d'abord monté de plus de 20 points, l'indice Dow Jones a ensuite reculé, et même au-delà, tout le terrain, avant de finir à nouveau un peu la tête hors de l'eau. A la clôture, il s'inscrit à la cote 3 007,38 avec un très modeste gain de 5,59 points. Le bilan de la séance a été comparable à ce résultat. Sur 2 089 valeurs traitées, 891 ont monté, 887 ont baissé et 511 n'ont pas bougé.

Le calme aura-t-il cessé d'opérer ? Pour les professionnels, le bourse new-yorkaise redonne l'impression que le marché européen ont réagi plus vigoureusement et plus longtemps vers les résultats des entreprises, peu brillante dans l'ensemble. Des « traders » sont formels : la bourse américaine est en train de se redresser jusqu'à 2 900 points. A suivre.

Des rumeurs avaient circulé dans la matinée faisant état d'une nouvelle augmentation des demandes d'allocation-chômage pendant le semestre au 10 août. C'est la raison du rapt des cours observé en séance. Tous les regards se tournent maintenant vers les résultats des entreprises, peu brillante dans l'ensemble. Des « traders » sont formels : la bourse américaine est en train de se redresser jusqu'à 2 900 points. A suivre.

VALEURS	Cours du 21 août	Cours du 22 août
Alcoa	85 1/2	86 3/8
AT&T	39 1/8	39 1/8
Boeing	42 1/4	42 1/4
Chrysler	21	20 3/4
Du Pont de Nemours	48 3/4	48 3/4
Exxon	62 1/2	62 1/2
General Motors	58 1/4	58 1/2
IBM	21 1/4	21 1/4
Intel	27 1/2	27 1/2
Johnson & Johnson	37 1/2	37 1/2
Merck	36 1/2	36 1/2
Microsoft	39 3/8	39 3/8
Motorola	58 3/8	58 3/8
Pfizer	56	56 1/2
Schering	59 1/8	59 1/8
Union Carbide	133 1/2	133 1/2
Westinghouse	22 1/2	22 1/2
Yale	54 1/2	54 1/2

LONDRES, 22 août ↑

Nouveaux sommets

Après un départ en flèche, soutenu par le retour de M. Mikhail Gorbatchev au pouvoir en Union Soviétique, les valeurs de la Bourse de Londres ont continué de monter, jeudi 22 août, à la hausse jusqu'à 2 640,5 en séance et 2 623 en clôture. Cette hausse de 0,6 % a compensé l'effet de la chute du « rudi rouge » après l'annonce du coup d'Etat en URSS. Le volume des échanges a été de 1 500 millions de livres contre 1 400 millions de livres la veille. Les investisseurs ont apprécié les signes de la poursuite de l'économie de Grande-Bretagne avec la publication d'un déficit de la balance des paiements britannique pour juillet moins important que les prévisions des analystes. Le City attendait un déficit compris entre 200 et 300 millions, alors qu'il n'a été que de 165 millions de livres.

O ICI revient sur le marché australien des pétroles automobiles. - Quatre mois après avoir déclaré forfait dans les pétroles automobiles outre-Atlantique et revendu sa filiale casadienne au groupe américain PPG, le géant britannique a décidé de se retirer de la chimie, vient de conclure un accord de joint-venture avec Ferro Corporation pour la production et la commercialisation de peintures protectrices (isolation, anticorrosion) en poudre pour les carrosseries, mais aussi pour les appareils ménagers et le mobilier de bureau.

La nouvelle société créée sera basée à Cleveland (Ohio, USA) et emploiera 600 personnes. Elle sera des filiales en Europe, aux Etats-Unis et en Asie. Son capital sera réparti à 51 % chez ICI et à 49 % chez Ferro. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 200 millions de dollars. Numéro un mondial de la peinture, ICI avec 60 usines implantées dans 22 pays réalise 12 % de son chiffre d'affaires dans le secteur peinture. Beaucoup se demandent ce que le groupe s'attire à faire de technologie très avancée dans les peintures en poudre après son engagement américain. L'accord avec Ferro répond à la question.

Crédit Lyonnais Bank Nederland : chute de 81,5 % du bénéfice net. - La filiale du Crédit lyonnais aux Pays-Bas (CLBN) a enregistré un bénéfice net en chute de 81,5 % au cours du premier semestre de 1991 à 6,2 millions de florins (18,6 millions de francs) contre 33,4 millions au cours du premier semestre de 1990. Dans un communiqué publié jeudi 22 août à son siège de Rotterdam, la banque précise que ce résultat était décevant « est dû au mon-

PARIS, 23 août =

Pause après l'agitation

Le calme revenait vendredi sur le marché français, après que l'indice CAC 40 ait dépassé son niveau d'avant la poussée échouée en URSS (1 920,31). L'indice CAC 40 après avoir ouvert sur un léger gain de 0,26 %, s'apprêlait de 0,89 % en fin de matinée. Plus tard, en début d'après-midi, peu avant le début des transactions à Wall Street, l'indice était ramené à 0,67 % (1 828,86).

Au cours de ce quatrième jour consécutif de hausse, le marché demeure actif avec plus d'un milliard de francs traités sur le marché à règlement mensuel à la séance. Les investisseurs continuent à opérer des arbitrages entre valeurs françaises. Toutefois, les déclarations de M. Pierre Bédégovoy selon lesquelles il ne peut pas garantir aujourd'hui une baisse des taux d'intérêt n'ont pas eu d'impact négatif, car le ministre des finances a précisé que plus le franc se raffermirait, plus la marge de manœuvre pour une baisse est grande.

Parmi les valeurs les plus actives de la séance, figuraient toujours la Compagnie des signaux et équipements électroniques (CSEE), Nordon et Select-banque, une nouvelle valeur du règlement mensuel. Du côté des baisses, on notait Contrax, Robur et Cetelem.

Le calme aura-t-il cessé d'opérer ? Pour les professionnels, le bourse new-yorkaise redonne l'impression que le marché européen ont réagi plus vigoureusement et plus longtemps vers les résultats des entreprises, peu brillante dans l'ensemble. Des « traders » sont formels : la bourse américaine est en train de se redresser jusqu'à 2 900 points. A suivre.

Le calme aura-t-il cessé d'opérer ? Pour les professionnels, le bourse new-yorkaise redonne l'impression que le marché européen ont réagi plus vigoureusement et plus longtemps vers les résultats des entreprises, peu brillante dans l'ensemble. Des « traders » sont formels : la bourse américaine est en train de se redresser jusqu'à 2 900 points. A suivre.

Le calme aura-t-il cessé d'opérer ? Pour les professionnels, le bourse new-yorkaise redonne l'impression que le marché européen ont réagi plus vigoureusement et plus longtemps vers les résultats des entreprises, peu brillante dans l'ensemble. Des « traders » sont formels : la bourse américaine est en train de se redresser jusqu'à 2 900 points. A suivre.

VALEURS	Cours du 22 août	Cours du 23 août
Alcoa	1 050	1 050
Boeing	1 450	1 450
Chrysler	2 500	2 500
Du Pont de Nemours	1 400	1 400
Exxon	1 000	1 000
General Motors	800	800
IBM	500	500
Intel	1 500	1 500

FAITS ET RÉSULTATS

O ICI revient sur le marché australien des pétroles automobiles. - Quatre mois après avoir déclaré forfait dans les pétroles automobiles outre-Atlantique et revendu sa filiale casadienne au groupe américain PPG, le géant britannique a décidé de se retirer de la chimie, vient de conclure un accord de joint-venture avec Ferro Corporation pour la production et la commercialisation de peintures protectrices (isolation, anticorrosion) en poudre pour les carrosseries, mais aussi pour les appareils ménagers et le mobilier de bureau.

La nouvelle société créée sera basée à Cleveland (Ohio, USA) et emploiera 600 personnes. Elle sera des filiales en Europe, aux Etats-Unis et en Asie. Son capital sera réparti à 51 % chez ICI et à 49 % chez Ferro. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 200 millions de dollars. Numéro un mondial de la peinture, ICI avec 60 usines implantées dans 22 pays réalise 12 % de son chiffre d'affaires dans le secteur peinture. Beaucoup se demandent ce que le groupe s'attire à faire de technologie très avancée dans les peintures en poudre après son engagement américain. L'accord avec Ferro répond à la question.

Crédit Lyonnais Bank Nederland : chute de 81,5 % du bénéfice net. - La filiale du Crédit lyonnais aux Pays-Bas (CLBN) a enregistré un bénéfice net en chute de 81,5 % au cours du premier semestre de 1991 à 6,2 millions de florins (18,6 millions de francs) contre 33,4 millions au cours du premier semestre de 1990. Dans un communiqué publié jeudi 22 août à son siège de Rotterdam, la banque précise que ce résultat était décevant « est dû au mon-

tant affecté aux provisions pour risques (25 millions de florins contre 100 millions pour toute l'année 1990) du fait de dévaluations incertaines dans différents secteurs de l'économie néerlandaise ».

O L'actionnaire principal de Nobel Industries est en difficulté. - L'actionnaire principal du groupe industriel suédois Nobel Industries (électronique, chimie), M. Erik Penser, rencontre d'importantes difficultés financières qui ont amené jeudi 22 août la suspension des cours de Nobel Industries à la Bourse de Stockholm. La société d'investissement Gamblestedt, également contrôlée par M. Erik Penser, a réalisé des pertes de plus de 2,8 milliards de couronnes (2,6 milliards de francs) au premier semestre, en raison d'importantes pertes de crédit. Ses pertes dépassent le capital de la société, un contrôle du bilan a été décidé par le conseil d'administration de la société, dont la cotation en Bourse a été également suspendue.

O Naissance prochaine d'un holding bancaire suédois en Suisse. - Le groupe bancaire suédois Scandinaviska Banken (S-Bank), présent dans les principales villes d'Europe, va fusionner ses activités de banque d'affaires et les grouper dans un holding. Scandinaviska SA, qui aura son siège en Suisse, a annoncé le 21 août la Banque Scandinaviska en Suisse, filiale de S-Bank à Genève. Cette fusion, qui doit encore être approuvée par les autorités suédoises, britanniques et par la Commission fédérale des banques suisses, permettra au groupe suédois de réaliser des économies d'échelle et de rationaliser le secteur informatique.

PARIS :

Second marché (diffusion)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3468	3415	Immo. Hélière	854	854
Amatit Associés	280	280	Immo. Computer	155	155
B.A.C.	130	135	I.P.R.M.	72	74 80
Bouygues	800	788	Loca Invest	245 10	251
Bouygues (Ly.)	380	355	Loca Invest	70	70
Bouygues (Ly.)	220	220	Mina Cocom	113 30	108 80
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	888	910	Mina Cocom	150	150
Café de France	357	400	Publ. Figaro	408 50	400
Café de France	357	400	Publ. Figaro	710	710
Café de France	357	400	Publ. Figaro	295 40	295 40
Café de France	357	400	Publ. Figaro	180	179
Café de France	357	400	Publ. Figaro	378 60	378 50
Café de France	357	400	Publ. Figaro	278	278
Café de France	357	400	Publ. Figaro	333 50	333 50
Café de France	357	400	Publ. Figaro	197	197
Café de France	357	400	Publ. Figaro	69	68 50
Café de France	357	400	Publ. Figaro	751	751
Café de France	357	400	Publ. Figaro	780	780

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 22 août 1991

Nombre de contrats : 131 407

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	105,68	105,80	105,72
Précédent	105,28	105,30	105,40

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
106	0,18	0,95
	0,51	1,29

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dernier	1 831,5	1 845	1 865
Précédent	1 801	1 817,5	1 830

CHANGES

Dollar : 5,8905 F ↓

Le dollar s'échangeait en légère baisse vendredi 22 août, cotant à Paris 5,8905 francs au fixing, contre 5,9225 francs la veille à la cotation officielle. Les marchés continuaient de réajuster leur position après l'échec du coup d'Etat à Moscou.

FRANCOFORT	22 août	23 août
Dollar (en DM)	1,7425	1,7383
TOKYO	22 août	23 août
Dollar (en yen)	136,78	136,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (officiels privés)

Paris (23 août)	9 1/16 9 3/16 %
New-York (22 août)	5 9/16 %

BOURSES

PARIS (MSE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises	21 août	22 août
Valeurs étrangères	115,3	117
SBF, base 100 : 31-12-91	118,2	117,7
Indice général CAC	499,26	473,16
SBF, base 1000 : 31-12-97	179,87	181,13

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles	21 août	22 août
Industrielles	3 001,79	3 007,38
LONDRES (Index Financial Times)	21 août	22 août
100 valeurs	2 601,90	2 623
30 valeurs	2 633,70	2 658,1
Mines d'or	173,20	167,7
Fonds d'Etat	85,65	85,94

FRANCOFORT

Dax	20 août	21 août
Dax	1 578,82	1 536,83

TOKYO

FINANCIERE DES DEVISES		
	DEUX MOIS	SIX MOIS

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MON	DEUX MON	SIX MON
\$ E.U.	5,9120	5,9150	+ 186
S. can.	5,1687	5,1736	+ 34
Yen (100)	4,3216	4,3254	+ 71
DM	3,3937	3,3994	+ 5
Finla	5,0145	5,0168	+ 1
YB (100)	16,5994	16,5233	+ 77
FS (100)	3,8933	3,8979	+ 38
L (1 000)	4,5451	4,5491	+ 167
S	9,9529	9,9538	+ 91

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.U.	3 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 1/8	9 3/8	9 5/16	9 5/16
Yen	7 3/8	7 1/2	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	6 5/16	7 1/4
DM	5 1/4	5 1/2	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 7/8	5 5/16	5 7/8
Finla	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
YB (100)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
FS	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
L (1 000)	10 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
S	10 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse.

BOURSE

36.15 LEMONDE

BOURSE DU 23 AOUT

Cours relevés à 13 h 48

Competition		VALEURS		Cours précédent		Dernier cours		%		Competition		VALEURS		Cours précédent		Dernier cours		%				
3961	C.N.E. 3%	3690	3505	4000	+ 0.03	Comptes annuels	3690	3505	4000	+ 0.03	3961	C.N.E. 3%	3690	3505	4000	+ 0.03	3961	C.N.E. 3%	3690	3505	4000	+ 0.03
885	B.M.P. T.P.	948	880	940	+ 1.08	VALEURS	885	880	940	+ 1.08	885	B.M.P. T.P.	948	880	940	+ 1.08	885	B.M.P. T.P.	948	880	940	+ 1.08
1000	C.N.E. 2%	1200	1025	1025	+ 0.56	210	1000	1025	1025	+ 0.56	1000	C.N.E. 2%	1200	1025	1025	+ 0.56	1000	C.N.E. 2%	1200	1025	1025	+ 0.56
1010	Shore Pulp T.P.	1507	1540	1520	+ 0.56	210	1010	1540	1520	+ 0.56	1010	Shore Pulp T.P.	1507	1540	1520	+ 0.56	1010	Shore Pulp T.P.	1507	1540	1520	+ 0.56
1011	Sole Gohale T.P.	1005	1005	1005	+ 1.32	210	1011	1005	1005	+ 1.32	1011	Sole Gohale T.P.	1005	1005	1005	+ 1.32	1011	Sole Gohale T.P.	1005	1005	1005	+ 1.32
985	ACCEL	792	850	850	+ 1.26	240	985	850	850	+ 1.26	985	ACCEL	792	850	850	+ 1.26	985	ACCEL	792	850	850	+ 1.26
985	AL Liquid	893	894	891	+ 0.28	240	985	894	891	+ 0.28	985	AL Liquid	893	894	891	+ 0.28	985	AL Liquid	893	894	891	+ 0.28
578	Alcof-Aldon	573	575	578	+ 0.47	1180	578	575	578	+ 0.47	578	Alcof-Aldon	573	575	578	+ 0.47	578	Alcof-Aldon	573	575	578	+ 0.47
578	ALCOF	1760	1760	1760	+ 0.47	1180	578	1760	1760	+ 0.47	578	ALCOF	1760	1760	1760	+ 0.47	578	ALCOF	1760	1760	1760	+ 0.47
578	A.L.P.I.	380	382	382	+ 0.53	240	578	382	382	+ 0.53	578	A.L.P.I.	380	382	382	+ 0.53	578	A.L.P.I.	380	382	382	+ 0.53
2210	Alph. Pilot	2300	2300	2300	+ 0.57	400	2210	2300	2300	+ 0.57	2210	Alph. Pilot	2300	2300	2300	+ 0.57	2210	Alph. Pilot	2300	2300	2300	+ 0.57
985	Air St. Canada	485	485	485	0	197	985	485	485	0	985	Air St. Canada	485	485	485	0	985	Air St. Canada	485	485	485	0
300	Am. Int. M. M.	215	216	212	+ 1.40	148	300	216	212	+ 1.40	300	Am. Int. M. M.	215	216	212	+ 1.40	300	Am. Int. M. M.	215	216	212	+ 1.40
340	Am. Int. M. M.	215	216	212	+ 1.40	148	340	216	212	+ 1.40	340	Am. Int. M. M.	215	216	212	+ 1.40	340	Am. Int. M. M.	215	216	212	+ 1.40
175	Bulap	163	171	170	+ 0.58	240	175	171	170	+ 0.58	175	Bulap	163	171	170	+ 0.58	175	Bulap	163	171	170	+ 0.58
126	Bulap-Egypt	120	120	118	+ 0.87	240	126	120	118	+ 0.87	126	Bulap-Egypt	120	120	118	+ 0.87	126	Bulap-Egypt	120	120	118	+ 0.87
750	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	750	756	755	+ 0.13	750	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	750	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
126	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	126	756	755	+ 0.13	126	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	126	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13
985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	2370	985	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13	985	Bulap-Holland	756	756	755	+ 0.13</

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

22/8

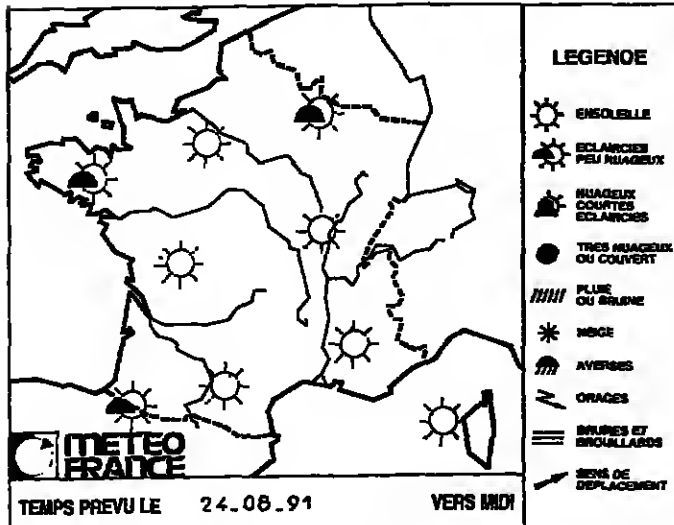
VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emis- sion Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emis- sion Frans Incl.	Rachet net	VALEURS	Emis- sion Frans Incl.	Rachet net
Obligations																							
Emp. Etat 8.5% 77	120	80	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Meygros	750	A.A.A.	1037	66	Française	849	07	1108	1037	66	Ass. Gen. (Soc.)	8108	72	1108	1037	66
Emp. Etat 8.5% 78	100	36	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Action	221	21	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 79/80	102	51	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aggrégée	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
Emp. Etat 11.5% 82	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66	Primes Oblig.	10775	63	10775	63
10.0% 82/84	102	84	C.I.T.A.M. (B)	2010	980	Midi Depts	750	....	Aménage	757	80	Frangin	27	27	27	1037	66</					

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

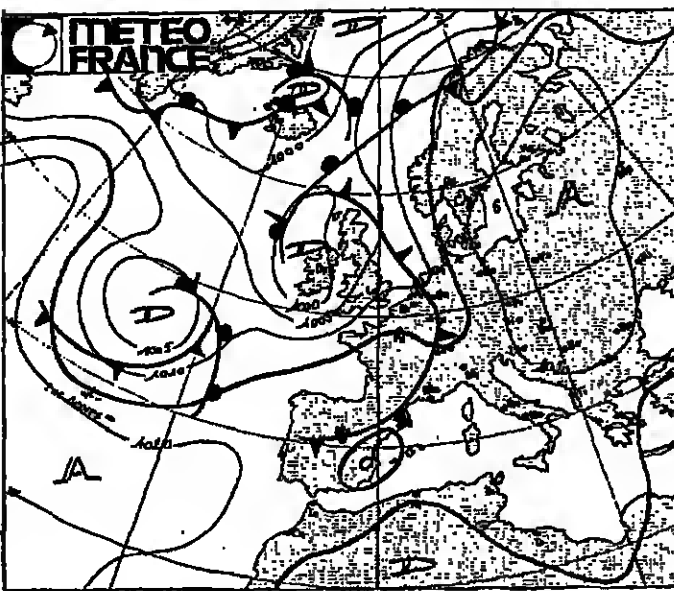
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 24 août 1991
Brumeux le matin, puis ensoleillé

SITUATION LE 23 AOÛT 1991 À 0 HEURE TU



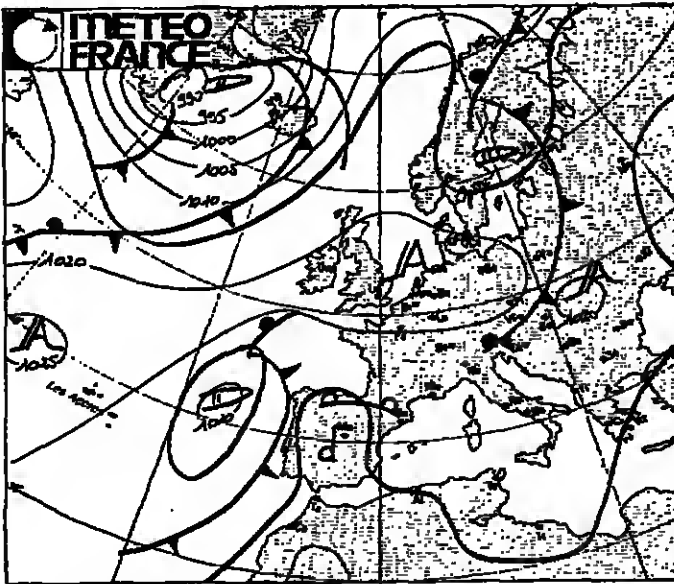
En fin de semaine le soleil prédominera sur la plupart des régions. Cependant, lundi et mardi, le temps deviendra lourd et orageux sur une moitié sud-ouest du pays.

Osmance 25 août : soleil. - Après dissipation des brumes matinales, le soleil brillera partout. Toutefois, en cours de journée, des passages nuageux se produiront sur le Sud-Ouest.

Les températures minimales seront comprises entre 13 à 15 degrés sur la moitié nord et de 16 à 20 degrés sur la moitié sud.

Les températures maximales évolueront de 27 à 30 degrés sur la moitié nord, et de 30 à 33 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 25 AOÛT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 23-8-91

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG	31	15	0
ALGER	25	16	N	MADRID	26
BARCELONE	26	17	N	MARRAKECH	26
BELGRADE	27	18	N	MEXICO	25
BOMBAY	28	19	N	MILAN	25
BUDAPESTE	29	20	N	MONTREAL	26
COPENHAGUE	30	21	N	MOSCOW	27
DUBLIN	31	22	N	NAIROBI	27
GENÈVE	32	23	N	NEW DELHI	28
GRANDE-BRETAGNE	33	24	N	NEW YORK	29
HONGKONG	34	25	N	OSLO	30
JERUSALEM	35	26	N	PALM-DEJAL	31
LE CAIRE	36	27	N	PARIS	32
LIÉGNE	37	28	N	PRAGUE	33
LONDRES	38	29	N	ROME	34
LYON	39	30	N	SARAJEVO	35
MARSEILLE	40	31	N	SINGAPOUR	36
NANTES	41	32	N	STOCKHOLM	37
NICE	42	33	N	SYDNEY	38
PARIS-MONT	43	34	N	TOKYO	39
PERTH	44	35	N	TUNIS	40
PRAGUE	45	36	N	VIENNE	41
REIMS	46	37	N		
STRASBOURG	47	38	N		

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

Graham CUTTING
Anne-Françoise CUTTING-DECELLE
ont la très grande joie d'annoncer la naissance, le 9 août 1991, à Montpellier, de

Christine, Viviane.

Résidence Pont-Royal,
165, avenue Aristide-Briand,
94230 Cachan.

Les docteurs
Jean-Claude LEFEBVRE
Chantal LAJOIE-LEFEBVRE
et leur fils Thibault
ont la joie d'annoncer la naissance de
Laurine,
le 8 août 1991.

4, rue du Colonel-Fabien,
60150 Thoury.

Mariages

Marie DOMERGUE
et
Pierre HUGUENIN

ont la joie de faire part de leur mariage, qui sera célébré le samedi 24 août 1991, à 17 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques).

Le Puy,
64250 Guiche.

Décès

« Si je traverse les ravins de la mort,
je ne crains aucun mal car Tu es avec moi.
Ton bras me guide et me rassure. »
Psaume 22.

Le 21 août 1991.

Emile COLLANGE,
X (40),
étudiant en maîtrise de théologie,
est entré dans la vie éternelle.

Les siens sont dans la peine.

Ils se réuniront auprès de lui pour la messe de funérailles dans l'église de Saint-Jean-de-Luz (Lez), le vendredi 23 août, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Jean-de-Luz.

« Heureux les doux, car ils hériteront la terre.
Heureux les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde.
Heureux les purs, car ils verront Dieu.
Heureux les pacifiques, car ils seront appelés fils de Dieu. »

31, avenue de Rueil,
92000 Nanterre.
Les Proménades,
42890 Saint-Jouan.

M. Ernest KAHANE,
né Marcelle Wertz,
survécu à Paris, le 21 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

6, route de Boissy,
91590 Orveau,
11, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

M. Ernest KAHANE,
né Marcelle Wertz.

survécu à Paris, le 21 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

6, route de Boissy,
91590 Orveau,
11, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

M. Ernest KAHANE,
né Marcelle Wertz.

survécu à Paris, le 21 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

6, route de Boissy,
91590 Orveau,
11, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

M. Ernest KAHANE,
né Marcelle Wertz.

survécu à Paris, le 21 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

6, route de Boissy,
91590 Orveau,
11, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

M. Ernest KAHANE,
né Marcelle Wertz.

survécu à Paris, le 21 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

6, route de Boissy,
91590 Orveau,
11, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

M. Ernest KAHANE,
né Marcelle Wertz.

survécu à Paris, le 21 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

6, route de Boissy,
91590 Orveau,
11, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

M. Georges LUQUENS,
M. et M. Hervé LUQUENS,
M. Corinne LUQUENS,
ont la douleur de faire part du décès de
Georges LUQUENS,
architecte DPLG,

survécu le 17 août 1991, à Paris, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le jeudi 22 août, en l'église Saint-François-Xavier, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue de Tourville,
75007 Paris.

M. Paul SAUTERAUD,
son épouse,
son fils,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SAUTERAUD,
premier président honoraire
de la cour d'appel de Chambéry,
officier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,

survécu le 15 août 1991, dans sa soixante-seizième année.

Après la cérémonie religieuse, l'inhumation a eu lieu au Vésinet, dans le caveau familial.

28, avenue Foch,
94120 Fontenay-sous-Bois.

Le président de l'université
Robert-Schuman de Strasbourg,
La direction
Et le personnel du Centre d'études
internationales de la propriété industrielle,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Rossmund SINGER,
professeur au CEPI,
directeur
de la section internationale du CEPI,
survécu le 20 août 1991, à Ebersberg
(Allemagne).

Remerciements

Trévéra (Côte-d'Armor), Paris,
Juvigny-sur-Orne (Eure-et-Loire).

Le docteur Yves ROSE,
son épouse,
sa fille, sa petite-fille,
sa mère M. Hélène Pouchiat,
son frère André,
ont la douleur de faire part du décès de

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

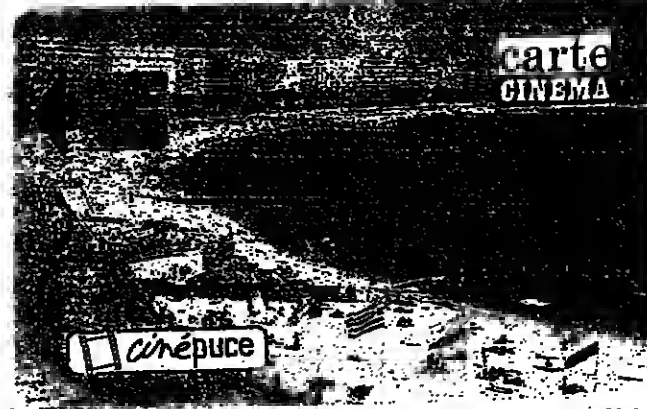
Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

Trévéra, le 13 août 1991.

PHILATÉLIE

Les cartes cinéma



La collection des cartes à puce - en particulier celle des télécartes - se porte bien, à peine contrariée par la vogue que connaissent les pin's. Une autre collection spécialisée de cartes à micro-circuits semble bien partie, celle des cartes cinéma.

Fonctionnant selon le même principe que les télécartes (la prépaiement d'un service, en l'occurrence l'achat de places de cinéma), les cartes cinéma sont apparues en 1987 dans le réseau Pathé. Elles peuvent accueillir de la publicité (Barbara Gould, Faverre Consultants, par exemple) ou faire la promotion des films projetés dans les salles (SDS-Fantômes, Indiana Jones, etc.). Il en existe aussi sous forme de tirages commémoratifs.

La société Data-Loisirs (2) se charge de la fabrication et gère les transactions issues de ces cartes pour le compte du réseau Pathé. Depuis peu, une autre société, Cinépuce (3), propose des services similaires pour un réseau de ciné-

En filigrane

• Koweït : hommage aux forces de la coalition. - La poste du Koweït a émis, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion du Koweït par l'Irak, un feuillet de quarante-deux timbres en hommage aux pays qui ont joint leurs forces pour sa libération. Les timbres,



d'une valeur de cinquante fils, représentent des combattants aux couleurs des drapeaux de ces pays (dont le Koweït et les Nations unies).

• Les dinosaures en catalogue. - Saviez-vous que le premier timbre représentant un dinosaure (Lufengosaurus) est paru en 1958 en Chine ? Que cinquante-deux pays ont émis, depuis, des timbres sur ce sujet ?... Brontosaurus, iguanodon, ptérodactyle et autres reptiles fossiles préhistoriques sur timbres-poste ont désormais leur catalogue, un ouvrage de cent trente pages, illustré

en couleurs, avec de nombreuses fiches techniques. Un ouvrage de base essentiel pour commencer une collection (Dinosaur Stamp of the World, 12 livres sterling, port inclus, auprès de Baldwin's Books, Foster Hall, Bowers-Tye Road, Silver End, Witham, Essex, CM8 3QA, Angleterre).

• Philatélie napoléonienne. - Une association philatélique américaine consacrée à l'étude de l'ère napoléonienne a travers les timbres, Napoleonic Age Philatelists, diffuse un bulletin trimestriel, Campaign, qui fait le point sur toutes les émissions ayant trait à ce thème (abonnement annuel de 50 dollars, auprès de K. Berry, 7513 Clayton Drive, Oklahoma City, OK 73132, Etats-Unis).

• Programme philatélique 1992, précisions. - Dans le programme philatélique 1992 annoncé dans la précédente rubrique, les timbres Ski de fond, Ski artistique et Ski alpin ont fait l'objet d'une vente anticipée dès 1991.

• Manifestation. - Le Cercle philatélique de Savoie organise le 24 août, dans la salle polyvalente du Clos-Berger de Faverges, une bourse toutes collections.

TALOTAT
LE N° 578 307 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETTS SE TERNISSANT PAR

78 307	40 000 F
6 307	4 000 F
307	400 F
07	40 F
7	10 F

DATE LIMITE DE PLÈBEMENT DES LOTS : 31 AOÛT 1991

34 - FRANCHE
TRAPÈZE DU 24 AOÛT 1991

LE MONDE MEMBRE 21 AOÛT 1991

102556

6	2 143 930 F
5	71 855 F
4	3 560 F
3	70 F
2	10 F

20855

11	20	33	36	37	38	18
----	----	----	----	----	----	----

6

300 385 F

15 700 F

10 F

Le Monde
EDITIONS

De Gaulle et Le Monde
Pierre Sainderichin

Le Monde
PHILATELISTES

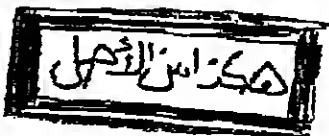
JUILLET/AOÛT 1991

SPÉCIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE

Un cahier central détachable de 50 pages
Avec un cadeau des PTT suisses

PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 24 août

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F film à éviter ; M On peut voir ; MM Ne pas manquer ; MM Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 23 août

TF 1	20.40 Jeux : Intervilles 91. Bergeron-Carquetou. Magazine : 52 sur la Une. Les Mannequins.	22.15 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
22.40 Sport : Boxe. Championnat du monde des poids plume WBC. Championnat du monde des poids légers IBE.	23.40 Journal, Météo et Bourse.	23.10 Documents du monde. Gosses de Rio.
A 2	20.45 Jeu : Les Clés de Fort Boyard. Série : Palace.	0.15 Journal de la nuit.
22.00 Cinéma : La Tru. Film français de Jacques Becker (1959). Avec Michel Constantin, Jean Kérek, Philippe Leroy.	0.55 Journal et Météo.	M 6
FR 3	20.45 Magazine : Thelassa. Il était une fois... T. Maurice.	20.40 Série : Le Saint.
21.40 Série : L'Ami Giono.	22.25 Série : Équulizer.	22.20 Météo des plages.
22.35 Journal et Météo.	23.10 Magazine : Vénus.	23.40 Capital.
22.50 Traverses. L'Univers intérieur, voyage à l'intérieur du corps humain. 4. La foie, une usine chimique polyvalente.	23.40 Six minutes d'informations.	23.55 Documentaire : Succès.
23.40 Magazine : Musicales. Spécial festivals (rediff.).	LA SEPT	
CANAL PLUS	20.00 Documentaire : Pariol.	
20.00 Sport : Football. Match avancé de la 7 ^e journée du Championnat de France : Lens - Saint-Etienne.	21.00 TéliFilm : Mémoires d'un peintre.	
22.40 Flash d'informations.	22.20 Feuilleton : Diadorim.	
22.45 Magazine : Exploits II.	FRANCE-CULTURE	
23.00 Cinéma : Les Aventures du baron de Münchhausen. Film britannique de Terry Gilliam (1988).	20.10 Le Pays d'ici. A Lussan (Ardèche), « Les états généraux du documentaire ».	
1.00 Cinéma : Izzy et Sam. Film américain de Joan Micklin Silver (1988 v.o.).	21.00 Dramatique. Un air de blues dans le cult. de Michel Velitchkov (rediff.).	
LA 5	22.40 Musique : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron.	
20.45 TéliFilm : Un magot trop convoité.	0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. La vie en bleu : Memphis Slim. 10. Le dernier boogie à Paris (rediff.).	

TF 1	13.15 Magazine : Reportages. Parosnika 91.	18.05 Magazine : Transmettre millions d'amis. La date-lune... avec ses amis : La télématique. Les conseils de l'été : Le lecteur aboie toujours deux fois.
13.50 La Une est à vous.	18.30 Jeu : Une famille en or.	18.00 Série : Marc et Sophie.
15.55 Tiroc à Vincennes.	18.25 Jeu : La Roue de la fortune.	19.55 Tiroc à Vincennes.
16.05 La Une est à vous (suite).	20.00 Journal, Tiroc, Topis vert, Météo et Loto.	20.45 Variétés : Fou rire.
18.05 Magazine : Transmettre millions d'amis. La date-lune... avec ses amis : La télématique. Les conseils de l'été : Le lecteur aboie toujours deux fois.	22.25 Série : Paparazzi.	23.55 Magazine : Formule sport.
	0.50 Journal, Météo et Trafic infos.	A 2
	FRANCE-CULTURE	
	20.10 Le Pays d'ici. A Lussan (Ardèche), « Les états généraux du documentaire ».	
	21.00 Dramatique. Un air de blues dans le cult. de Michel Velitchkov (rediff.).	
	22.40 Musique : Nocturne. Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron.	
	0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. La vie en bleu : Memphis Slim. 10. Le dernier boogie à Paris (rediff.).	
	FRANCE-MUSIQUE	
	20.00 Discomusiques privées. Jean d'Ormesson.	
	21.30 Concert (donné le 3 août lors du Festival de Montpellier) : Le Palais hermin, étude symphonique op. 48, de Schmitt; Bacchus et Ariane, suite de ballet n° 2 op. 73, de Roussel; Gloria pour soprano, chœur et orchestre de Poulenc; La Valse, poème chorégraphique pour orchestre, de Fauré, par l'Orchestre national de France; le Chœur de Radio-France, dir. Georges Prêtre; sol : Françoise Pollet, soprano.	
	0.07 Nuits chaudes. Le tombeau de Virgile Wood.	

De 15.00 à 19.00 La SEPT	19.00 Le 19-20.	Prix du Nürburgring en Allemagne; Infos; L'histoire de l'automobile.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	De 20.00 à 0.00 La SEPT	
CANAL PLUS	13.30 TéliFilm : La Bataille de Santa Fe.	14.35 Série : Frog show.
15.25 Jeu : V.O.	15.05 Documentaire : Les Années Téléphone.	14.50 Série : Lou Grant.
17.00 Sport : Snooker. Les Grands Masters. Demi-finale à Monaco.	18.00 Canaille peluche.	15.40 Série : Soko.
18.00 Documentaire : Les Allumés.	19.00 Documentaire : Trevor et ses animaux dans le jeu.	18.35 Sport : Cyclisme. Championnats du monde sur route (amateurs hommes), en direct de Stuttgart.
En clair jusqu'à 20.30	19.30 Flash d'informations.	18.10 Série : La Cinquième Dimension.
19.35 Top 50.	20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge.	18.35 Diversité : Rires parades.
20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge. Série américaine sur la relation et le showbusiness.	22.20 TéliFilm : Quelle horreur !	19.10 Série : V.
22.45 Flash d'informations.	23.00 Cinéma : La Septième Prophétie. Film américain de Carl Schultz (1989). Avec Demi Moore, Michael Biehn, Jürgen Prochnow.	20.00 Journal et Météo.
0.35 Cinéma : Another Country. Film britannique de Mark Karmelitz (1983). Avec Rupert Everett, Colin Firth, Michael Jenn (v.o.).	LA 5	20.40 Journal des courses.
FRANCE-CULTURE	13.20 Sport : Automobile. Essai du Grand Prix de formule 1 de Belgique.	20.45 Série : Un privé nommé Stryker. Une famille sous surveillance.
13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. Le Silex du vide.	14.05 Magazine : Intégral.	22.30 Divertissement : Grain de folie.
13.55 Magazine : Animalia. Des fauves à la maison ?	14.05 Magazine : Intégral. Formula 1 : Derniers préparatifs avant le Grand Prix de Spa-Francorchamps en Belgique; Voitures de sport : les meilleurs moments du Grand Prix de Belgique.	0.25 Journal de la nuit.
14.45 Magazine : Sport passion.		M 6
17.25 Série : Miss Manager.		13.50 Série : Supercopier.
18.20 Série : Fleur bleue.		14.40 Série : Laramie.
19.10 Série : L'homme qui tombe à pic.		15.30 Série : Les Espions.
20.00 Journal et Météo.		16.20 Jeu : Hit hit hit hour !
20.45 TéliFilm : SOS otages. Un psychopathe, son cousin, une femme et un bébé.		16.25 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.
22.10 Série : Coplan.		16.50 Série : Vegas.
23.40 Journal et Météo.		17.40 Série : L'Homme de fer.
FR 3		18.30 Série : Les Têtes brûlées.
13.00 Variétés : Eurotop.		19.20 Magazine : Turbo. Les meilleurs moments.
14.00 Magazine : Rencontres spécial été.		19.54 Six minutes d'informations.

De 15.00 à 19.00 La SEPT	19.00 Le 19-20.	Prix du Nürburgring en Allemagne; Infos; L'histoire de l'automobile.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	De 20.00 à 0.00 La SEPT	
CANAL PLUS	13.30 TéliFilm : La Bataille de Santa Fe.	14.35 Série : Frog show.
15.25 Jeu : V.O.	15.05 Documentaire : Les Années Téléphone.	14.50 Série : Lou Grant.
17.00 Sport : Snooker. Les Grands Masters. Demi-finale à Monaco.	18.00 Canaille peluche.	15.40 Série : Soko.
18.00 Documentaire : Les Allumés.	19.00 Documentaire : Trevor et ses animaux dans le jeu.	18.35 Sport : Cyclisme. Championnats du monde sur route (amateurs hommes), en direct de Stuttgart.
En clair jusqu'à 20.30	19.30 Flash d'informations.	18.10 Série : La Cinquième Dimension.
19.35 Top 50.	20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge.	18.35 Diversité : Rires parades.
20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge. Série américaine sur la relation et le showbusiness.	22.20 TéliFilm : Quelle horreur !	19.10 Série : V.
22.45 Flash d'informations.	23.00 Cinéma : La Septième Prophétie. Film américain de Carl Schultz (1989). Avec Demi Moore, Michael Biehn, Jürgen Prochnow.	20.00 Journal et Météo.
0.35 Cinéma : Another Country. Film britannique de Mark Karmelitz (1983). Avec Rupert Everett, Colin Firth, Michael Jenn (v.o.).	LA 5	20.40 Journal des courses.
FRANCE-CULTURE	13.20 Sport : Automobile. Essai du Grand Prix de formule 1 de Belgique.	20.45 Série : Un privé nommé Stryker. Une famille sous surveillance.
13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. Le Silex du vide.	14.05 Magazine : Intégral.	22.30 Divertissement : Grain de folie.
13.55 Magazine : Animalia. Des fauves à la maison ?	14.05 Magazine : Intégral. Formula 1 : Derniers préparatifs avant le Grand Prix de Spa-Francorchamps en Belgique; Voitures de sport : les meilleurs moments du Grand Prix de Belgique.	0.25 Journal de la nuit.
14.45 Magazine : Sport passion.		M 6
17.25 Série : Miss Manager.		13.50 Série : Supercopier.
18.20 Série : Fleur bleue.		14.40 Série : Laramie.
19.10 Série : L'homme qui tombe à pic.		15.30 Série : Les Espions.
20.00 Journal et Météo.		16.20 Jeu : Hit hit hit hour !
20.45 TéliFilm : SOS otages. Un psychopathe, son cousin, une femme et un bébé.		16.25 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.
22.10 Série : Coplan.		16.50 Série : Vegas.
23.40 Journal et Météo.		17.40 Série : L'Homme de fer.
FR 3		18.30 Série : Les Têtes brûlées.
13.00 Variétés : Eurotop.		19.20 Magazine : Turbo. Les meilleurs moments.
14.00 Magazine : Rencontres spécial été.		19.54 Six minutes d'informations.

LA SEPT	13.20 Feuilleton : Diadorim.	17.15 Boîtes de conserve, reconversions !
15.00 Documentaire : Maestro.	17.30 Dynamo.	20.00 Documentaire : De la Terre à la Lune.
16.00 Documentaire : Perfor.	18.00 Magamix.	20.55 Documentaire : Parana.
17.00 Contes et légendes du Louvre.	19.00 Documentaire : De la Terre à la Lune.	22.25 Le Dessous des cartes.
20.55 Documentaire : Parana.	20.00 Histoire parallèle.	22.35 Soir 3.
22.25 Documentaire : Elégie soviétique. Boris Eltsine.	20.55 Documentaire : Parana.	22.55 Documentaire : Elégie soviétique. Boris Eltsine.
Concert : J. McLaughlin-J. Helberg.	22.25 Documentaire : Elégie soviétique. Boris Eltsine.	0.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.
FRANCE-CULTURE	20.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.	
20.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.		
22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile.		
0.05 Clair de nuit.		
FRANCE-MUSIQUE		
19.05 Opéra (donné le 28 juillet lors du Festival de Bayreuth) : La Walkyrie, 1 ^{re} journée de la Tétralogie, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboim; sol : Paul Kring, Matthias Höller, John Tomlinson, Nedine Secunde, Deborah Poleski, Linda Finnie, Eve Johansson, Ruth Floeren, Ute Priew, Hironi Katsjiri, Eva Marie Bundschuh, Christina Hagen, Hebe Dijkstra.		
23.05 Mandala. Musique traditionnelle du Tibet et œuvres de El Sabio, Milen, Boccherini, Pablo, Aguilera de Heredia, Narvaez, Flecha, Ohana, Fella, Marun, Victoria, Scarlett.		

Dimanche 25 août

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 40-62-96-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régis France SA.

Imprimerie de « Le Monde »
12, r. M. Guesbroux
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
TÉLÉMAQUE
Composée 36-15 - TOUTE LEMONDE
ou 36-15 - TOUTE LM
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs CEE
3 mois	460 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

TF 1	13.25 Série : Hooker.	14.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Série : Commissaire Moulin.	16.40 Disney Parade.	17.55 Magazine : TéliFoot.
18.40 Série : Agence tous risques.	19.30 Divertissement : Vidéo gag.	20.00 Journal, Tiroc, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma : Rondo de nuit. Film français de Jean-Claude Miesse (1983). Avec Gérard Lanvin, Eddy Mitchell, Françoise Amoul.	22.25 Magazine : Ciné dimanche.	22.30 Cinéma : Un drôle de colonel. Film français de Jean Girault (1987). Avec la sœur Yvonne, Jean Lefebvre, Pascale Roberts.
0.00 Magazine : Spécial sport. Athlétisme : championnats du monde à Tokyo (résumé).	0.25 Journal et Météo.	A 2
13.20 Divertissement : Rire A2.	14.20 Série : Mac Gyver.	15.10 Série : Panique aux Caraïbes.
16.00 Feuilleton : Le Clan (3 ^e épisode).	17.30 Des trains pas comme les autres. Venem.	18.20 Magazine : Stade 2. Récit de la saison : Cyclisme : Footbell ; Natation : Aviron ; Patinage artistique : Automobile : Athlétisme : Rugby : VTT.
19.35 Série : Les Craquantes.	20.00 Journal et Météo.	20.45 Série : Taggart.
22.00 Série : Haute Tension.	23.25 Journal et Météo.	23.45 Sport : Athlétisme (résumé).
0.25 Magazine : Musiques au cœur de l'été. Jeanne au bûcher, oratorio de Honneger.	FR 3	
13.30 Magazine : Musicales. Spécial festivals (2 ^e partie).	14.30 Magazine : Sports 3 dimanche.	Zip-Zag (spécial sur) : Villes ouvertes : Barcelone (la préparation des Jeux olympiques) ; Patinage artistique : Grand Prix de Saint-Gervais ; Athlétisme : championnats du monde à Tokyo (résumé) ; Triathlon international du

De 15.00 à 19.00 La SEPT	19.00 Le 19-20.	Jura; Voile; Tour de France 1991; Set à match; Voile; le Trophée Chénouillet.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	De 20.00 à 0.00 La SEPT	
CANAL PLUS	13.30 TéliFilm : La Bataille de Santa Fe.	14.35 Série : Frog show.
15.25 Jeu : V.O.	15.05 Documentaire : Les Années Téléphone.	14.50 Série : Lou Grant.
17.00 Sport : Snooker. Les Grands Masters. Demi-finale à Monaco.	18.00 Canaille peluche.	15.40 Série : Soko.
18.00 Documentaire : Les Allumés.	19.00 Documentaire : Trevor et ses animaux dans le jeu.	18.35 Sport : Cyclisme. Championnats du monde sur route (amateurs hommes), en direct de Stuttgart.
En clair jusqu'à 20.30	19.30 Flash d'informations.	18.10 Série : La Cinquième Dimension.
19.35 Top 50.	20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge.	18.35 Diversité : Rires parades.
20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge. Série américaine sur la relation et le showbusiness.	22.20 TéliFilm : Quelle horreur !	19.10 Série : V.
22.45 Flash d'informations.	23.00 Cinéma : La Septième Prophétie. Film américain de Carl Schultz (1989). Avec Demi Moore, Michael Biehn, Jürgen Prochnow.	20.00 Journal et Météo.
0.35 Cinéma : Another Country. Film britannique de Mark Karmelitz (1983). Avec Rupert Everett, Colin Firth, Michael Jenn (v.o.).	LA 5	20.40 Journal des courses.
FRANCE-CULTURE	13.20 Sport : Automobile. Essai du Grand Prix de formule 1 de Belgique.	20.45 Série : Un privé nommé Stryker. Une famille sous surveillance.
13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. Le Silex du vide.	14.05 Magazine : Intégral.	22.30 Divertissement : Grain de folie.
13.55 Magazine : Animalia. Des fauves à la maison ?	14.05 Magazine : Intégral. Formula 1 : Derniers préparatifs avant le Grand Prix de Spa-Francorchamps en Belgique; Voitures de sport : les meilleurs moments du Grand Prix de Belgique.	0.25 Journal de la nuit.
14.45 Magazine : Sport passion.		M 6
17.25 Série : Miss Manager.		13.50 Série : Supercopier.
18.20 Série : Fleur bleue.		14.40 Série : Laramie.
19.10 Série : L'homme qui tombe à pic.		15.30 Série : Les Espions.
20.00 Journal et Météo.		16.20 Jeu : Hit hit hit hour !
20.45 TéliFilm : SOS otages. Un psychopathe, son cousin, une femme et un bébé.		16.25 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.
22.10 Série : Coplan.		16.50 Série : Vegas.
23.40 Journal et Météo.		17.40 Série : L'Homme de fer.
FR 3		18.30 Série : Les Têtes brûlées.
13.00 Variétés : Eurotop.		19.20 Magazine : Turbo. Les meilleurs moments.
14.00 Magazine : Rencontres spécial été.		19.54 Six minutes d'informations.

De 15.00 à 19.00 La SEPT	19.00 Le 19-20.	Jura; Voile; Tour de France 1991; Set à match; Voile; le Trophée Chénouillet.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	De 20.00 à 0.00 La SEPT	
CANAL PLUS	13.30 TéliFilm : La Bataille de Santa Fe.	14.35 Série : Frog show.
15.25 Jeu : V.O.	15.05 Documentaire : Les Années Téléphone.	14.50 Série : Lou Grant.
17.00 Sport : Snooker. Les Grands Masters. Demi-finale à Monaco.	18.00 Canaille peluche.	15.40 Série : Soko.
18.00 Documentaire : Les Allumés.	19.00 Documentaire : Trevor et ses animaux dans le jeu.	18.35 Sport : Cyclisme. Championnats du monde sur route (amateurs hommes), en direct de Stuttgart.
En clair jusqu'à 20.30	19.30 Flash d'informations.	18.10 Série : La Cinquième Dimension.
19.35 Top 50.	20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge.	18.35 Diversité : Rires parades.
20.30 TéliFilm : Les Prédateurs du mensonge. Série américaine sur la relation et le showbusiness.	22.20 TéliFilm : Quelle horreur !	19.10 Série : V.
22.45 Flash d'informations.	23.00 Cinéma : La Septième Prophétie. Film américain de Carl Schultz (1989). Avec Demi Moore, Michael Biehn, Jürgen Prochnow.	20.00 Journal et Météo.
0.35 Cinéma : Another Country. Film britannique de Mark Karmelitz (1983). Avec Rupert Everett, Colin Firth, Michael Jenn (v.o.).	LA 5	20.40 Journal des courses.
FRANCE-CULTURE	13.20 Sport : Automobile. Essai du Grand Prix de formule 1 de Belgique.	20.45 Série : Un privé nommé Stryker. Une famille sous surveillance.
13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. Le Silex du vide.	14.05 Magazine : Intégral.	22.30 Divertissement : Grain de folie.
13.55 Magazine : Animalia. Des fauves à la maison ?	14.05 Magazine : Intégral. Formula 1 : Derniers préparatifs avant le Grand Prix de Spa-Francorchamps en Belgique; Voitures de sport : les meilleurs moments du Grand Prix de Belgique.	0.25 Journal de la nuit.
14.45 Magazine : Sport passion.		M 6
17.25 Série : Miss Manager.		13.50 Série : Supercopier.
18.20 Série : Fleur bleue.		14.40 Série : Laramie.
19.10 Série : L'homme qui tombe à pic.		15.30 Série : Les Espions.
20.00 Journal et Météo.		16.20 Jeu : Hit hit hit hour !
20.45 TéliFilm : SOS otages. Un psychopathe, son cousin, une femme et un bébé.		16.25 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.
22.10 Série : Coplan.		16.50 Série : Vegas.
23.40 Journal et Météo.		17.40 Série : L'Homme de fer.
FR 3		18.30 Série : Les Têtes brûlées.
13.00 Variétés : Eurotop.		19.20 Magazine : Turbo. Les meilleurs moments.
14.00 Magazine : Rencontres spécial été.		19.54 Six minutes d'informations.

LA SEPT	13.20 Feuilleton : Diadorim.	17.15 Boîtes de conserve, reconversions !
15.00 Documentaire : Maestro.	17.30 Dynamo.	20.00 Documentaire : De la Terre à la Lune.
16.00 Documentaire : Perfor.	18.00 Magamix.	20.55 Documentaire : Parana.
17.00 Contes et légendes du Louvre.	19.00 Documentaire : De la Terre à la Lune.	22.25 Le Dessous des cartes.
20.55 Documentaire : Parana.	20.00 Histoire parallèle.	22.35 Soir 3.
22.25 Documentaire : Elégie soviétique. Boris Eltsine.	20.55 Documentaire : Parana.	22.55 Documentaire : Elégie soviétique. Boris Eltsine.
Concert : J. McLaughlin-J. Helberg.	22.25 Documentaire : Elégie soviétique. Boris Eltsine.	0.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.
FRANCE-CULTURE	20.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.	
20.00 Opéra : Le Ring. De Richard Wagner. 4. Le Crépuscule des dieux.		
22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile.		
0.05 Clair de nuit.		
FRANCE-MUSIQUE		
19.05 Opéra (donné le 28 juillet lors du Festival de Bayreuth) : La Walkyrie, 1 ^{re} journée de la Tétralogie, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboim; sol : Paul Kring, Matthias Höller, John Tomlinson, Nedine Secunde, Deborah Poleski, Linda Finnie, Eve Johansson, Ruth Floeren, Ute Priew, Hironi Katsjiri, Eva Marie Bundschuh, Christina Hagen, Hebe Dijkstra.		
23.05 Mandala. Musique traditionnelle du Tibet et œuvres de El Sabio, Milen, Boccherini, Pablo, Aguilera de Heredia, Narvaez, Flecha, Ohana, Fella, Marun, Victoria, Scarlett.		

LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI
Le Monde
ARTS-SPECTACLES
CHAQUE MERCREDI (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Dans un entretien téléphonique avec M. Mitterrand

M. Gorbatchev déclare compter sur l'aide internationale

M. Mikhaïl Gorbatchev a téléphoné, jeudi 22 août, au président François Mitterrand, qui a reçu par ailleurs un message de remerciement de Boris Eltsine.

Les présidents soviétique et français se sont entretenus « sur un ton très chaleureux », selon le secrétaire général de l'Elysée, M. Hubert Védrine. Au cours de la discussion, M. Mitterrand a estimé que le dispositif décidé en faveur de l'URSS lors du sommet des pays les plus industrialisés de Londres, le mois dernier, devait être « reconsidéré ».

Le président soviétique « a transmis ses remerciements à la France » et indiqué « qu'il comptait beaucoup sur l'aide de la communauté internationale », a précisé M. Védrine.

M. Eltsine, le président de la Fédération de Russie, a de son côté adressé jeudi une lettre de remerciements à M. Mitterrand.

Dans cette lettre, remise jeudi matin au chef de l'Etat par le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, M. Eltsine déclare : « Permettez-moi de vous remercier pour la sollicitude à l'égard de la Russie, de sa lutte pour la liberté, la démocratie et le progrès social, que vous avez manifestée au cours de notre entretien téléphonique (...) ». « Je vous assure de notre attachement aux idéaux de démocratie et de liberté. Vous pouvez être certain que nous ne permettrons pas à la Russie de se trouver à nouveau dans les mains d'obscurantistes idéologiques », poursuit le président russe avec lequel le président Mitterrand, qui vient de l'inviter en France, devait avoir une conversation téléphonique d'ici à la fin de la semaine.

M. Béréguoy en Union soviétique

D'autre part, le ministre de l'économie, M. Béréguoy, a annoncé jeudi qu'il se rendrait en Union soviétique les 5 et 6 septembre, dans le cadre de la visite des ministres des finances du G7, dont le principe avait été arrêté à Londres à la mi-juillet.

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle, un proche de M. Mitterrand, s'est adressé jeudi à la foule massée devant le Parlement russe, remerciant « Moscou, la Russie et Boris Eltsine » pour leur action décisive depuis lundi. « Je suis ici avec des parlementaires de la République française pour vous dire la solidarité du peuple français et notre admiration pour votre courage. Vous avez été ces jours derniers et vous serez toujours d'aujourd'hui et demain les soldats de la liberté », s'est exclamé M. Vauzelle.

Ministre soviétique des affaires étrangères

M. Bessmertnykh a démissionné

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, a informé le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qu'il démissionnait de ses fonctions, a indiqué vendredi 23 août à Washington, un porte-parole de la Maison Blanche. « Je peux confirmer » que M. Bessmertnykh a annoncé sa démission, a-t-il déclaré à Khabarovsk, où le président Bush est en vacances.

M. Bessmertnykh avait été absent de son poste pendant toute la durée du putsch et n'avait réapparu qu'après l'échec du coup d'Etat, ce qui lui a valu de nombreuses critiques. Il avait invoqué une « très forte fièvre » peu convaincante pour expliquer son silence pendant le putsch. Sa démission a été en fait, peu après l'annonce des services de M. Bush, par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Bessmertnykh, un proche de M. Mitterrand, qui avait participé au comité d'Etat pour l'état d'urgence et avait été arrêté vendredi, a annoncé le bureau d'information du Soviet suprême soviétique.

■ SOUDAN : nouvelles arrestations d'officiers. - Treize officiers, accusés de complot contre l'Etat, ont été arrêtés, mardi 20 août, à Khartoum, a-t-on indiqué jeudi dans les milieux de l'opposition soudanaise basée au Caire. Selon ces sources, il s'agirait d'une opération similaire à « la purge, effectuée en avril 1989, lorsque vingt-huit officiers, accusés également de tentative de coup d'Etat, avaient été exécutés après des jugements sommaires ». - (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

La crise yougoslave

Le président de la Croatie a lancé un ultimatum aux autorités fédérales

Le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a menacé, jeudi 22 août, de « prendre les mesures qui s'imposent » pour défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Croatie « si la présidence fédérale et l'armée yougoslave n'arrêtent pas d'ici au 31 août les opérations armées contre la Croatie », a annoncé l'agence Tanjug.

Si la présidence fédérale et l'armée yougoslave « n'arrêtent pas les opérations armées visant à renverser l'ordre constitutionnel et juridique de la Croatie et à occuper ses territoires dans le but de les inclure dans une Grande Serbie ou dans ce qui reste de la Yougoslavie », la Croatie considérera la présidence comme « directement responsable » de l'agression et l'armée yougoslave « comme une armée d'occupation », a déclaré M. Tudjman dans une lettre adressée à la présidence fédérale.

La Croatie prendra dans ce cas « les mesures qui s'imposent » pour

protéger son intégrité territoriale et sa souveraineté, a averti M. Tudjman. Le président croate demandait aussi que des observateurs de la Communauté européenne participent au contrôle de l'application de ces revendications « conformément à la déclaration de Brioni du 7 juillet ».

Jeudi, les combats ont fait au moins vingt morts en Croatie. Selon la télévision serbe, huit civils serbes ont été tués et dix autres blessés lors de l'attaque par la garde nationale croate du village de Kinjaska, au sud-est de Zagreb. La télévision de Belgrade a également fait état de la découverte de six corps sur les rives du Danube, près de Bogojev, à la frontière serbo-croate.

Trois gardes nationaux croates ont été tués et dix-sept blessés, dans des combats près de Sisak, au sud-est de Zagreb, de source croate. Il y aurait eu également plusieurs morts et blessés dans d'autres villes de la Répu-

blique. De nouveaux combats se sont déroulés dans plusieurs villages des environs d'Osijek, en Slavonie (est de la Croatie). Les autorités croates considèrent comme imminente l'attaque de cette ville par l'armée et les autonomistes serbes. Le Conseil d'Etat croate, plus haute institution de la République, a proclamé l'échec de la réunion de présidence collégiale de mercredi et annoncé le renforcement des mesures de défense.

Les autorités hongroises s'inquiètent de l'afflux de centaines de réfugiés, dans le sud de la Hongrie, qui fuient les combats interethniques en Croatie. Le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Geza Jeszenszky, a jugé « particulièrement alarmant » l'afflux de ces réfugiés et a attiré, jeudi, lors d'une conférence de presse, l'attention de l'opinion internationale sur cette « situation de crise ». Selon le porte-parole des

gardes-frontières hongrois, quelque 1 600 personnes ont quitté la Yougoslavie au cours des dernières quarante-huit heures pour trouver refuge en Hongrie, et leur nombre ne cesse d'augmenter. Selon les autorités locales hongroises, 95 % des arrivants sont des Croates. - (AFP, Reuters).

■ M. Mitterrand et le premier ministre hongrois, M. Antall, estiment « urgente » une solution. - Au cours d'une conversation téléphonique qu'ils ont eue, jeudi 22 août dans la soirée, M. François Mitterrand et le premier ministre hongrois, M. József Antall, ont estimé, qu'après l'échec du coup d'Etat en URSS, la crise yougoslave était maintenant au cœur des problèmes internationaux et qu'il était « urgent » d'y trouver une solution.

Première réunion de travail à Paris

Les banquiers occidentaux se rencontrent pour renégocier la dette de l'Algérie

Une première « réunion de travail » a eu lieu, jeudi 22 août à Paris, au siège du Crédit lyonnais, sur la dette algérienne. Depuis le choc pétrolier de 1973, qui a vu les prix du pétrole chuter, l'Algérie a dû lourdement emprunter pour financer ses importations. Sa dette se monte à environ 25 milliards de dollars.

La situation financière du pays est aujourd'hui difficile. Pour tenir ses engagements de remboursement cette année, il manque à l'Algérie un milliard de dollars, selon les déclarations officielles du ministre des finances M. Benissad. Tout en excluant de vouloir « rééchelonner » sa dette, le gouvernement a pris des

contacts avec les banques occidentales. Le gouvernement français, au travers de M. Béréguoy, a encouragé les banques à négocier. Parallèlement, la politique de libéralisation de l'économie, entamée à Alger, rassure les milieux internationaux. Le FMI et la Banque mondiale viennent d'ailleurs de débiter des prêts de 400 et 350 millions de dollars.

Un consortium s'est formé autour du Crédit lyonnais, de la BNP, de la Paribas, de la Chase Manhattan Bank et de banques japonaises très engagées sur place. Rien n'a filtré de la première réunion. L'objectif n'est pas, semble-t-il, d'accorder un nouveau prêt à l'Algérie, mais de reprofiler en partie la dette.

Le FMI versera 4 milliards de dollars à l'Inde en septembre

Une première partie du prêt que le FMI a consenti à l'Inde - soit 4 milliards de dollars sur les six accordés - sera versée en septembre, a annoncé jeudi 22 août, le gouverneur de la Banque centrale, M. S. Venkatarman. Les 2 milliards de dollars restants seront versés plus tard. Aucune date n'a été précisée.

Ce prêt du FMI doit aider l'Inde à faire face à une crise économique et financière sans précédent : les réserves de changes du pays ne représentent plus le mois dernier que deux semaines d'importations et New-Delhi a dû ven-

dre d'importantes quantités d'or pour faire face aux échéances d'une dette extérieure qui atteint 72 milliards de dollars.

Le prêt du FMI a été accordé en contre-partie de très importantes mesures de libéralisation décidées par le nouveau premier ministre indien, M. Narasimha Rao, mesures qui ont été annoncées au début du mois : suppression des licences d'importation, convertibilité à terme de la roupie, possibilité pour les étrangers de devenir majoritaires dans le capital des entreprises indiennes.

EN BREF

■ CHINE : libération d'un journaliste dissident. - Le journaliste Zhang Weiguo, chef du bureau de Pékin du journal libéral de Shanghai *World Economic Herald*, a été libéré, a-t-on appris jeudi 22 août. Le même jour, quatre étrangers venues en Chine pour protester contre les mauvais traitements infligés à deux dissidents chinois qui font actuellement la grève de la faim, ont été arrêtés puis expulsés du pays « pour activités incompatibles avec l'intérêt de leurs visas », selon la police. - (AFP, UPI).

■ ETATS-UNIS : nouvelle manifestation de Noirs à Brooklyn. - Environ deux cents jeunes Noirs ont manifesté, jeudi 22 août, dans la soirée, à Brooklyn, à New-York, où des affrontements entre Noirs et blancs orthodoxes ont fait un mort et une centaine de blessés depuis lundi (le Monde du 23 août). Un policier a été légèrement blessé et douze personnes ont été arrêtées. - (AFP, UPI).

■ Attaque marocaine au Sahara occidental. - Le Front Polisario a fait état, jeudi 22 août, d'une nouvelle attaque de l'armée marocaine au Sahara occidental contre les localités de Mijek et Tafrit, près de la frontière mauritanienne, ajoutant que le Maroc avait entamé la construction d'un « septième mur de défense » contre deux autres localités, également proches de la Mauritanie. - (AFP, Reuters).

■ IRAK : les Irakiens font état de combats dans le sud. L'agence officielle irakienne IRNA a fait état, jeudi 22 août, de récentes « attaques victorieuses » d'opposants irakiens contre les forces du

président Saddam Hussein dans le sud de l'Irak. Selon l'agence, l'armée irakienne a mis le feu jeudi à des champs de roseaux, dans les marais du sud du pays, pour empêcher de futurs assauts des opposants qui utilisent ces espaces comme « boucliers » pour leurs opérations. Toujours selon l'IRNA, « plusieurs explosions » ont été entendues dans le sud de l'Irak mercredi soir, la plupart provenant de la ville irakienne de Tammuz. - (AFP).

■ Pertes exceptionnelles de News Corp. - News Corp., le groupe multimédia de M. Rupert Murdoch, a annoncé une perte nette de 393 millions de dollars au troisième trimestre (1,8 milliard de francs) pour l'exercice annuel clos le 30 juin. Ce résultat tient compte de pertes exceptionnelles de 3,4 milliards de francs liées notamment à la vente de neuf magazines américains et à la restructuration de la dette du groupe. Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 25 % pour dépasser 52 milliards de francs, la croissance provenant essentiellement des Etats-Unis.

■ Décès de Paul Miller, ancien président d'Associated Press. - Ancien président de l'agence américaine Associated Press, Paul Miller est mort à l'âge de quatre-vingt-quatre ans en Floride, mercredi 21 août. Il était entré au groupe Gannett en 1947 et l'avait présidé de 1957 à 1978, contribuant largement à le faire croître de dix-neuf à cinquante-trois quotidiens.

Plus d'une tonne de cocaïne saisie à travers le pays

Le Brésil est devenu une plaque tournante du trafic de drogue

Deux importantes saisies de cocaïne confirment que le Brésil est devenu un pays de transit pour la drogue, destinée aux Etats-Unis, surtout, qui entre par les deux Etats frontaliers de la Bolivie, le Mato Grosso et le Rondonia. Les autorités s'efforcent d'y parer.

RIO-DE-JANEIRO

De notre correspondant

Dissimulés dans un emballage des faisant ressembler à un tube de colle (l'iguane), 546 sacs de cocaïne pesant environ un kilo chacun ont été saisis, mardi 20 août, par la police du Ceara dans le nord-est du pays. Selon la police, la drogue, en provenance de Colombie, est destinée au Brésil via la Bolivie, par l'Etat du Mato Grosso. Le chargement a traversé tout le pays d'est en ouest sur 4 000 kilomètres, en onze jours. Il devait être embarqué dans le port de Fortaleza, à destination des Etats-Unis. Un trajet que le directeur général de la police fédérale, M. Romeu Tuma, a estimé « vraisemblablement de plus en plus utilisé ».

Les enquêteurs ont découvert que l'entreprise d'import-export de Sao-Paulo propriétaire du camion avait effectué, pour la seule année 1991, cinq autres envois d'« iguanes » à la même adresse aux Etats-Unis. La police a arrêté, outre les trois personnes accompagnant le camion, d'autres trafiquants à Sao-Paulo et à Curitiba, capitale du Mato Grosso.

Cette affaire a déclenché un scandale politique, les deux frères d'un député fédéral, M. Jabo Rabelo, ayant été arrêtés. L'un d'eux était porteur d'une fausse carte « d'assistant parlementaire », vraisemblablement signée de la main de son frère, M. Jabo Rabelo, qui était déjà fortement soupçonné d'entretenir des liens avec le cartel colombien de Medellín, fait aujourd'hui l'objet d'une enquête judiciaire, et l'Assemblée a levé son immunité parlementaire.

Dans le Rondonia, la multiplication des fortunes apparemment rapidement accumulées a attiré l'attention des autorités. Quinze grosses entreprises, parties de rien il y a seulement cinq ans, font l'objet d'une enquête de la police fiscale. Selon l'hebdomadaire *Veja*, la recette fiscale du Rondonia est passée de 2 millions de dollars (12 millions de francs) par mois en 1988 à 28 millions en 1990, au moment où le pays entrait en

récession, grâce à ces entreprises et commerces florissants.

Les autorités brésiliennes tentent de s'adapter au développement du transit de ce trafic sur leur territoire. Le directeur général de la police fédérale n'a ainsi indiqué qu'une nouvelle législation plus sévère devrait être prochainement votée par le Parlement. La coopération avec les Etats-Unis, où M. Romeu Tuma s'est rendu la semaine dernière, devrait-elle aussi s'intensifier.

DENIS HAUTIN-GURAU

■ M. Collor redoute de nouveaux coups d'Etat si l'aide occidentale n'augmente pas. - Le président brésilien Collor a déclaré, jeudi 22 août, qu'un coup d'Etat du type de celui fomenté en URSS pouvait survenir au Brésil en dans tout autre pays en voie de développement « dans un futur pas trop lointain » si les pays occidentaux ne se montaient pas plus généreux. Ces derniers, a-t-il ajouté, doivent réaliser qu'il ne saurait y avoir de paix dans le monde tant que les trois-quarts de la population vivent simplement de la survie. - (UPI).

Arrestation d'un chef de la guérilla salvadorienne

Les autorités salvadoriennes ont annoncé, jeudi 22 août, l'arrestation de M. Eugenio Martinez, l'un des chefs du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), et de trois autres guérilleros. Deux nouveaux missiles anti-aériens ont par ailleurs été découverts dans un magasin de pneus de San Salvador, où quatre engins de ce type avaient été saisis la veille. Devant la presse réunie au quartier général de la police, M. Martinez, qui se fait aussi appeler « commandant Marcos Jimenez », a déclaré qu'il avait le grade de colonel au sein du FMLN et qu'il participait à la mise sur pied d'une organisation politique, dans la perspective d'un cessez-le-feu dans la guerre civile salvadorienne. - (Reuters, AFP).

Les Etats-Unis annulent une partie de leurs créances sur la Bolivie

Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 22 août, qu'ils allaient annuler une partie de la dette de la Bolivie et de la Jamaïque. De plus, les intérêts versés par ces deux pays sur leurs emprunts seront rééchelonnés. Cette décision a été prise dans le cadre de l'« Entreprise pour l'Initiative des Amériques » lancée en 1990 par M. George Bush.

La dette bolivienne, qui atteint 38 millions de dollars, reviendrait à 7,7 millions de dollars. Le montant de la dette de la Jamaïque n'a pas été indiqué. Le porte-parole du département d'Etat a en outre précisé que ces mesures d'annulation de dette étaient justifiées par les réformes économiques entreprises, notamment par l'ouverture aux investissements étrangers.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

22. Les Indes véritables..... 2

ETRANGER

Après le coup d'Etat en Union soviétique... 3 à 8

SANS VISA

Le trésor du résistant : René Char à l'île-sur-la-Sorgue • La table et la semaine gourmande • Les Jeux..... 9 à 12

SOCIÉTÉ

Enquête sur un naufrage
La justice fait renflouer un chalutier breton..... 13
Le meurtre d'un berger
Vendetta campagnarde dans les Alpes-Maritimes..... 13

SPORTS

La déprime des athlètes de l'Est
A la veille des championnats du monde d'athlétisme à Tokyo. 14

CULTURE

« Atlantides » de Luc Beason
De magnifiques images polluées par une musique asphyxiante... 15
Le répertoire par Christian Rist
Molière, Corneille, Racine, Shakespeare au programme de l'Athénée..... 15
Le Festival d'Uzeste musical
Inspirés, parfois ratés, éouvant génie, la manifestation organisée par Bernard Lubet n'a pas manqué à la tradition..... 15

ÉCONOMIE

Le logement des Français
Les Parisiens ont du mal à acquérir leur résidence principale... 17
Les Espagnols et le Pays basque
Les investisseurs français tentent la frontière..... 18

Services

Abonnements..... 21
Carnet..... 20
Echecs..... 14
Jeux..... 12
Loto, Tac-O-Tac..... 20
Météorologie..... 20
Philatélie..... 20
Radio-Télévision..... 21
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 août 1991 a été tiré à 590 107 exemplaires.